



« Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14694 - 6 F

SAMEDI 25 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Le gouffre Nord-Sud

POUR la troisième année consécutive, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) fait tomber une pluie de chiffres saisissants et souvent inquiétants sur l'état des relations Nord-Sud. Tous confortent un même constat : la fossé ne cesse de grandir entre les pays développés et ceux du tiers-monde, au point de doubler de la capacité des nations développées à aider, comme sur l'aptitude des nations pauvres à compter sur leurs propres forces.

L'an passé, les revenus du milliard d'habitants les plus aisés de la planète étaient cent cinquante fois supérieurs aux revenus du milliard d'habitants les plus démunis. En trente ans, l'écart a doublé entre ces deux mondes. Parce qu'ils souffrent d'entraves multiples au libre-échange, aggravées par les freins à l'immigration, les discriminations de taux d'intérêt et d'accès aux technologies modernes, les pays en développement sont privés chaque année, selon le PNUD, de 500 milliards de dollars de ressources. Soit dix fois le montant de l'aide qu'ils reçoivent annuellement de la communauté internationale.

ALORS que le Sud abrite 80 % de la population mondiale, et près de neuf naissent chaque année, selon le PNUD, de 4 % des travaux de recherche, dispose de moins de 5 % du parc mondial d'ordinateurs. Si le développement humain, en termes d'espérance de vie, de niveau de soins et d'alphabétisation, a connu de réels progrès, ainsi que la liberté d'expression et d'action, le tiers-monde se trouve en revanche fort en retard sur celui du Nord en matière de connaissances. Le savoir et le savoir-faire technologique lui échappent. Une situation dont les conséquences choquent profondément : les « cerveaux » du Sud (africains en particulier) émigrent vers l'Europe et les États-Unis, tandis que les experts occidentaux en Afrique n'ont jamais été aussi nombreux.

AUTRE singularité troublante : les pays en développement remboursent davantage à leurs bailleurs de fonds au titre de la dette qu'ils ne reçoivent sous forme d'aides. Entre 1983 et 1989, les transferts nets du Sud vers le Nord ont ainsi représenté 242 milliards de dollars, l'effondrement des prix des matières premières privant le tiers-monde de son habituel ballon d'oxygène.

Soucieux de remédier à cette situation porteuse de souffrances humaines et de dangers pour l'ordre du monde, le PNUD préconise de prendre « la dividen- des de la paix » en réduisant de 3 % les budgets militaires pour affecter les ressources dégagées (1 500 milliards de dollars) au développement. Mais rien ne prouve que les États partiellement démilitarisés consacrent de telles sommes à l'amélioration du bien-être des populations. Plus que jamais, le développement mérite un suivi permanent sur la sécurité alimentaire et écologique, la dette, la stabilisation des prix des produits de base et la lutte contre le trafic des stupéfiants, l'accès aux technologies et aux marchés. L'idée du PNUD de créer un conseil de sécurité des Nations unies pour les questions de développement pourrait favoriser ce dialogue essentiel pour désamorcer la bombe à retardement de la pauvreté.

Lire page 14 l'article d'ÉRIC FOTTORINO

M0147 - 0425 0 - 6.00 F



Tandis que des combats continuent en Bosnie-Herzégovine

## La Serbie et le Monténégro créent une fédération

Des combats se poursuivaient, vendredi 24 avril, en plusieurs points de Bosnie-Herzégovine en dépit de l'accord de cessez-le-feu signé, la veille, à Sarajevo par les communautés bosnienne, musulmane et serbe. La France, l'Allemagne et la Pologne ont demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité. De son côté, la Serbie a décidé, avec le Monténégro, de proclamer le 27 avril la République fédérale de Yougoslavie, seule héritière, selon Belgrade, de l'ancien État.

### Bruits de canon dans les faubourgs

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Sarajevo aura vécu quelques heures fastes, jeudi 23 avril, avant qu'une canonnade dans les quartiers périphériques ne vienne, dans la soirée, rappeler la capitale bosnienne à la réalité de la guerre. Il y a d'abord eu ce calme, ce silence après les combats des derniers jours. Il y a eu ensuite cette promesse faite par les dirigeants des trois communautés - musulmane, serbe et croate - de respecter une trêve jusqu'à l'aboutissement des négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Puis il y a eu l'arrivée d'une nouvelle aide humanitaire, acheminée par M. Bernard Kouchner, le ministre

français de la santé, dont l'avion a permis d'évacuer une centaine de personnes sur Belgrade. En quatre heures - le temps qu'ils auront passé à Sarajevo, cloîtrés à l'aéroport pour des raisons de sécurité - le ministre portugais des affaires étrangères, M. de Deus Pinheiro (le Portugal exerce actuellement la présidence européenne), et lord Carrington, président de la conférence sur la Yougoslavie, ont réussi à arracher aux représentants des trois communautés l'engagement de respecter enfin un cessez-le-feu qu'ils étaient censés observer depuis le 12 avril.

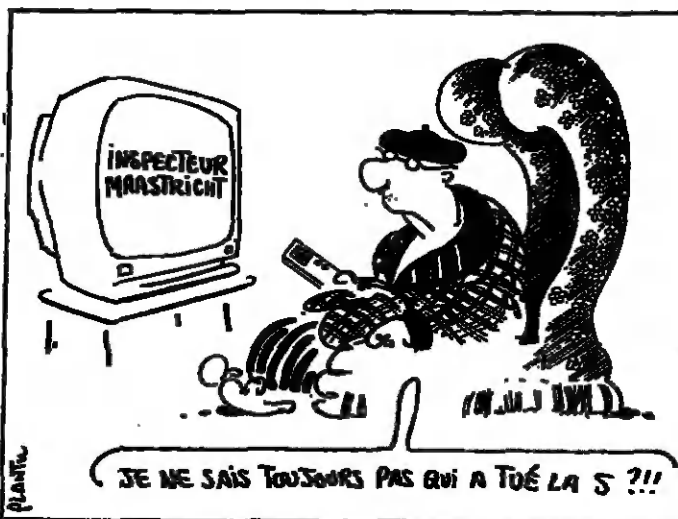
YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN, page 3

L'Etat imposant des programmes européens en soirée

## Le réseau de La Cinq abritera deux chaînes

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a annoncé jeudi 23 avril, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement avait décidé de faire usage de son droit de préemption sur le réseau de télévision occupé jusqu'au 12 avril dernier par La Cinq. Celui-ci sera attribué à partir de septembre, en soirée, à la chaîne culturelle européenne ARTE, qui succédera à la SEPT. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel lancera un appel d'offres pour une autre chaîne sur les plages restantes.



Lire page 7 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN

et celui de MICHEL COLONNA D'ESTRIA et YVES MAMOU

## A la rencontre du Big Bang

Un satellite a détecté des fragments de matière vieux de 15 milliards d'années

Le satellite COBE de la NASA, lancé en 1989 à la recherche des premiers instants de l'univers, vient peut-être de lever le voile sur le plus grand mystère de la cosmologie. Selon des résultats annoncés à Washington, jeudi 23 avril, ce satellite aurait mesuré dans le cosmos d'infimes variations de température, qui traduisent l'existence de nuages de matière remontant à quinze milliards d'années.

Ces résultats, s'ils se confirment, constitueraient, selon la communauté scientifique, l'une des découvertes majeures du siècle. Ces fragments de matière formés à l'aube des temps représenteraient en effet l'une des plus solides présomptions établies à ce jour en faveur de la théorie du Big Bang, selon laquelle l'univers serait né, il y a quinze milliards d'années, d'une immense explosion de matière.

Lire page 10 l'article de CATHERINE VINCENT

## Afrique : la démocratie à tâtons

Des élections libres auront lieu cette année dans une vingtaine de pays mais les régimes en place s'accrochent au pouvoir

par Catherine Simon

« N'effrayez pas les oiseaux sur lesquels vous allez tirer » : appliquant à la lettre ce proverbe malgache, la plupart des mouvements de contestation africains se retrouvent, aujourd'hui, au milieu du gué. Depuis la chute brutale du président étiopien, Mengistu Haile Mariam, renversé par les guérilleros tigréens en mai 1991, l'Afrique n'a pas connu de coup d'État sanglant ni de ces « grands chambardements » que les colères de la rue avaient pu laisser présager. Au sein des États-majors politiques, le mot d'ordre n'est plus d'éliminer l'adversaire, mais de tenter, d'abord, de composer avec lui.

Au Congo, au Niger, au Togo ou à Madagascar, les opposants d'hier, portés par la vague du mécontentement populaire des années 90-91, ont pris la première place dans des structures de « transition » chargées de gérer les affaires du pays jusqu'à l'issue d'élections.

Mais, s'ils ont réussi à mettre un pied dans la citadelle du pouvoir, ils n'en ont pas chassé pour autant les anciens locataires. C'est ainsi qu'à Brazzaville, à Ni-

me, à Lomé et à Tananarive, des présidents « à moitié déçus » et des premiers ministres « à moitié en selle » tentent, vaillamment, une difficile cohabitation. Le Rwanda, fragilisé par plus d'un an de guerre civile, vient de choisir une formule similaire, en nommant, début avril, un premier ministre issu de l'opposition. Et il n'est pas exclu que le turbulent Zaïre ne fasse prochainement de même.

Mis à part le Sénégal, qui vient de célébrer un an de cohabitation pacifique, le nombre de pays où les partis « indépendants » ont pu forcer la porte gouvernementale reste, on le voit, fort restreint. Il n'y a guère, à ce jour, qu'au Cap-Vert, à Sao-Tomé-et-Principe et en Zambie que les changements de régime (gouvernement et président) ont été dictés par les urnes. La France électorale qui s'est emparée de l'Afrique changera-t-elle la donne ?

Les expériences de « pluralisme parlementaire » sont sans doute appelées à se multiplier. Jusqu'à présent, elles sont demeurées aussi rares que les exemples de cohabitation gouvernementale.

Lire la suite page 6

## POINT DE VUE Faire confiance aux Français

La ratification du traité de Maastricht et la révision de la Constitution justifient, selon l'ancien premier ministre, le référendum

par Raymond Barre

La ratification du traité de Maastricht se prépare dans la confusion et dans l'incertitude. Confusion due à la complexité de la procédure, qui comporte une révision constitutionnelle préalable à l'acte de ratification lui-même. Incertitude quant à l'issue, l'appréciation portée sur le traité dépendant certes de son contenu, mais aussi de considérations de politique intérieure et de supputations sur l'incidence d'un vote négatif sur l'avenir du second mandat présidentiel.

J'ai déjà eu l'occasion de souligner l'importance que présente à mes yeux le traité de Maastricht. Il s'agit d'abord de l'avenir de la France et des nations d'Europe occidentale. Après quarante ans d'efforts ininterrompus et tenaces, les nations qui ont construit la Communauté veulent avancer vers l'Union européenne pour maintenir leurs valeurs de civilisation, pour affermir la paix sur le Vieux Continent, pour faire valoir efficacement leurs intérêts. Elles comprennent que l'Union européenne ne comptera, au vingt et unième siècle, sur la scène mondiale que si elle dispose d'une monnaie, symbole de la puissance économique, d'une

politique étrangère au service de leurs intérêts communs, d'une défense sans laquelle elles doivent s'en remettre complètement à autrui de leur sécurité. Elles éprouvent certes une nostalgie de l'indépendance dont elles s'enorgueillissaient naguère, lorsque l'Europe était le centre intellectuel, économique et politique du monde ; mais les temps de l'eurocentrisme sont révolus, et le petit cap du continent asiatique doit assurer ses chances face aux États-Unis et aux ensembles régionaux en cours d'organisation. Le chemin est malaisé ; beaucoup d'obstacles devront encore être surmontés. Mais, quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'autre voie que l'Union si les nations d'Europe occidentale veulent garder leur rang dans le monde de demain.

Le traité de Maastricht est, en second lieu, une nouvelle et remarquable expression de la solidarité franco-allemande sur laquelle reposent depuis la fin de la seconde guerre mondiale la paix et le progrès en Europe occidentale. Elle acquiert aujourd'hui une importance plus forte encore devant la grande inconnue de l'Est européen.

Lire la suite page 2, et page 8 les débats sur le traité de Maastricht

JEAN-FRANÇOIS DENIAU

de l'Académie française

## Ce que je crois

Je dis ce que je crois.  
Je fais ce que je dis.



## Le géant du Bengale

Le cinéaste Satyajit Ray est mort à Calcutta

par Jean-Michel Frodon

Hospitalisé depuis le 2 février pour insuffisance rénale après avoir subi deux infarctus et l'implantation d'un stimulateur cardiaque, Satyajit Ray est mort jeudi 23 avril d'un arrêt du cœur dans un hôpital de Calcutta. Il était âgé de soixante-dix ans. Trop affaibli, il n'avait pu se rendre le 30 mars à Los Angeles pour recevoir l'Oscar d'honneur décerné pour les vingt-cinq long-métrages de sa carrière, jalonnée

de chefs-d'œuvre intitulés *Pather Panchali* (1955), *Le Salon de musique* (1958), *La Déesse* (1960), *Charulata* (1964), *Tonnerres lointains* (1973), *Les Joueurs d'échecs* (1977), *La Maison et le Monde* (1984) ou les *Branches de l'arbre* (1990).

Depuis son premier film, *Pather Panchali*, découvert à Cannes en 1956, Satyajit Ray tenait son rang parmi les plus grands cinéastes du monde.

Lire la suite page 12



## DÉBATS

Pologne

## Les embûches du postcommunisme

par Georges Mink et Jean-Charles Szurek

PRÈS l'opprobre et le trouble, voici le général Jaruzelski revenu à Paris comme une moutarde d'autant plus précieuse qu'elle est mise en valeur par le dialogue qu'entretient avec lui, dans ses Mémoires, son opposant le plus emblématique, Adam Michnik. Dictateurs et dissidents d'hier se retrouveraient ainsi réunis dans une fin grotesque de l'histoire communiste...

N'y aura-t-il donc pas de césure entre l'avant et l'après pour rendre justice aux victimes, ne serait-ce que symboliquement, comme le demandent par exemple Vaclav Havel ou Boris Geremek?

Ces contradictions apparentes, qui traversent le camp des ex-dissidents et dérangeant les certitudes acquises, renvoient à la nature hybride et insolite du postcommunisme. Et d'abord à la nature de la révolution de 1989.

Il faut se rappeler que l'ancien régime est tombé sous l'effet d'un processus qu'il a lui-même contribué à déclencher, obscurcissant d'emblee, par l'encouragement permissif de l'ex-empire, voir l'interventionnisme gorbatchévien ou Tchécoslovaquie ou en RDA, ou encore la participation des gouvernements communistes aux tables rondes en Pologne et en Hongrie, l'acte inaugural de la rupture.

Les analystes ont d'ailleurs éprouvé une certaine difficulté à trouver le concept adéquat : «révo-

lution» pour Timothy Garton Ash, «révolution sans révolutionnaires» pour François Fejtó, «negotiated revolution» pour László Bruszt. Si une monarchie s'est radicalement transformée en démocratie, les phénomènes d'accompagnement des révolutions sont absents.

## L'anti-utopie de l'Etat-providence

En premier lieu, il est difficile d'identifier la distribution des rôles. Le paradoxe de la révolution de 1989 est d'avoir été réalisée au nom de la classe ouvrière, notamment en Pologne, conduite, sinon à quitter la scène, du moins à faire les frais de la politique post-révolutionnaire, pour une classe sociale qui n'existe pas encore ou qui se trouve *in statu nascendi*, par une élite politique qui fut une opposition morale efficace mais non une équipe de gouvernement préparée à l'alternance.

Les ouvriers de l'Europe centrale et orientale sont aujourd'hui les grands perdants de la révolution postcommunisme, tassés dans des bastions de l'industrie lourde obsolescente, impossible à convertir ou à privatiser. Il en va de même, dans une certaine mesure, pour les anciens dissidents, qui doivent accepter désormais les compromis quotidiens face à des politiciens de type nouveau pour ne pas dire de type normal. Ils sont, sinon, appelés à rejoindre

l'association de la société civile.

Qui seraient les gagnants alors? Les nouveaux entrepreneurs? La précarité de leur statut économique, malgré deux premières années d'euphorie spéculative, limite considérablement leur mobilité ascendante.

Deuxième paradoxe : cette révolution, pourtant dotée d'une doctrine libérale, doit s'accommoder de la persistance d'un mythe forgé au cours des longues années de l'ancien régime, à savoir la réussite du *welfare* socialiste. La rupture de 1989 a introduit l'illusion de pouvoir vivre du jour au lendemain dans un système libéral. Mais les embûches de la déconstruction du système économique de type soviétique, avec son cortège inattendu de régressions (chute de la production, de la consommation, chômage), ont réactivé le mythe du *welfare*. Ainsi, plus on s'éloigne de la césure révolutionnaire, plus les populations s'opposent aux projets de privatisations, donc aux réformes, donc à la sortie du socialisme. L'usage des contradictions de la transition postcommunisme est de renforcer l'espoir de l'Etat-providence ; anti-utopie qui détruit la légitimité révolutionnaire de l'utopie libérale.

L'absence d'acteur central est à l'origine de deux phénomènes intrinsèquement liés :

— l'usurpation, par l'ex-nomenklatura, de la place centrale du «bénéficiaire» durant une période de

transition qui commence avant 1989, puis son positionnement possible comme un des groupes structurants d'une future classe possédante ;

— la démonstration de cette même ex-nomenklatura, au nom de la même réalité, à savoir qu'elle serait la seule à en tirer profit. Nous revenons là au paradoxe central : les bénéficiaires de la révolution anti-communiste ne sont pas ceux qui devaient théoriquement l'être, tandis que ceux qui devaient théoriquement perdre se retrouvent en excellente position. D'où l'effet de syllogisme suivant : la révolution a été arrangée. En ce sens, le postcommunisme serait toujours le régime du communisme.

## Un dialogue paradoxal

Des voix de plus en plus nombreuses exigent une décommunisation de l'Etat. Elles sont soutenues par des secteurs importants d'une opinion publique désorientée, en quête de points de repère. On observe ainsi que, plus on s'éloigne de 1989, plus la rhétorique anticommuniste agit, constituant d'une part un passeport d'entrée vers les nouvelles élites politiques, un cadre d'identification avec elles, alors que, d'autre part, se développe le réflexe antidissident. La revendication décommunisatrice aide non seule-

ment au positionnement des individus, mais devient utile à la construction des identités collectives.

Cette question de la décommunisation est donc devenue difficile et inquiétante. Difficile, car comment, qui et que juger, et à l'aide de quel critère? Comment dégarer les responsabilités alors que le système avait engendré les individus par des enchaînements de compromissions et de compromis? Les nouvelles démocraties postcommunistes paraissent-elles entachées d'une faute originelle si elles ne prennent pas acte des crimes et des abus commis durant la période précédente?

L'approche de la décommunisation a cessé d'être serene. L'Europe de l'Est est secouée par ce débat qui a peu de chances de se dérouler à froid, comme le souhaiteraient les partisans de l'Etat de droit.

La rationalité positive des anciennes oppositions démocratiques, attachées au consensus constructif, se trouve ainsi supplantée par une rationalité négative. La revendication décommunisatrice est d'autant plus fonctionnelle que le langage politique dominant des opposants de naguère a rendu absolu le règne de la morale. La décommunisation s'en nourrit et lui assure une forme de continuité. Adam Michnik l'exprime ainsi : «Ayant perdu le diable communiste, nous retrouvons le diable des uns chez les autres.»

Le dialogue paradoxal des deux ennemis d'hier, par-delà l'effet commercial des Mémoires du général Jaruzelski, vaudra certainement à Adam Michnik une incompréhension croissante dans son pays. Mais la sortie du socialisme de l'Europe centrale et orientale ne passe-t-elle pas par un langage politique qui réintroduise les communistes dans le vie publique?

Telle serait la véritable rupture avec cet étrange postcommunisme, dans la mesure où l'on admet que les communistes, dans un régime démocratique, n'ont d'autre choix que celui d'un comportement démocratique. Encore faut-il qu'ils fassent amende honorable de leur passé — même récent, si l'on en juge par les liens financiers du parti communiste polonais avec les putes de Moscou — et que seul l'Etat de droit ait la responsabilité d'identifier et de juger les délits individuels. C'est la condition nécessaire pour que la mémoire des sociétés postcommunistes ne se laisse abuser par la démagogie décommunisatrice.

► Georges Mink et Jean-Charles Szurek sont sociologues, chercheurs au CNRS. Leur dernier ouvrage, *Cet étrange postcommunisme* est une coédition Presses du CNRS-La Découverte, 1992.

## Maastricht

## Faire confiance aux Français

Suite de la première page

Il serait absurde que cette solidarité se brisât soudainement, comme semblent le souhaiter certains milieux intellectuels, économiques et politiques dominés par la peur d'un retour aux années 30, affligés à la fois d'un complexe d'infériorité économique à l'égard de l'Allemagne réunifiée et d'un complexe de supériorité nationaliste qui les conduit à exiger de notre grand voisin qu'il se pte toujours à nos souhaits et, le cas échéant, à nos injonctions.

## L'inspiration et l'animatrice de l'Union

Ces milieux veulent-ils rejeter l'Allemagne dans l'isolement et, peut-être demain, dans l'absence? Veulent-ils que la France en revienne à l'illusion des alliances de contrepoids ou de revers dans une Europe dominée, comme au siècle dernier, par la méfiance? Le traité de Maastricht, né de l'étrange coopération entre la France et l'Allemagne, offre à ces deux pays le cadre et les instruments d'une action conjointe indispensable à l'affermissement de l'Union européenne.

Pourquoi dissimulerai-je enfin une raison qui m'importe comme Français : la vocation universelle,

qui a fait dans le passé la grandeur de la France et assurée son rayonnement, peut trouver à travers l'Union européenne une occasion nouvelle de se déployer dans le monde. Loins de craindre la dissolution de son identité dans un magma supranational, je suis au contraire convaincu que la France peut être demain, sans que ses partenaires s'en formalisent, l'inspiratrice et l'animatrice de l'Union.

En tout cas, les abandons auxquels la France consentirait relèvent d'une imagination débridée. Les avantages d'une monnaie unique, gérée par une Banque centrale européenne, me paraissent plus évidents que ses inconvénients, qui seraient, à en croire certaines critiques, l'impératif de la stabilité monétaire et l'impossibilité de dévaluer.

Je ne comprends pas que ceux qui dénoncent une zone mark soumise à la tyrannie de la Bundesbank ne proposent point une zone éco, à la gestion de laquelle la Banque de France serait associée dans le système européen des banques centrales. Je constate en outre que les transferts de souveraineté dans le domaine de l'union politique ne s'effectuent pas au profit d'une Commission accusée de tendance technocratique et bureaucratique, mais en faveur du conseil européen

constitué par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union, démocratiquement choisis.

Rien n'interdit enfin à la France comme à tout autre pays de la Communauté de sauvegarder ses intérêts essentiels. La continuité doctrinale de la diplomatie française dans les affaires communautaires n'a donc pas été le moins du monde entamée. Comme toujours depuis 1958, une France solide, profondément socialement cohérente ne court aucun danger de s'évanouir dans l'Union européenne ; bien au contraire, elle s'y fortifie.

Voilà pourquoi je souhaite profondément la ratification du traité de Maastricht, et je la voterai. Mais il faut réussir cette ratification.

La procédure comprend d'abord, conformément à la décision du Conseil constitutionnel, une révision de la Constitution. Le président de la République et le gouvernement ont choisi la voie de l'article 89 de la Constitution, c'est-à-dire la voie parlementaire. Le projet de loi gouvernemental doit être voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat. Si le gouvernement dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale, il est plus démuné à l'égard du Sénat, qui a fait échouer les deux tentatives de révision constitutionnelle effectuées par le président de la République après 1981 (1). Qui veut la fin se donne les moyens. Le gouvernement doit donc se prêter à une large concertation avec les groupes parlementaires de l'opposition à l'Assemblée nationale et au Sénat et éviter

toute attitude partisane. Sinon, le pire ne peut être exclu.

Si le projet de loi gouvernemental est finalement voté en termes identiques par les deux Assemblées, il appartiendra au président de la République de le soumettre soit au Congrès de Versailles, où les trois cinquièmes des suffrages exprimés sont requis, soit au référendum. Si la voie parlementaire est suivie jusqu'au bout, le vote positif du Congrès serait acquis, selon de savants pointages. Mais l'on n'est en ce domaine jamais sûr de rien !

## Un référendum pour éviter les manœuvres partisans

Le président de la République peut choisir pour la révision constitutionnelle une autre voie que celle de l'article 89 : c'est la voie ouverte par l'article 11 de la Constitution, c'est-à-dire le recours au référendum. C'est celle qui fut choisie par le général de Gaulle en 1962 et en 1969 ; longtemps contestée, elle est aujourd'hui admise, même par M. Mitterrand, qui l'avait naguère combattue.

Mon attachement aux principes de la V<sup>e</sup> République me conduit à penser qu'une révision constitutionnelle de l'importance de celle qui est engagée devrait être soumise au peuple français, comme cela a été le cas en 1958 et en 1962. Le projet élaboré par le gouvernement est bref, facile à comprendre. Les Français, informés de manière suffisante et objective, ne compromettraient pas, me semble-t-il, par des considérations parti-

sanes et politiciennes une révision constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité de Maastricht, qui s'inscrit dans la ligne de la politique étrangère de la France. Il ne faut jurer de rien ! On peut croire cependant au bon sens et à la sagesse des Français !

Mais supposons que le Sénat et l'Assemblée nationale ne votent pas en termes identiques le projet de révision constitutionnelle, empêchant ainsi le gouvernement de poursuivre la procédure de l'article 89 (Congrès de Versailles ou référendum). Le président pourrait-il alors changer de voie et recourir à l'article 11 de la Constitution, c'est-à-dire au référendum direct. Cela me paraît impossible. Il serait politiquement dangereux de faire appel de l'échec parlementaire devant les citoyens. Le projet de loi gouvernemental, contestable, mais, surtout, cette manœuvre risquerait de tenir pour longtemps la voie du recours à l'article 11 pour la révision de la Constitution.

## Un devoir national

En tout état de cause, une fois le préalable de la révision constitutionnelle levé par un moyen ou par l'autre, l'acte de ratification peut alors intervenir, soit par un vote parlementaire, soit par un référendum, également prévu dans ce cas par l'article 11 de la Constitution.

Faire confiance aux Français, qui savent faire échec aux «cartels du non» trop hétéroclites ! Eviter les manœuvres partisans et parer aux surprises qui peuvent surgir dans les méandres des débats parlementaires ! La meilleure méthode pour cela n'aurait-elle pas été d'organiser un seul référendum fondé sur l'article 11 de la Constitution

et comportant deux questions, dont les objets sont intrinsèquement liés et dont la constitutionnalité est indiscutable ?

Première question : approuvez-vous le projet de loi portant révision de la Constitution ?

Deuxième question : si la réponse à la première question est oui, approuvez-vous le projet de loi portant ratification du traité de Maastricht ?

Ainsi le peuple souverain aurait-il pu faire directement, en toute liberté et en toute clarté, le choix capital qui engage l'avenir de la France.

Il en sera autrement ! Les politiques chevronnés de toutes tendances entendent en effet minimiser les risques d'un vote populaire qui préférerait infliger un cuisant échec au président de la République qu'approuver une nouvelle étape de la politique européenne de notre pays. Faut-il, pour ma part, l'intuition que le peuple français ne mélangerait pas les genres. Mais n'oublions pas ! Il ne reste maintenant qu'à faire en sorte que la longue procédure désormais engagée aille sans embûches au succès. C'est un devoir national.

RAYMOND BARRE

(1) En juillet 1984, pour sortir de la crise scolaire, M. François Mitterrand proposa de modifier la Constitution afin de pouvoir soumettre à référendum des projets «concernant les garanties fondamentales des libertés publiques». Le Sénat s'y opposa. En juillet 1989, M. Mitterrand proposa que les justices puissent saisir directement le Conseil constitutionnel d'une loi portant atteinte à leurs libertés fondamentales. Les sénateurs du Sénat, en juin 1990, empêchèrent cette réforme d'aboutir. (NDLR.)

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Impression  
de « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.906 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE  
3 mois 480 F  
6 mois 880 F  
1 an 1 620 F

SUSCRIPTIONS  
LUXEMBOURG  
3 mois 520 F  
6 mois 920 F  
1 an 1 680 F

AUTRES PAYS  
3 mois 780 F  
6 mois 1 120 F  
1 an 2 160 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Four vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINTEL  
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les montants en espèces d'argent.

PP, Paris RP 301 MCH 01

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappet, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombari, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi,  
Philippe Herveau, Jacques-François Simon

Daniel Vernez  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



# ÉTRANGER

A Belgrade

## M. Milosevic nie toute implication serbo-fédérale dans les affrontements en Bosnie-Herzégovine

BELGRADE

de notre correspondant

Après avoir quitté Sarajevo, le président de la conférence pour la paix en Yougoslavie, lord Carrington, et le ministre portugais des affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro, président en exercice de la CEE, ont rencontré à Belgrade, dans la soirée du jeudi 23 avril, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, et le chef de l'armée fédérale, le général Blago Adzic, considérés par la Communauté européenne comme les deux principaux responsables du conflit en Bosnie-Herzégovine. Cette nouvelle mission européenne intervient au moment où l'Occident a accusé sa pression sur la Serbie afin que celle-ci mette fin à son intervention en Bosnie-Herzégovine : la CSCE menace d'exclure

le 29 avril prochain la « Yougoslavie » (réduite à la Serbie et au Monténégro) de ses rangs, et les États-Unis envisagent des sanctions communes avec la CEE contre la Serbie, allant de la rupture des relations diplomatiques à un embargo économique. De son côté, Belgrade continue à nier toute implication dans les affrontements intercommunautaires en Bosnie-Herzégovine et affirme qu'elle ne cédera pas.

A l'issue des « entretiens constructifs et importants » qu'il a eus avec lord Carrington et M. de Deus Pinheiro, M. Milosevic pourrait néanmoins se voir accorder un certain répit. En effet, si la « bonne volonté » dont ont fait preuve le président de Serbie et le chef de l'armée fédérale, « se traduit par une amélioration de la situation dans la région », la conférence pour

la paix en Yougoslavie pourrait, selon les médiateurs européens, reprendre le 6 mai prochain. Mais cette reprise des travaux, qui signifie en quelque sorte l'ajournement des sanctions envisagées, dépendra du respect des engagements pris par les autorités serbes et les militaires : en l'occurrence, l'arrêt de leur ingérence en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la reconnaissance de l'indépendance de l'Etat bosniaque. La poursuite des hostilités en Bosnie-Herzégovine pourrait cependant tout remettre en question.

M. Milosevic a estimé qu'« un important pas en avant » avait été fait à Sarajevo, allant dans le sens des aspirations de la Serbie, intervenant pour la première fois en public depuis l'ultimatum lancé par la CSCE et les États-Unis, il a dénoncé les pressions de la com-

munité internationale et rejeté ses accusations. « Si la Serbie avait envahi la Bosnie, comment pourrait-elle le cacher ? » a-t-il remarqué. « Les accusations contre la Serbie ne sont pas fondées sur des faits » et sont, à ses yeux, le fruit d'une propagande perfide. Rassurant ses auditeurs, M. Milosevic a estimé que « le meilleur allié de la Serbie était la vérité ». Pour lui, la Serbie est « victime des forces qui ont détruit la Yougoslavie (...) et qui craignent désormais la création d'un puissant Etat indépendant de onze millions d'habitants dans le centre des Balkans ». M. Milosevic fait allusion à la nouvelle « République fédérale de Yougoslavie », qui regrouperait le Monténégro et la Serbie et dont la constitution devrait être proclamée solennellement lundi 27 avril.

FLORENCE HARTMANN

### POINT DE VUE

#### Non-lieu

par Alain Finkielkraut

ON reprochait naguère aux Croates et aux Serbes de sombrer dans la folie identitaire et de se dissocier de la Yougoslavie multinationale pour rester entre soi.

La République de Bosnie-Herzégovine est un Etat multinational, dans sa composition et dans sa Constitution. Elle est pourtant attaquée au même titre et avec la même férocité que la Croatie.

On accusait les Croates de vouloir attenter aux droits de la minorité serbe. C'est l'égale avec les musulmans et avec les Croates qui dénoncent, appuyés par l'armée serbo-bosnienne, les miliciens « serbes » de Bosnie.

Les choses sont-elles assez claires ? A-t-on maintenant compris que l'opprobre indistinctement jeté sur tous les nationalistes revient, en l'occurrence, à innocenter l'agresseur, c'est-à-dire, pour être précis, à rendre un non-lieu en faveur de ceux qui hier détestaient systématiquement Vukovar et qui aujourd'hui, au service du même Etat, dans le cadre de la même politique d'hégémonie et de terreur, arrêtent des civils en Bosnie, leur ordonnent de baisser leur pantalonne, et massacrent les circoncis ?

YVES HELLER

Les rues vides de Sarajevo, en fin d'après-midi, montraient bien aussi le degré de défiance de la population à l'égard des dirigeants communautaires et de l'armée. Le bruit du canon, dans la soirée, devait leur donner raison.

YVES HELLER

couvrir des dettes non remboursables. Selon une loi votée en janvier, les étrangers doivent demander une autorisation au gouvernement s'ils désirent investir dans l'industrie militaire et dans les banques. Le profit pourra être rapatrié en devises convertibles. (AFP)

YVES HELLER

YVES HELLER

YVES HELLER

## Pologne : les remords tardifs du général Jaruzelski

L'homme de l'état de guerre cherche à se réhabiliter par une campagne médiatique. Difficile numéro

Qui aurait cru, un matin glacial de décembre 1981, que le général polonais aux lunettes noires et aux cheveux blancs deviendrait un jour la coqueluche des médias français ? Cette semaine, Wojciech Jaruzelski aura été sur toutes les ondes, dans tous les journaux, de tous les colloques. Un carnet de rendez-vous à la Madonna, qui l'a fait courir d'une interview à l'autre à travers Paris, escorté de deux charmantes jeunes femmes, sa fille Monika et son agent littéraire Krystyna. Extraordinaire métamorphose pour un homme dont la réserve légendaire n'avait d'égale que sa méfiance à l'égard des journalistes.

Pour ajouter à l'attraction, l'agent littéraire a eu l'idée merveilleuse d'associer le général, dans sa tournée en France, à un homme qui y joindrait une image infiniment meilleure : Adam Michnik, l'un des grandes figures de la démocratie polonaise, intellectuel de génie et éternel rebelle. Comme un certain nombre de ses compatriotes, Michnik a passé en prison l'état de guerre décrété par le général.

Le bourreau et sa victime réunis sous le sceau du grand pardon, l'image peut faire illusion, à condition de ne pas en abuser : poussant sans doute un peu trop loin son avantage, le général Jaruzelski avait réussi à se faire inviter en extrême à l'une des tables rondes d'un forum organisé à la Sorbonne, le 23 avril, par *Libération*, ce qui eut pour effet d'en chasser Adam Michnik, et de provoquer quelque gêne chez un autre créateur, le premier ministre tchèque M. Petr Pithart, un ancien de la Charte 77.

Visiblement, M. Pithart ne fait pas partie de ces Tchécoslovaques cités par le général Jaruzelski dans ses mémoires (1) à propos de la participation de l'armée polonaise à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 : « Tous les Tchécoslovaques qui ont été exécutés ou jetés en prison, ont été traités avec une dignité et une courtoisie qui ont été pour moi, à l'époque, une véritable révélation. Je me suis rendu compte que, de toutes les armées européennes, celle qui avait participé à cette opération, l'armée polonaise était celle qui avait laissé la meilleure impression, celle qui s'était efforcée de trouver un langage commun avec la population et y était parvenue. »

Car c'est là le véritable objet de son offensive médiatique - le général Jaruzelski a écrit ses mémoires, dont les lecteurs français, commerce oblige, ont la primeur puisque le livre n'est pas encore paru en Pologne. L'ouvrage se termine par un entretien avec Adam Michnik, où, là encore, l'image de la grande réconciliation à l'espagnole se traduit quelque peu par une intervention intellectuelle et dialectique, de toute sa hauteur d'homme en paix avec sa conscience.

Au général qui répète que l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, constituait un « moindre mal » face à la menace d'une intervention soviétique, Michnik rétorque simplement : « Je ne peux pas admettre (cette) idée. Le moindre mal, c'est d'avoir cédé une part importante du pouvoir, et non d'instaurer l'état de guerre. »

### Le rôle de Kadar et de Ceausescu

Depuis qu'il accepte de s'expliquer publiquement à propos de l'état de guerre, le général ne s'est jamais départi de cette théorie du moindre mal. Dans ses adieux télévisés en forme d'excuses à la Pologne, lorsqu'il dut céder la place à Lech Walesa en décembre 1990, il plaçait la thèse d'un « purgatoire pour éviter l'enfer ».

De toute évidence, le poids du 13 décembre lui pèse sur la conscience et avec une inlassable ténacité, il développe les mêmes arguments dans ces mémoires, poursuivant toujours le même objectif : convaincre le public qu'il a en réalité sauvé la Pologne d'une sanglante invasion soviétique et passer à la postérité comme le seul dirigeant communiste qui ait su négocier, puis partager le pouvoir avec l'opposition.

Y parviendra-t-il ? Une lecture attentive de ses mémoires permet d'en douter. On pourra encore débattre longtemps de l'instabilité ou non d'une intervention soviétique ; s'il est établi aujourd'hui que la menace et même les préparatifs d'une intervention étaient réels, qui peut dire avec certitude qu'ils auraient été mis à exécution ?

Le seul élément historique nou-

veau qu'apporte le général dans ce livre inciterait même à penser le contraire : Brejnev était prêt à intervenir en Pologne fin 1980 mais en fut dissuadé, raconte-t-il, par Kadar et Ceausescu lors d'une réunion à huis clos des leaders des pays du Pacte de Varsovie, sans les Polonais, à la veille du sommet du pacte du 5 décembre 1980 à Moscou. Peut-être donc Brejnev aurait-il pu être dissuadé une seconde fois ? Pas forcément, nous répond le général, car en 1981 « les forces conservatrices (communistes) s'étaient consolidées ».

Réponse révélatrice. Car intervention soviétique ou pas, ce qui menaçait surtout le général Jaruzelski à l'époque, c'était d'être renversé par l'aile conservatrice de son parti - autrement dit de perdre le pouvoir. Il le reconnaît d'ailleurs lui-même lorsqu'on lui demande quel aurait été son sort s'il n'avait pas instauré l'état de guerre : « J'aurais pu me suicider... Le groupe qui représentait aurait pu être privé du pouvoir de manière plus ou moins dramatique... Très tard, il y aurait eu un putsch politique. » Le général connaissait trop bien les Russes pour ignorer que lui et son équipe auraient été les premières victimes d'une intervention soviétique.

### Réponse à tout

L'autobiographie du général, dont le style alerte tranche d'ailleurs étonnamment avec la langue de bois dont l'homme est resté coutumier, est plus intéressante par la manière dont il raconte les autres événements qui ont jalonné l'histoire de la « Pologne populaire » : 1956, la campagne antimilitariste orchestrée par le parti en 1968, les émeutes de la Baltique en 1970, les émeutes de Radom en 1976, les débuts de Solidarité... Le tout en forme d'autocritique parfoi s'engageante, tant le général - élevé chez les frères marianistes - y bat sa coulpe en demandant l'absolution.

Autant de drames, répète-t-il chaque fois, qui lui inspirent aujourd'hui « dégoût », « horreur », « gêne ». Pour un peu, on oublierait qu'il fut longtemps, avant d'en être le numéro un, membre de la direction du parti, ou ministre de la défense puis premier ministre avant d'être président. « Témoin assis » lorsque l'armée tirait sur les ouvriers en 1970, alors qu'il était ministre de la défense, il n'a aucune part de responsabilité plus dans la catastrophe économique polonaise puisqu'il ne s'occupait pas d'économie. »

C'est en quelque sorte malgré lui qu'il s'est trouvé hissé à des postes de plus en plus élevés, tentant plusieurs fois, mais en vain, de les déclinier. A la tête de l'armée, écrit-il, « je ne souhaitais nullement jouer un rôle politique. Je m'efforçais seulement d'appliquer la ligne du parti. Parfois avec un certain zèle, c'est vrai. »

Le général a répondu à tout. L'état de guerre, c'était à cause des Russes, de l'Occident et des dirigeants de Solidarité, qui n'étaient pas raisonnables. Mais mettre en doute son patriotisme ou sa crédibilité sur le massacre des officiers polonais à Katyn par le NKVD quand le monde entier savait déjà la vérité, il se fâche tout rouge et la vieille rhétorique anti-impérialiste reprend le dessus : « J'ai contribué à faire la lumière sur Katyn, riposte-t-il. Je n'ai pas à être traité comme un être qui on met au coin avec un zéro de conduite par des Occidentaux qui ont commis l'inquisition, le Vietnam, l'Algérie, le racisme, etc. »

Nous, le général Jaruzelski n'est pas le politicien de génie qui, comme l'écrit son éditeur français dans un raccourci saisissant, « a su faire de la Pologne un Etat démocratique ». En bon chef militaire, il a su opérer une retraite quand il est devenu trop fort. Et s'il a pu se maintenir à la tête de l'Etat jusqu'à 1990, c'est parce que les députés de Solidarité s'étaient arrangés, en juillet 1989, pour trouver la voix qui lui manquait au Parlement.

Le général ne demande pas seulement qu'on lui pardonne, il veut aussi qu'on le réhabilite, voire qu'on lui soit reconnaissant. Peut-être est-ce pousser un peu loin le sens de la miséricorde ?

SYLVIE KAUFFMANN

Les Chânes et le Refuge, par Wojciech Jaruzelski. Editions J.-C. Lattès, 387 p., 149 F.

## Bruits de canon dans les faubourgs

Suite de la première page

A cette occasion, chacun a fait assaut de pacifisme, se déclarant tout à fait disposé à faire appliquer la trêve par ses troupes. Ainsi du leader serbe, Radovan Karadzic, pour qui « le cesse-le-feu doit être respecté et la conférence sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine doit reprendre ses travaux le plus vite possible ». M. Karadzic, qui a présenté à lord Carrington la « plate-forme » qu'il a élaborée en vue du règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine (24 avril), a rejeté la responsabilité de la guerre sur M. Alija Izetbegovic, président de la Bosnie-Herzégovine et leader de la communauté musulmane. Il l'a accusé de vouloir torpiller tous les efforts de règlement allant dans le sens d'une contension de la République et de vouloir imposer une « domination islamique ».

Tout est resté ainsi que le « plateau » présenté par M. Karadzic était tout sauf une preuve de « sincérité », le représentant de la communauté croate, M. Franjo Boras, s'est déclaré non seulement prêt au respect d'une trêve, mais plus optimiste que précédemment sur les chances de paix. Quant au président izetbegovic, il s'est, lui aussi, engagé à faire observer le cesse-le-feu.

De leur côté, lord Carrington et M. de Deus Pinheiro ont clairement laissé planer la perspective d'un engagement - au moins temporaire - de l'Europe dans tout processus de paix si les parties en conflit ne calmaient par leurs ardeurs. Les deux représentants de la CEE ont dit, en substance, à leurs interlocuteurs qu'ils faisaient de l'application du cesse-le-feu un test de leur bonne volonté et de leur autorité sur leurs troupes, et ils ont menacé d'annuler purement et simplement la prochaine session de la conférence sur la Bosnie, prévue pour le lundi 27 avril, en cas de reprise des combats d'ici là. « Les prochains jours seront donc cruciaux », a conclu un membre de la délégation européenne.

Lord Carrington et le ministre portugais ont rencontré les trois leaders l'un après l'autre, selon un pro-

toque soigneusement élaboré pour éviter les face-à-face. En dépit des manifestations de bonne volonté prodiguées par chacun d'entre eux, on ne se fait guère d'illusions à Sarajevo sur les chances d'une paix durable. Les positions de fond n'ont en effet pas changé d'un iota. L'une des priorités de M. Karadzic est ainsi de faire redessiner la carte de Sarajevo, de diviser la ville en trois entités territoriales, qui seraient les capitales de trois Etats constitutifs d'une sorte de confédération. C'est exactement ce dont ne veulent pas les musulmans, pour lesquels la Bosnie-Herzégovine doit rester une.

### Des enfants évacués par M. Kouchner

Quant au général Milutin Kukanjac, commandant les unités serbo-fédérales stationnées en Bosnie, il se débarrasse pas de détours pour s'empêcher le président izetbegovic comme son « adversaire » qui, déclare-t-il, a tenté de le tuer en faisant bombarder le quartier général de l'armée. Pour le général, la Bosnie-Herzégovine n'aurait jamais dû vouloir sortir de la Fédération yougoslave. En tout état de cause, il est exclu selon lui que les Serbes acceptent jamais de vivre dans un nouvel Etat (bosniaque) qui serait dominé par une alliance entre Croates et musulmans, perspective qui lui rappelle les heures les plus noires de la seconde guerre mon-

diacale et du régime outchaki d'Ante Pavelic. « Les Serbes ont peur d'être massacrés », répète-t-il, en revenant constamment à l'expérience de la seconde guerre mondiale et en reprochant à l'Europe d'avoir aidé à la division de la Yougoslavie.

Parmi la population, on ne paraît pas convaincu par les démonstrations de pacifisme des leaders des trois communautés, dont on connaît la propension à s'entredéchirer dès que les médiateurs étrangers ont le dos tourné. Il n'était que de voir, jeudi après-midi, l'armée, avec laquelle une centaine d'habitants de Sarajevo - surtout des enfants - ont attendu le départ de l'avion qui devait les évacuer sur Belgrade. Ce voyage tant désiré n'avait pourtant rien de bien confortable puisque l'avion cargo C-130, affrété par M. Kouchner, venu lui-même à Sarajevo, est apparemment arrivé miné de Paris vingt-cinq tonnes d'aide - essentiellement des médicaments - à destination de la Bosnie. L'aéroport de Sarajevo étant fermé au trafic, rares sont actuellement les possibilités de sortir du véritable piège qu'est devenue la capitale de la Bosnie-Herzégovine. Le C-130 français devait effectuer plusieurs survols entre Sarajevo et Belgrade, vendredi, avant de repartir vers Paris avec à son bord d'autres enfants qui ont de la famille en France.

Les rues vides de Sarajevo, en fin d'après-midi, montraient bien aussi le degré de défiance de la population à l'égard des dirigeants communautaires et de l'armée. Le bruit du canon, dans la soirée, devait leur donner raison.

YVES HELLER

YVES HELLER

## PROCHE-ORIENT

IRAQ : pendant la guerre du Golfe

### Les alliés auraient largement surestimé l'armée de M. Saddam Hussein

Les États-Unis et leurs alliés dans la guerre du Golfe auraient largement surestimé les effectifs irakiens lors de l'offensive lancée il y a quatorze mois pour libérer le Koweït, selon un rapport du Congrès américain rendu public jeudi 23 avril. Selon ce rapport, les 700 000 soldats de la coalition n'auraient eu en face d'eux que 183 000 militaires irakiens retranchés dans l'émirat du Koweït. Les estimations du rapport contredisent celles avancées par les services de renseignement fixant le nombre des troupes irakiennes à 547 000 hommes, sur la base du nombre de divisions présentes au Koweït, évaluées à 42.

Les sénateurs ont fondé leurs estimations sur les entretiens menés avec les officiers irakiens capturés, selon

lesquels les divisions irakiennes étaient en sous-effectif : 153 000 soldats ont été tués, 17 000 ont été blessés et 9 000 ont été tués avant le début de l'offensive terrestre. (Reuters)

YVES HELLER

COLLECTION MONTRES 36

JOAILLIER

6 rue Royale, Paris 8 - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Lomas, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • Hong Kong



## EUROPE

CEI : sommet des Etats d'Asie centrale

## Un appel au soutien des efforts de l'ONU dans le conflit afghan

Les dirigeants des trois Républiques ex-soviétiques frontalières de l'Afghanistan, plus ceux du Kazakhstan et du Kirghizistan, ont achevé, jeudi 23 avril, un sommet à huis clos de deux jours, le troisième en moins d'un an. Les sujets d'inquiétude ne leur manquent pas, avec notamment la chute de leur ancien allié Najibullah à Kaboul et les répercussions en Asie centrale de la «thérapie de choc» lancée à Moscou.

«Nous nous sommes toujours concertés aux moments les plus difficiles pour coordonner nos positions», affirmait mercredi le président du Turkménistan, Sapar Mamed Niyozov, à son arrivée à Bichkek, capitale du Kirghizistan où s'est tenu ce sommet. Mais tous ont affirmé qu'il ne s'agissait pas pour eux de «créer une alliance» qui les isolerait de la Communauté des Etats indépendants, dont ils ont souhaité au contraire, dans leur communiqué final, le «renforcement». Ils ont appelé au «respect des accords signés à Kiev», lors du dernier sommet de la CEI consacré surtout aux questions militaires, auquel le Turkménistan n'avait pourtant pas jugé utile de participer.

Le président du Tadjikistan, retenu par une «maladie» liée à un mois de

manifestations à Douchanbé ayant paralysé son pouvoir (le Monde du 24 avril), était représenté à Bichkek par un vice-ministre. Le communiqué final des dirigeants d'Asie centrale appelle en outre «toutes les parties concernées par le conflit afghan à engager un dialogue et appuyer les initiatives de l'ONU». Alors que dès l'hiver dernier la Russie, en la personne de son vice-président Rouskoff, entrait en contact avec l'opposition afghane et admettait la légitimité de l'instauration d'un Etat laïque en Afghanistan, les apparitions ex-communistes au gouvernement en Asie centrale soutenaient toujours le régime au pouvoir à Kaboul et s'attaquaient, en janvier dernier, une mise en garde à ce sujet d'opposants afghans.

## Frontières poreuses

Maintenant qu'il n'y a plus de régime allié à Kaboul, les dirigeants d'Asie centrale se rapprochent à une hypothétique solution commune, car, comme l'écrit mardi un quotidien moscovite, «la désintégration de l'Afghanistan peut entraîner la déstabilisation de toute l'Asie centrale et la victoire de l'islam fondamentaliste à Kaboul mettrait en danger ses dirigeants».

Les frontières entre ces Etats et l'Afghanistan, où vivent les mêmes peuples tadjik, ouzbek et turkmène, sont toujours contrôlées par l'armée

de la CEI. Une réunion a eu lieu, lundi dernier, sur un pont à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan entre le «commissaire» du poste frontalier côté tadjik et un chef des forces afghanes contrôlant, sous la direction du commandant tadjik Massoud, le nord de l'Afghanistan. Selon l'agence Tass, «les Afghans se sont montrés intéressés au maintien du calme et de l'ouverture des points de passage à la frontière». Plus à l'ouest, a aussi rapporté l'agence, deux cents hommes de la tribu afghane des Tekes, équipés d'armes automatiques, se sont réfugiés à 5 kilomètres à l'intérieur du Turkménistan, «crainant des représailles des moudjahidins».

Concernant leurs autres sujets à l'ordre du jour, les dirigeants d'Asie centrale se sont prononcés pour la création d'un fonds d'investissement commun et réaffirmé des principes généraux de «non-intervention dans les affaires intérieures» réciproques et d'«inviolabilité» des frontières, un problème également épineux. Mais ils ont été plus prudents pour condamner les conflits entre l'Ukraine et la Russie «qui nuisent à l'économie commune de la CEI» que pour détailler les mesures de coopération économique qu'ils souhaitent voir développer «sans nuire à leurs autres relations au sein de la CEI ou leurs relations avec le reste de la communauté mondiale».

S. Sh.

AUTRICHE : la succession de M. Kurt Waldheim

## Le candidat social-démocrate, M. Rudolf Streicher, paraît le mieux placé pour le premier tour de l'élection présidentielle

Quelque 5,7 millions d'électeurs autrichiens sont appelés aux urnes, dimanche 26 avril, pour le premier tour de l'élection présidentielle. Quatre candidats briguent la succession de M. Kurt Waldheim, qui, élu en 1986 avec 54 % des voix, a renoncé, «dans l'intérêt de la République», à se représenter au terme de ses six ans de mandat.

## VIENNE

de notre correspondante

Personne non grata aux Etats-Unis, boycotté par la diplomatie occidentale pour son passé militaire pendant la deuxième guerre mondiale, et aussi pour avoir tenté de le faire oublier, M. Waldheim, l'actuel président de la République, n'a pu rompre son isolement que par des voyages dans des pays arabes - où l'ancien secrétaire général de l'ONU est toujours le bienvenu - et en Extrême-Orient. Son retrait de la compétition a été accueilli avec soulagement en Autriche : face au défi européen - l'Autriche veut entrer dans la CEE - et compte tenu du désaccord permanent, au sein du gouvernement de coalition social-démocrate-conservateur, sur les orientations de la politique extérieure, le pays a besoin, à sa tête, d'une personnalité qui réconcilie, et non qui divise.

Les sociaux-démocrates, résolus à mettre fin à cet intermède chrétien-démocrate - M. Waldheim était le seul président, depuis 1945, qui n'ait pas été socialiste ou soutenu par le

parti, - ont forcé la main à M. Rudolf Streicher, ancien ministre des transports et du secteur nationalisé, pour qu'il accepte d'être candidat. Agé de cinquante-trois ans, ancien directeur général de plusieurs entreprises publiques avant d'être ministre dans le cabinet du chancelier, M. Franz Vranitzky, son ami personnel, M. Streicher, membre d'une loge franc-maçonne, est crédité, dans les sondages, de 39 % des intentions de vote.

Apprenti dans une entreprise sidérurgique nationale, il a fait des études à la Haute Ecole des Mines - où il donne toujours des cours - avant de mener une carrière dans l'industrie. Il a acquis une certaine popularité, pour avoir réussi à faire signer à Bruxelles un accord limitant le transit des poids lourds européens à travers le pays, afin de réduire la pollution dans les régions alpines.

## Une candidate «marionnette»

Enfermé, à l'inverse, dans un dilemme par le refus obstiné de M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères, de se porter candidat, le Parti conservateur (ÖVP) s'en est sorti en choisissant M. Thomas Klestil, diplomate de carrière, secrétaire général aux affaires étrangères, M. Klestil, âgé de cinquante-neuf ans, inconnu du grand public au moment de sa nomination, est crédité par les sondages de 26 %. Sa tâche est d'autant plus difficile qu'il doit non seulement lutter contre un concurrent socialiste assez populaire mais également combattre la mauvaise image de l'ÖVP.

## ASSOCIATION PROFESSIONNELLE des DOUANES FRANÇAISES

Deuxième COLLOQUE DOUANIER EUROPEEN les 5 et 6 MAI 1992 à DIJON  
Salle du Conseil Général (1, rue Jean-Tissot)

## LES RELATIONS DOUANES - ENTREPRISES : 1993 Point Final ou Nouveau Départ ?

Avec M. P.-G. WILMOTT, Directeur Général de l'Union Douanière à la CEE, avec des représentants des Douanes françaises, allemandes et suisses, de la Direction Générale des Impôts, de la Banque de France, des prestataires de service, des conseils en entreprises, etc.

Renseignements et inscriptions comprenant une soirée au Clos Vougeot :  
4 bis, rue Jean-Moulin, Dijon.  
Tél. : 80-74-81-97. Fax : 80-71-11-91.

19, rue d'Hauteville, Paris 10<sup>e</sup>.  
Tél. : 48-24-40-78. Fax : 40-22-00-48.

Convention sur demande.

حکومت افغانستان

## ASIE

AFGHANISTAN : alors que le commandant Massoud contrôlerait déjà Kaboul

## M. Hekmatyar a rencontré un des vice-présidents du régime

Des rafales d'armes automatiques et des tirs d'artillerie ont été entendus, vendredi 24 avril, dans la matinée à Kaboul. Quelques heures plus tôt avait expiré l'ultimatum lancé par le chef du parti fondamentaliste Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, aux dignitaires de l'ancien régime communiste. Cependant, des sources gouvernementales indiquent que le contrôle de la capitale appartenait déjà au commandant Massoud, qui disposait d'un millier de moudjahidins en ville. Cependant, des groupes de rebelles islamistes désarmés déambulaient dans la capitale, ont pu constater jeudi tous les journalistes présents à Kaboul.

Le chef de la faction Hezb-i-Islami, longtemps considéré comme la plus forte de la résistance islamique au régime de Kaboul, est-il un bluffeur ? C'est la thèse de maints observateurs, qui se gardent pourtant de sous-estimer la capacité de nuisance de M. Hekmatyar. Que penser, par exemple, de la récente décision du chef fondamentaliste d'envoyer vers la capitale des camions de lycéens et d'adolescents sympathisants de son parti, qui vivaient jusqu'alors au Pakistan, en vue de combattre ses deux adversaires : les dignitaires militaires et civils du communisme agonisant, et les moudjahidins du commandant tadjik Ahmed Chah Massoud, renforcés des Ouzbeks du chef

milicien Rashid Dostom ? Pour les Afghans de Paris, très attentifs à l'évolution de la situation dans leur pays mais dans l'ensemble plutôt confiants en une évolution pacifique de la situation, «Gulbuddin est de plus en plus isolé au sein de la résistance. Le fait d'avoir fait appel à des jeunes non armés est loin d'être une démonstration de force». Mais l'arrivée aux abords de la capitale afghane d'adolescents prêts au martyre n'en laisse pas moins planer la menace d'une tragédie.

## L'«émir du Nord»

Imprévisible Gulbuddin Hekmatyar ! Le voici, par exemple, qui change de façon imprévisible la date d'un événement aussi important que l'expiration d'un ultimatum : il avait avancé au jeudi 23 avril à minuit celui qu'il avait lancé aux gouvernements d'avoir à se rendre pour dimanche - le confondant ainsi avec celui adressé au commandant Massoud d'avoir à évacuer le «périmètre de sécurité» de la capitale.

Puis cet homme, qui avait toujours clamé n'avoir rien à voir avec le régime «tyrannique» de Kaboul, a fait une autre volte-face : mercredi, il a rencontré, dans la province du Logar, au sud de la capitale, un des vice-présidents du gouvernement néo-communiste, le général Mohammed Rafi. Les versions de l'entretien qu'ont données les deux interlocuteurs diffèrent radicalement.

Pour le chef fondamentaliste, il ne s'agit que de signer l'ultimatum du Hezb à un représentant

éminent de Kaboul. Pour l'officier, M. Hekmatyar a proposé la constitution d'un conseil des commandants qui ont fait la *djihad* (guerre sainte) autour de la capitale ; il voulait ainsi vérifier la disponibilité du régime à remettre ses pouvoirs à un organisme qui, ainsi, excluerait le commandant Massoud et M. Dostom, ceux que l'on appelle aujourd'hui «les gens venus du nord».

De la sorte, le général Rafi a dû ensuite écarter, lors d'une conférence de presse, les spéculations relatives à une éventuelle tentative de M. Hekmatyar de reconstituer une alliance des Pashtouns - généraux de Kaboul avec moudjahidins du Hezb - pour tenir tête aux minorités montées du pays. La radio du Hezb, quant à elle, a déclaré que M. Hekmatyar avait proposé un gouvernement des commandants moudjahidins.

Cependant, indiquent les agences de presse, des sources au sein du gouvernement de Kaboul affirment que le contrôle de la capitale appartient déjà au commandant Massoud, qui aurait infiltré un millier d'hommes dans les faubourgs. Le général tadjik Nabi Azimi, commandant la garnison de Kaboul, ne déciderait rien sans consulter celui que l'on appelle déjà l'«émir du Nord». La rumeur est à prendre avec précaution, tant il est peu plausible qu'un homme aussi averti des réalités afghanes que le chef tadjik imagine s'emparer à la sauvette d'un pouvoir conquis en réalité par une pléiade de groupes rebelles au communisme et à l'invasion soviétique.

J.-P. C.

## Un complot a bien eu lieu contre M. Najibullah

## KABOUL

de notre envoyé spécial

L'ex-président Najibullah a tenté de fuir, dans la nuit du 15 au 16 avril dernier, pour éviter d'être arrêté par sa police secrète : c'est ce qu'a affirmé au Monde une source afghane se référant au général Omar, chef du renseignement militaire.

Le 15 au soir, vers 18 heures, M. Najibullah a convoqué dans son bureau les principaux responsables de la sécurité d'Etat (officiellement dénommée WAD) et de l'armée. La réunion fut organisée : d'ambule, le général Omar, son collègue le général de brigade Hashim et M. Yakoubi, ministre de la sécurité - tous des Pashtouns, partisans du chef de l'Etat - accusèrent de «trahison» les officiers de la 40<sup>e</sup> division, basés près de la ville de Charikar et de la base aérienne de Bagram, tombés aux mains des rebelles islamistes deux jours plus tôt.

De fait, ces militaires avaient négocié avec le commandant

Massoud leur propre reddition. Face au président se trouvaient quatre officiers : les généraux Delewar, chef d'état-major, Nabi Azimi, vice-ministre de la défense, Mohammed Rafi, vice-président, et Yor Mohamed, numéro trois de la sécurité. C'étaient bien des adversaires de «Najib», des Tadjiks. Ils s'employaient depuis des jours à négocier avec les moudjahidins. «Vous êtes des traîtres», leur cria le général Hashim. Vous devriez passer en cour martiale ! «Je ne vous reconnais plus comme mon chef», lança le général Yor Mohamed au ministre Yakoubi. Un coup d'Etat avait commencé.

Après de violents échanges verbaux, le président Najibullah s'écroula, sous les insultes de ses adversaires. Accompagné de son frère Hamedzai, il se rendit à son domicile. Une surprise l'y attendait : devant sa porte, son garde du corps Attallah Djabar et son conseiller Mohamed Toukhi l'informèrent que la police secrète l'attendait. «Najib» paniqua, et s'enfuit.

BRUNO PHILIP

BIRMANIE : mis à la retraite pour raisons de santé

## Le général Saw Maung cède la direction de la junte au général Than Shwe

Radio Rangoon a annoncé, jeudi 23 avril, la démission, «pour raisons de santé», du général Saw Maung, chef de la junte militaire au pouvoir en Birmanie depuis la sanglante répression du mouvement démocratique en 1988, et commandant en chef des forces armées. Il est remplacé à la tête du Conseil de restauration de la loi et de l'ordre (SLORC) par le général Than Shwe, ministre de la défense depuis le 20 mars dernier et chef de l'armée de terre. Selon la radio, «des médecins spécialistes ont suggéré que, en raison de ses énormes responsabilités à la tête de l'Etat, la santé du général Saw Maung s'était détériorée à un point où un repos était devenu inévitable. Ces suggestions ont été présentées au SLORC, qui a adopté une résolution mettant le général Saw Maung à la retraite».

Le général Saw Maung, qui est âgé de soixante-quatre ans, avait déjà abandonné, au cours des derniers mois, toutes ses autres fonctions au sein de la junte militaire. Il avait défrayé la chronique depuis l'an dernier par des propos intempestifs indiquant une sérieuse détérioration de sa santé mentale. Ainsi

s'était-il prétendu être la réincarnation d'un roi du XI<sup>e</sup> siècle (Kyan-ziltha) et avait déclaré que «la loi maritale, cela veut dire qu'il n'y a plus de loi du tout» (le Monde du 15 février).

Son remplacement par le général Than Shwe, son cadet de cinq ans, semble indiquer que la vieille garde de l'armée est parvenue à préserver son pouvoir face à l'offensive d'une nouvelle génération d'officiers qui se reconnaît dans le général Khin Nyunt, le redoutable chef des services de renseignement de l'armée. Ce dernier, l'un des hommes les plus puissants du pays, n'a cessé de renforcer ses positions, à l'instar de son frère, à des postes importants dans l'armée et le gouvernement. Il ne fait cependant pas l'unanimité, en raison en particulier de son absence d'expérience au combat.

Le remplacement du général Saw Maung a été accompagné - phénomène important dans un pays très superstitieux - par un violent tremblement de terre, d'une amplitude de 6,2 sur l'échelle de Richter. Il intervient surtout à un moment où l'image internationale de la Birmanie est au plus bas.

La junte de Rangoon, déjà dénoncée par les pays occidentaux pour son refus de céder le pouvoir à l'Assemblée élue démocratiquement en mai 1990 et ses violations des droits de l'homme - en particulier avec l'incarcération du Prix Nobel de la paix 1991, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi - s'est illustrée depuis le début de l'année par l'expulsion massive de la minorité musulmane des Rohingyas et par une politique de répression féroce des insurrections ethniques. En particulier des Karens le long de la frontière thaïlandaise.

Les risques de débordement en territoire thaïlandais ont inquiété les militaires de Bangkok, jusque-là les principaux soutiens, avec la Chine, de la junte birmane. Les autres pays de la région, de l'Inde à la Malaisie, paraissent de plus en plus inquiets des écarts d'un régime intransigent et de plus en plus isolé. La mise à l'écart du général Saw Maung pourrait être l'occasion, pour la junte, de tenter de redresser cette image déplorable.

PATRICE DE BEER



# AMÉRIQUES

## PÉROU

### Le président Bush demande le retour de la démocratie

«Déjà» par l'annonce de mesures prévoyant le rétablissement de la démocratie sur un an au Pérou, le président américain George Bush a téléphoné, jeudi 23 avril, à son homologue Alberto Fujimori pour lui demander un retour rapide à un gouvernement constitutionnel. Le même jour, M. Fujimori a signé de nouveaux décrets menaçant de prison les membres du Parlement dissous qui continueraient d'exercer leurs fonctions. A défaut d'avoir pu «encourager le dialogue» entre les parties, conformément à son mandat, la mission de l'Organisation des

États américains (OEA) a quitté Lima jeudi, en estimant avoir «une meilleure vision de la réalité péruvienne». L'ambassadeur péruvien auprès de l'OEA, de son côté, a présenté sa démission pour manifester son désaccord avec le «coup d'État civil» du président Fujimori. Par ailleurs, la police de Lima a annoncé l'arrestation des quinze rédacteurs du quotidien clandestin de la guérilla du Sentier lumineux, *El Diario*. Dans le sud-est du pays, des affrontements entre soldats et guérilleros ont fait au moins onze morts. — (AFP, Reuters, UPI)

## VENEZUELA

### Heurts violents entre policiers et militaires à Merida

De violents affrontements se sont produits, jeudi 23 avril, à Merida (500 kilomètres au sud-ouest de Caracas), entre des policiers en grève et des militaires de la garde nationale venus les déloger du commissariat central qu'ils occupaient. Les policiers, payés au salaire minimum, réclament des augmentations. Des étudiants qui expriment leur soutien à la police ont été violemment réprimés par la garde nationale, selon les témoins. Des manifestants ont érigé des barricades, pillé une vingtaine de magasins ainsi que deux banques et incendié plusieurs dizaines de

véhicules. Une personne a été blessée par balle et une cinquantaine de personnes ont été arrêtées. A Caracas, un homme de soixante-cinq ans est mort après avoir été touché à la tête par une grenade lacrymogène tirée par les forces de l'ordre, qui dispersaient une manifestation d'étudiants masqués. Par ailleurs, l'armée de l'air a démenti les rumeurs insistantes faisant état de la défection de deux lieutenants et de vingt-sept sous-officiers qui auraient organisé un meeting contre le président Carlos Andres Perez. — (AFP, Reuters)

# DIPLOMATIE

### La visite à Paris du ministre des affaires étrangères La France envisage de transformer en assistance sa créance vis-à-vis du Salvador

Quinze ans? Vingt ans? Cela fait si longtemps qu'un ministre des affaires étrangères du Salvador n'est pas venu en visite officielle en France que M. José Pacas, actuel détenteur de ce portefeuille, ne saurait dater le dernier voyage de l'un de ses prédécesseurs.

Après avoir signé avec la guérilla, en janvier, des accords de paix mettant fin à douze années de guerre civile, le gouvernement salvadorien a plus que jamais besoin de soigner ses relations diplomatiques : ce pays dévasté, dont la dette extérieure s'élève à 2 milliards de dollars, a émis, à 1,3 milliard de dollars le coût de sa reconstruction. Les pays occidentaux ont promis, le mois dernier, de verser 800 millions de dollars, dont 250 pour les seuls États-Unis et 76 millions pour la CEE.

La France a, quant à elle, décidé en février de reprendre son aide alimentaire (3 millions de francs par an) et sa coopération technique. «Paris envisage aussi de transformer tout ou partie de sa créance de 55 millions de dollars en assistance», nous a déclaré M. Pacas, à l'issue de l'entretien qu'il a eu avec M. Roland Dumas, jeudi 23 avril. Il s'agit notamment de mettre sur pied des projets conjoints, dans lesquels seraient impliquées des entreprises françaises. En échange, la France tient à ce que le Parle-

ment salvadorien ratifie l'accord bilatéral de 1978 garantissant les investissements et la non-expatriation de ceux qui les réalisent.

Tandis que les chefs militaires du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) menacent à San-Salvador de suspendre la première phase de démobilitation de leurs troupes, M. Pacas s'est voulu rassurant sur les «quelques retards» pris dans l'application des accords de paix, négociés sous l'égide de l'ONU.

### Retards dans l'application du plan de paix

Ces derniers stipulent que 20 % des 7 000 combattants du FMLN doivent avoir déposé leurs armes au 1<sup>er</sup> mai. Mais la guérilla accuse le gouvernement de ne pas démanteler, comme promis, la garde nationale et les services de renseignement, qui doivent être remplacés par une police sous contrôle civil. Elle dénonce le fait que leurs effectifs soient petit à petit versés dans l'armée et réclame la médiation de l'ONU. S'appuyant sur une clause de l'accord relative à l'interprétation, M. Pacas rétorque que seule la dissolution de ces entités «comme corps de sécurité publique» a été prévue, leurs effectifs pouvant très bien servir à «former une police militaire ou des frontières».

«Peu importe que le plan de paix ne soit pas exactement respecté aux dates prévues, la volonté d'aboutir est là de part et d'autre et le dialogue se poursuit dans le cadre des commissions mises sur pied, estime M. Pacas. Il faut retenir qu'aucun incident violent ne s'est produit depuis le cessez-le-feu du 1<sup>er</sup> février, signe que plus personne ne veut régler par les armes les litiges subsistants.» La commission chargée de l'épuration des forces armées, dont les effectifs devront être réduits de moitié en deux ans, se réunira à partir de la mi-mai.

MARTINE JACOT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION

# AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

### Le président De Klerk propose l'élection au suffrage universel d'un conseil exécutif transitoire

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Fort du succès du référendum du 17 mars, qui lui a donné un mandat renforcé de la communauté blanche pour poursuivre les négociations, et encouragé par son récent voyage triomphal au Nigeria, le président Frederik De Klerk a pris, jeudi 23 avril, au Cap, une nouvelle initiative spectaculaire, en proposant, devant le Parlement, que soit organisée, à bref délai l'élection au suffrage universel d'un conseil exécutif transitoire.

Ce conseil, composé de trois à cinq membres, remplacerait le chef de l'État et assumerait toutes ses fonctions, y compris celles de chef de gouvernement. La présidence en serait assurée, de manière tournante et pour une période de six mois, par chacun de ses membres. Chaque parti politique aurait la possibilité de présenter un candidat. La tenue d'une telle élection au suffrage universel — la première du genre en Afrique du Sud — exige l'élaboration préalable d'une nouvelle loi électorale.

Ce projet, qui sera déposé devant la Convention pour une Afrique du sud démocratique (CODESA), dont la prochaine ses-

sion plénière est prévue les 15 et 16 mai, garantirait la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Un système parlementaire bicaméral serait institué, comprenant une Assemblée nationale élue à la proportionnelle et un Sénat qui garantirait une égale représentation à toutes les régions et communautés — protégeant de facto les droits des minorités.

Au cours du débat sur le budget, M. De Klerk a estimé que l'Afrique du Sud commençait à «recueillir les fruits des réformes». Il a notamment cité le retour des sportifs sud-africains sur la scène internationale, la normalisation des relations avec le reste du monde, et particulièrement avec les pays africains, la croissance des exportations, l'accès au marché financier, l'arrivée de nouveaux investisseurs et l'expansion du secteur touristique. Autant de signes, selon lui, démontrant que «l'Afrique du sud est en train de briser le cycle de l'isolement dans lequel elle s'est enfermée».

M. De Klerk a appelé ceux qui sont d'«accord» avec la politique de changements entreprise à rejoindre les rangs du Parti national (NP), afin de «se construire un puissant bastion contre le radicalisme». Il a huié le Parti conser-

vateur (CP), l'accusant de se «cramponner aux privilèges de l'ancien régime». Quant au Congrès national africain (ANC), dont il a salué l'entrée au Parlement par le biais de la récente défection de cinq députés blancs, M. De Klerk n'a pas manqué de lui décocher quelques flèches. Lui reprochant de «servir de support au Parti communiste» (SACP) et d'être «incapable de se purger» de la philosophie marxiste, le président a accusé l'ANC de continuer à «se comporter comme si l'apartheid était encore la politique du gouvernement et du NP».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Cinq policiers reconnus coupables du meurtre de onze Noirs. — Dans le cadre d'un procès appelé à faire date, un officier de police blanc et quatre de ses collègues noirs ont été reconnus coupables, jeudi 23 avril, du meurtre de onze noirs par la Cour suprême d'Afrique du Sud, qui siège à Pietermaritzburg, capitale régionale du Natal, a rapporté l'agence de presse SABA. Les victimes avaient été tuées dans le village de Trust-Food (Natal), le 3 décembre 1988. — (AFP, Reuters)

■ NIGERIA : mise à sac des locaux de l'Assemblée de l'État d'Osun. — Des manifestants ont pris d'assaut, mercredi 22 avril, à Osogbo, ville située à environ 250 kilomètres au nord de Lagos, les locaux de l'Assemblée de l'État d'Osun, un des nouveaux États nigériens mis en place en août dernier. Selon la presse nationale, dix-neuf représentants de l'Assemblée ont été blessés. C'est la première fois que des incidents d'une telle violence éclatent depuis l'installa-

tion des nouvelles assemblées, en début d'année. — (AFP)

■ CONGO : le premier ministre au visite en France. — Le premier ministre congolais, M. André Milongo, était attendu à Paris, jeudi 23 avril au soir, pour une visite de quarante-huit heures, à l'invitation du gouvernement français, a-t-on appris, de bonne source, à Brazzaville. Ce déplacement intervient à trois jours des élections municipales, prévues dimanche. — (AFP, Reuters)

■ OUGANDA : restitution des

biens à la communauté tamoulle.

— Le gouvernement a annoncé, jeudi 23 avril, à Kampala, la prochaine restitution au prince Karim Aga Khan, chef de la communauté ismaélienne, des biens confisqués, il y a vingt ans, par l'ancien dictateur Idi Amin Dada, et dont la valeur était estimée, à l'époque, à environ 500 millions de dollars. Ces mesures portent sur des bâtiments religieux, des écoles et des locaux industriels, médicaux ou commerciaux. — (Reuters)

Après la reprise de leurs relations diplomatiques

### Le Sénégal et la Mauritanie s'approprient à ouvrir leurs frontières terrestres

La reprise des relations diplomatiques, aériennes et postales entre le Sénégal et la Mauritanie, décidée, jeudi 23 avril, annonce la normalisation des relations entre deux «pays frères» devenus «frères ennemis» depuis la crise qui avait éclaté en avril 1989 après un incident frontalier entre éleveurs et agriculteurs, le long du fleuve Sénégal. Il s'en était suivi, de part et d'autre, des pillages, des expulsions et des massacres.

Cette réconciliation intervient après une visite surprise à Dakar du nouveau ministre mauritanien des affaires étrangères, M. Mohamed Abderrahmane Ould Meine, moins d'une semaine après l'investiture, à Nouakchott, du président Ould Taya, élu à la magistrature suprême au terme d'un processus démocratique engagé il y a un an.

Cette normalisation est le fruit de négociations longues et discrètes qui, après l'échec de plusieurs médiations, ont été conduites avec l'aide de «pays amis», singulièrement la France, l'ancienne puissance coloniale. Cette diplomatie des petits pas devrait ainsi aboutir, selon les termes du communiqué conjoint, à une réouverture des frontières terrestres — de loin la décision la plus importante pour les populations riveraines du fleuve Sénégal.

Le délimitation de la frontière demeure un des points épineux du contentieux. Mais la reprise de «relations de confiance» entre les deux pays à laquelle fait référence le communiqué conjoint, dépend, pour beaucoup, des solutions qui seront apportées au problème des dizaines de milliers de Mauritanais, négro-africains, expulsés de chez eux et réfugiés de l'autre côté du fleuve où ils vivent dans des conditions précaires. Les autorités de Nouakchott, qui les considèrent, dans leur quasi-totalité, comme des «Sénégalais», ne semblent pas prêtes à leur accorder le droit au retour. — (AFP, Reuters)



## Paris-Toronto et rien entre les deux.

### Vols non-stop Paris Toronto

Pour Air Canada, la meilleure façon de gagner du temps, c'est de ne pas en perdre. C'est par exemple notre vol direct Paris-Toronto qui vous ouvre les portes de tout le réseau nord-américain. A raison de 10 vols par semaine en pleine saison, vous êtes sûr avec Air Canada de trouver le vol qui vous convient le mieux.

Enfin Air Canada met à votre disposition son service «chauffeur» à Toronto pour vous faire gagner encore plus de temps.

Pour plus d'informations, appelez notre service de réservations au 43.20.12.00 ou votre agence de voyages.

\*Ce service est gratuit pour nos passagers voyagant en première classe ou en classe affaires.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

 Air Canada



## AFRIQUE

## La démocratie à tâtons

Suite de la première page

Fin 1990, le Gabon et la Côte d'Ivoire avaient été les premiers pays à permettre aux élus de l'opposition de siéger à l'Assemblée nationale. Le Bénin avait suivi l'exemple en 1991, au lendemain d'une Conférence nationale historique mettant fin à près de vingt ans de régime monopartite.

En 1992, le Cameroun a franchi le pas en organisant, le 1<sup>er</sup> mars, pour la première fois depuis l'accession au pouvoir du président Paul Biya, une consultation législa-

à l'Assemblée et conserve un quasi-monopole dans le nouveau gouvernement.

Il pourrait sembler surprenant que les capitales européennes, Paris en tête, aient si bruyamment applaudi cette « performance » et se soient aussi vite engagées à renouveler leurs soutiens financiers. Le cas du Cameroun n'a rien, pourtant, d'exceptionnel : tout en encourageant les pays africains à poursuivre la « démocratisation » de leurs systèmes politiques, l'Occident reste surtout soucieux

exallité de la guerre froide, explique sans doute, en partie, ces discordances occidentales.

## Des succès incertains

Ce souci de stabilité a fait, en tout cas, de nombreux émules parmi les politiciens africains. Passée l'euphorie « révolutionnaire » des premières Conférences nationales – ces faits généraux version africaine qui ont sonné l'heure du renouveau politique – les artisans du changement ont mis un frein à leur ardeur. A l'évidence, l'instauration (ou le rétablissement) du multipartisme, principal acquis des deux ans écoulés, n'a pas provoqué le « miracle démocratique » que beaucoup espéraient. Et les problèmes économiques restent centés.

La fin du monopartisme – à laquelle seuls le Malawi et Djibouti ne se sont pas encore résignés – a pourtant eu des premiers effets spectaculaires, contribuant, en particulier, à libérer une parole publique jusque-là confisquée. La soudaine éclosion de partis, aussi nombreux qu'hétéroclites, a été un des premiers signes de ce bouleversement.

Un peu partout, des associations de défense des droits de l'homme ont vu le jour. Ici et là, les femmes, traditionnellement exclues de la scène politique, ont fondé des groupes féministes (Cameroun), pris la tête de partis (Cameroun, Guinée, etc.). D'autres associations, comme le Green Belt Movement, dirigé par l'écologiste kenyane Wangari Maathai, ont pu élargir leur audience. Et, bien que les gouvernements conservent la main-mise sur les radars et les télévisions nationales, l'essor d'une presse écrite indépendante paraît irréversible.

Ces expériences de « transition » connaissent, certes, des succès incertains. Au Zaïre, en Côte d'Ivoire, au Kenya ou en Guinée Equatoriale, c'est à contre-cœur que les régimes en place ont finalement cédé à la revendication multipartite. A Kinshasa, les travaux de la Conférence nationale zaïroise se heurtent, depuis neuf mois, aux manœuvres dilatoires du président Mobutu et de ses fidèles. A Abidjan, les principaux opposants ont été jetés en prison. A Nairobi, la politique de la violence tribale semble être la dernière carte d'un

régime à bout de souffle. A Malabo, le droit de fonder un parti est soumis à de telles conditions (une caution de 30 millions de francs CFA – 600 000 francs français – est exigée), que seuls d'improbables nababs pourraient y accéder.

Malgré ces atermoiements, le « pli multipartite » est pris, et l'on voit mal comment le continent pourrait revenir en arrière. Mais l'absence de programme des élites africaines, qu'elles soient au pouvoir ou à ses portes, n'est pas sans assombrir fortement l'horizon.

## « Maîtriser la transition »

Les difficultés économiques, aggravées, en Afrique subsaharienne, par une vague de sécheresse sans précédent (le Monde du 16 avril) exigeraient pourtant un sursaut d'énergie. On en est loin. Dans la plupart des cas, les gouvernements – de transition ou pas – se montrent, précisément, incapables de gouverner, tout occupés qu'ils sont à préparer des élections auxquelles certains de leurs membres entendent participer.

Les appétits tribalistes, que l'effondrement des Etats-partis a soudainement réveillés, participent de cet émiettement des volontés. L'ancien empire d'Ethiopie, déjà privé de facto de sa province érythréenne, navigue sans boussole, déchiré par des affrontements ethniques que les prochaines élections régionales sont censées aider

à réduire. Tandis que la Somalie et le Libéria poursuivent leurs dérives sanglantes, le Rwanda, le Mozambique et Djibouti, enlisés dans la guerre civile, promettent régulièrement à leurs populations un retour à la paix, sans cesse repoussé.

A cette menace tribaliste, s'ajoute celle des « retours de bâton » militaires, dont l'armée togolaise, fidèle au président Eyadéma, s'est faite, depuis décembre 1991, une sorte de spécialité. Le risque existe aussi, dans une moindre mesure, au Congo et au Burundi-Faso. Bien rares sont, en réalité, les pays africains où la présence d'une armée fortement tribalisée ne fasse pas planer le danger d'explosions sporadiques, voire de tentatives putschistes.

S'agit-il de remplacer une armée de Tutsi par une armée de Hutus ? s'interroge, au Burundi, un de nos lecteurs, M. Flavien Mugimbi. « Cela ne reviendrait qu'à faire passer en d'autres mains des privilèges indus et macabres : pouvoir politique, violence, impunité. Est-ce cela qu'on se dispute ? », ajoute-t-il, prônant, pour sa part, la participation de l'armée au débat national et au processus de réformes.

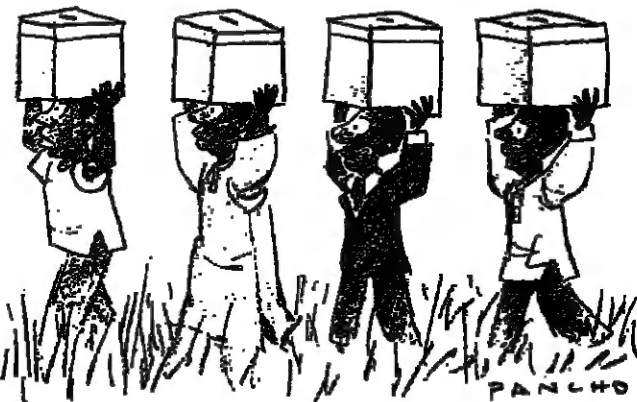
Comment « maîtriser la transition » et quel rôle assigner à l'armée durant cette période ? Ces questions, qui se posent désormais à toutes l'Afrique, devraient être débattues, fin mai, à Dakar, lors d'une conférence panafricaine – la première du genre – organisée à l'initiative du président sénégalais

Abdou Diouf. Cette conférence, que présidera le chef de l'Etat nigérian, M. Ibrahim Babangida, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devrait réunir l'ensemble des dirigeants politiques, responsables de partis au pouvoir ou de l'opposition. Sans présager de l'efficacité et de l'impact d'une telle réunion, cette initiative témoigne de la volonté grandissante des Africains de prendre en main leur propre avenir, loin de la tutelle ou des ingérences occidentales.

Après les fortes turbulences qui viennent de la secouer, l'Afrique tatonne et s'interroge. « Pour la première fois peut-être depuis les indépendances, elle se doute que l'avenir dépendra désormais de l'attitude de chacun et de se percevoir autrement, à penser autrement, à agir autrement : en un mot, à changer ou à disparaître », note l'essayiste camerounaise Axelle Kabou (1). La crise économique, qui frappe les Etats-Unis et les déchirements à forte connotation ethnique ou régionale qui menacent l'ex-empire soviétique et l'est de l'Europe sont autant d'éléments nouveaux dans cette réflexion qui s'amorce.

CATHERINE SIMON

(1) : « Et si l'Afrique refusait le développement ? », de Axelle Kabou, l'Harmattan (1991).



tive pluraliste. La « réussite » du scénario camerounais pourrait inciter d'autres chefs d'Etat à s'engager sur la même voie. Celle d'une démocratie en trompe-l'œil, qui présente, pour les régimes en place, un double avantage : laisser l'opposition désarmée et rassurer les bailleurs de fonds.

Certes, quelques partis contestataires « modérés », comme l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP, à forte coloration nordiste), ont fait une entrée remarquée au Parlement camerounais. Le pouvoir politique, dominé par l'ethnie bété, n'en est pas laminé pour autant. Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique) dispose de la majorité relative

de leur stabilité. Ce qui est vrai à Yaoundé, l'est tout autant à Djibouti, à Abidjan ou à N'Djamena.

Les Etats-Unis ont fait montre de moins d'enthousiasme, s'irritant publiquement des atteintes aux droits de l'homme – particulièrement manifestes durant les opérations « villes mortes », en 1991. A ces griefs humanitaires, réitérés par le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Herman Cohen, lors de son récent passage à Paris, s'ajoutent peut-être des considérations moins « nobles ». Au Cameroun comme ailleurs, notamment au Congo, la signature des contrats pétroliers ne va pas sans susciter la rivalité entre compagnies étrangères. La compétition économique, à laquelle se livrent, en coulisse, les

## Les rendez-vous électoraux

■ **ANGOLA.** – Des élections générales sont prévues pour septembre 1992. Les deux principales forces politiques du pays, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, ex-parti unique, au pouvoir, à Luanda) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, dirigée par M. Jonas Savimbi), sont opposées à la tenue d'une Conférence nationale souveraine, réclamée par la majorité des autres partis.

■ **BURUNDI.** – La nouvelle Constitution, adoptée par référendum, le 9 mars 1992, a ouvert la voie au pluralisme politique. Des élections générales sont prévues pour le début de 1993. Une partie de l'opposition continue de réclamer l'organisation d'une Conférence nationale.

■ **BURKINA-FASO.** – Des élections législatives seront organisées le 24 mai 1992, moins de six mois après le scrutin présidentiel (décembre 1991), remporté par le chef de l'Etat sortant, le capitaine Blaise Compaoré. A la place d'une Conférence nationale, le régime a proposé un « Forum de réconciliation » – dont les travaux, ouverts en février, ont rapidement avorté.

■ **CAMEROUN.** – Des élections municipales sont prévues pour octobre 1992. L'élection présidentielle devant suivre, en avril 1993. A l'issue du premier scrutin pluraliste (législatives à un tour) organisé le 1<sup>er</sup> mars 1992, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique, dirigé par le président Paul Biya) a obtenu une majorité relative au Parlement. Il n'y a pas de Conférence nationale en vue, malgré les demandes en ce sens d'une partie de l'opposition.

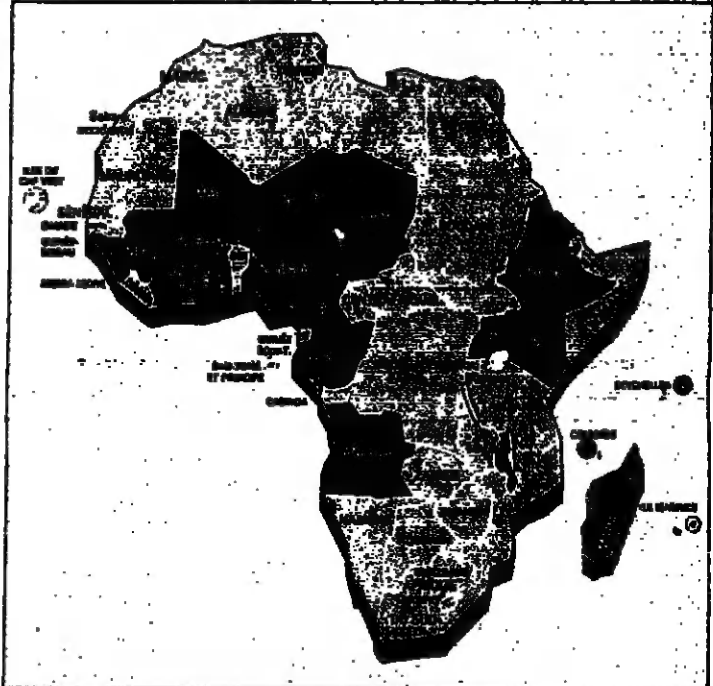
■ **COMORES.** – Le « gouvernement transitoire », formé en janvier 1992, est chargé d'organiser le 24 mai un référendum constitutionnel qui sera suivi d'élections législatives, le 21 juin.

■ **CONGO.** – Les élections locales, initialement prévues pour mars 1992, ont été reportées au 26 avril. Les législatives doivent suivre, les 10 et 24 mai ; les sénatoriales, le 31 mai ; l'élection présidentielle (à deux tours), les 14 et 28 juin. En attendant, le « gouvernement de transition », mis en place en juin 1991, à l'issue de la Conférence nationale, est censé continuer à gérer le pays.

■ **CÔTE D'IVOIRE.** – Un premier scrutin pluraliste (élections législatives) a eu lieu en novembre 1990. Les prochaines législatives, ainsi que l'élection présidentielle, sont prévues pour 1995.

■ **ETHIOPIE.** – Le gouvernement de transition, dirigé par les anciens maquisards tigréens, prévoit d'organiser des élections régionales, en mai 1992.

■ **GABON.** – Les premières élections pluralistes ont été organisées en novembre 1990. L'élection présidentielle est pré-



En noir, les vingt-quatre pays concernés par des consultations électORALES.

vue pour décembre 1993, à deux mois de la fin du mandat officiel du président Omar Bongo.

■ **GAMBIE.** – Les premières élections pluralistes, législatives et présidentielle, sont prévues pour le 29 avril 1992.

■ **GHANA.** – Un référendum constitutionnel, instaurant le multipartisme, sera organisé le 28 avril 1992. Des élections devraient suivre : présidentielle, le 3 novembre, puis législatives, le 8 décembre.

■ **GUINÉE-BISSAU.** – Les premières élections multipartites sont prévues pour novembre et décembre 1992.

■ **GUINÉE.** – Des législatives pluralistes sont annoncées pour fin 1992. L'éventualité d'une Conférence nationale a été repoussée, le gouvernement du général Lansana Conté ayant annoncé, lui-même, le « processus démocratique ».

■ **KENYA.** – L'instauration du multipartisme, en décembre 1991, devrait être suivie par des élections générales pluralistes, qui pourraient se tenir « avant la fin de l'année » 1992, selon le président Daniel arap Moi.

■ **MADAGASCAR.** – Un référendum constitutionnel est prévu pour juin 1992.

■ **MALAWI.** – Le président à vie Kamuzu Banda, opposé au multipartisme, a annoncé des élections législatives pour mai ou juin 1992.

■ **MALI.** – Les premières élections pluralistes (municipales et législatives), organisées en début d'année 1992, sont suivies par l'élection présidentielle à deux tours. Le premier s'est tenu

le 12 avril et le second a lieu dimanche 26 avril.

■ **NIGER.** – Les structures de transition, mises en place par la Conférence nationale (réunie de juillet à novembre 1991), devraient être dissoutes, à l'issue des premières élections pluralistes, prévues pour janvier 1993.

■ **NIGÉRIA.** – Le transfert du pouvoir aux civils, annoncé pour 1993, sera précédé par des élections législatives, le 4 juillet 1992, et l'élection présidentielle, le 5 décembre.

■ **OGANDA.** – Le projet d'une nouvelle Constitution, à l'étude depuis février 1989, devrait être prêt en juin 1992 et sa présentation pourrait être suivie de l'annonce d'un calendrier électoral. Le président Museveni a évoqué la possibilité d'élections législatives pour 1995.

■ **SEYCHELLES.** – Après avoir rétabli le pluralisme politique, en décembre 1991, le président René a fixé à décembre 1992 la date des élections générales.

■ **SIERRA-LEONE.** – Le pluralisme politique a été rétabli en octobre 1991 et des élections générales sont prévues avant la fin 1992.

■ **TCHAD.** – Le président Idriss Déby s'est engagé à organiser une Conférence nationale, en mai 1992. Cette Conférence est censée fixer un calendrier électoral. L'insécurité qui règne à N'Djamena pourrait remettre en cause ce projet.

■ **TOGO.** – Le calendrier électoral prévoit la tenue d'un référendum constitutionnel et d'élections locales, le 31 mai 1992, des élections législatives le 21 juin et le 5 juillet, et une élection présidentielle à deux tours, les 9 et 23 août.

## Le Monde L'IMMOBILIER

## appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt

**OPERA.** Bel immeuble, ex-ambassade, BEAU STUDIO s/rue, entrée, cuis., s. de bns, wc, Ascens., 3<sup>e</sup> ét. 650 000 F. 45-04-54-45

7<sup>e</sup> arrdt

**PRIX INTERESSANT** N<sup>o</sup> ECOLE MILITAIRE Imn. récent, bon stand, 11 ét. 2 ch., cuis., bns, 3<sup>e</sup> ét. 28, r. Duvalier. Sem., dim. 14 h à 17 h.

10<sup>e</sup> arrdt

**BD MAGENTA** 4/5 PIÈCES SUR RUE. Cuis., 11 ét., 3<sup>e</sup> ét. 1 850 000 F. 45-04-35-35

12<sup>e</sup> arrdt

**METRO DAUMESNIL** AVENUE DAUMESNIL, COULET 3<sup>e</sup> F., cuis., wc, dco. 3<sup>e</sup> P. sur rue, Calme, Dg. 635 000, cnd. 45-04-54-54

**17 500 F le m<sup>2</sup>** M<sup>o</sup> NATION, Imn. récent, 11 ét., 2<sup>e</sup> F., cuis., s. de bns, 24, r. de Piquet, 5<sup>e</sup> A 1 Sem., dim. 14 h à 17 h.

14<sup>e</sup> arrdt

Dans Imn. restauré, 4<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> F., cuis., s. de bns, 24, r. de Piquet, 5<sup>e</sup> A 1 Sem., dim. 14 h à 17 h.

**26, R. HENRI-REGNAULT**

**BEL IMN. PIERRE DE T.** Ascens.

**2 P. ET 3 P.** Surfaces aménagées.

**A PARTIR 19 000 F/m<sup>2</sup>** Vides sur pied et meublé de 14 h à 17 h.

**6, R. POMER-DE-NARAY**

**MOUTON-OUVERNET** Surface à rénover. Dernier étage. Possib. récupérer grenier. A SANSIR. 475 000 F. 43-52-52-52

Dans Imn. en rénovation, au 5<sup>e</sup> ét. avec ascenseur, 3<sup>e</sup> F., cuis., s. d'eau. A rénover. Très clair et sans vis-à-vis. Prix 1 270 000 F. Vie, samedi de 14 h à 17 h. 46, rue de la Santé.

16<sup>e</sup> arrdt

**BD MURAT** Paris, vend dans petit Imn. ancien. Faibles charges.

BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>

Rd-cs, s. j. dco. et cour. Living 21 m<sup>2</sup> + chbr 14 m<sup>2</sup>. Petit cda, cuisine, s. de bns. REPARAT. 100 000 F. 45-04-10-23 ou 47-07-09-56

## PRIX INTERESSANT

**M<sup>o</sup> JASMIN 67 m<sup>2</sup>** Pierre de t., 11 ét., 5<sup>e</sup> F., cuis., 1 chbr, cuis., bns. Calme, S. Villa Flou, 5<sup>e</sup> ét. Sem., dim. 14 h à 17 h.

17<sup>e</sup> arrdt

**METRO GUY-MOQUET** Imn. d'angle, BEAU STUDIO Sur rue, Salle de bains, wc. 3<sup>e</sup> étage, 250 000 F. Tél. : 45-04-35-35

20<sup>e</sup> arrdt

**RUE D'AVRON** 2 PIÈCES, cuis., TOUT CONFORT, 2<sup>e</sup> ét. Clair, Dg. code. Faibles charges. 428 000, cnd. 45-04-54-54

## appartements achats

**POUR VENDRE VOTRE APPARTEMENT ET POUR ACHETER** nous vous proposons notre efficacité

## CABINET KESSLER

78, av. des Champs-Élysées 75008 Paris 45-22-55-50 - 45-55-55-55

## évaluation gratuite sur demande.

## locaux commerciaux

## Ventes

**LA TOUR-MAUBOURG** Concessions à Show Room. Photo. Calme. Plein d'un bel état. Cda. Plein de placard. 500 m<sup>2</sup> + park. Rem. : 45-55-54-54

## locaux industriels

**Locations** VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et services. 45-55-17-50

## L'AGENDA

## Bijoux

## BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable collection : « que des affaires exceptionnelles », écrit le guide « Paris pas cher », tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, pendentifs, ACHAT-ÉCHANGE-BOUTIQUE.

## PERRON OPERA

Angle bd des Italiens 4, Chaussée d'Antin magasin à l'ETOLE 37, av. Victor-Hugo Autre grand choix.

## Éditions

Éditeur chr. manuscrits : « que des affaires exceptionnelles », écrit le guide « Paris pas cher », tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, pendentifs, ACHAT-ÉCHANGE-BOUTIQUE.

## Stages

Stages de sculpture sur marbre, de dessin, de peinture. Prix de Centre Bel, 100 à 150. Tél. : 45-54-23-38

## Associations

**Appel SOS AMITIÉ** CHERCHE DES BÉNÉVOLES Pour renforcer nos cinq équipes de la Région parisienne.

Nous recevons 24 h sur 24 des appels téléphoniques de personnes anglo-saxonnes, victimes de la solitude, parfois prêts à se suicider. Une solide formation est donnée à chaque bénévole. Si ce doit être l'indépendance vous intéresse, écrivez à :

**S.O.S. AMITIÉ ILE-DE-FRANCE** 5P 100 89105 Boulogne-Billancourt Cedex

**Cours MATH +** Centre d'enseignement privé organise deux stages intensifs en MATHS et PHYSICO-CHIMIE, de la 6<sup>e</sup> à la terminale.

Dates : du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai et du 14 au 18 mai. Durée : 10 heures. Prix : 850 F TTC. Inscription : 44-55-50-55

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22

## Expositions

## SURVILLERS (Vol d'Océ)

**BROCANTE 1<sup>er</sup> MAI** Remerciements : Tél. : 16 (1) 34-69-26-00

## Vacances

## Tourisme

## Loisirs

**VACANCES EN ISLANDE** Venez découvrir l'Islande profonde au Centre. Venez pour le 1<sup>er</sup> mai. M<sup>o</sup> COYNE à BURLODE, à 15 km de CLIP. Pour 100 FF par nuit, deux ch. ou 16, à M<sup>o</sup> COYNE. Bur-Lodge, Mayard Commerce, BURLODE. T. (19) 353-85-41159

## Sessions et stages

**DÉCOUVREZ LE BRICOLAGE ! STAGES D'INITIATION (peinture, plomberie...)** 47-30-03-83 (Indepandant) 42-42-50-38 (18 h 30-20 h 30).

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE organise deux stages pour étudiants à BERLIN (RFA)

L'Europe des citoyens 2-4/8, l'environnement dans la CE : 9-15/8/92. Droit d'inscript. 130 DM/le stage. Séjour gratuit. Rembours. 70 % voyage.

**CIFE, 32, rue de Léopold** NICE - Tél. : 93-55-55-57 Fax : 93-82-28-08

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22

**Cours** PROF DE FRANÇAIS assure SOUTIEN ET PRÉPARATIONS TOUT NIVEAU + BAC

Étudiants BAC + 4. Propose suivi scolaire sérieux : de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Préparation aux concours du BAC : Français + Anglais. Tél. : 46-38-84-22



# POLITIQUE

Le Monde • Samedi 25 avril 1992 • 7

Le débat sur la presse et l'audiovisuel à l'Assemblée nationale

## Le réseau de La Cinq est attribué en soirée à la chaîne culturelle européenne

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a annoncé, jeudi 23 avril à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur la presse et l'audiovisuel, l'attribution du réseau de La Cinq, à partir de 19 heures, à la chaîne culturelle européenne ARTE, qui doit succéder à la SEPT. Pour les programmes antérieurs à 19 heures, un appel d'offres sera lancé.

Même si la rumeur circulait, M. Jeanneney a créé une certaine surprise en dévoilant le sort qui sera désormais réservé au cinquième réseau. Rejetant comme « insupportable » la perspective d'un « écran noir », le secrétaire d'Etat a annoncé que le gouvernement avait décidé de « faire immédiatement usage de son droit de préemption sur le réseau à partir de 19 heures » afin de « permettre la diffusion par voie hertzienne, à la rentrée de septembre au plus tard, de la chaîne culturelle Arte ». Pour les créneaux horaires du reste de la journée, a ajouté M. Jeanneney, « il appartiendra au CSA de lancer un appel d'offres lorsqu'il le jugera utile ».

Etait-il possible d'échapper à l'air du temps ? Sous les exclamations fusant des bancs du RPR, M. Jeanneney a souligné que cette initiative participait de « l'esprit de Maastricht, en ce qu'elle renoue avec les époques les plus fécondes de la culture européenne ». « Elle permettra, a-t-il poursuivi, aux innombrables forces créatrices qui s'expriment dans notre pays d'avoir accès au petit écran, en dehors de tout parti-pris », tout en apportant « un soutien utile à ces producteurs que la mort de La Cinq a blessés ».

Cette annonce a émis un long exposé conçu comme une fresque historique des rapports entre les médias et le pouvoir où l'on remonta jusqu'à la « République et magnifique

lot du 29 juillet 1881 ». L'universitaire devenu secrétaire d'Etat a fait observer que « l'emprise brutale de l'Etat sur l'information » a duré « jusqu'à la fin des années 70, à la fin desquelles on assista à un certain desserrement ». Puis ce fut le « progrès capital marqué par la loi Fillioud » qui « rompit enfin le lien direct entre le gouvernement et l'information radio-télévisée » et, à son grand regret, « la néfaste décision de privatiser TF1 », allusion saluée par de chaleureux applaudissements sur les bancs socialistes.

Dans son regard rétrospectif, M. Jeanneney n'exonère toutefois pas de toute erreur la gestion de l'audiovisuel par la gauche, glissant que « les investissements dans le câble ont été effectués en 1982 », c'est-à-dire celui du « tout fibre optique ». En revanche, à propos de la mort de La Cinq, il refuse de plaider coupable. « Le gouvernement n'a aucune part de responsabilité dans cet événement », a-t-il lancé, déclenchant les huées des

députés de l'opposition. Pour l'avenir, M. Jeanneney inscrit au premier rang de ses préoccupations « le pluralisme ». Constatant les difficultés dans lesquelles se débat la presse écrite, il a évoqué « les seules de concentration », précisant que, s'il n'est pas question de légiférer, « réflexion doit se poursuivre » sur ce sujet, en intégrant notamment la « dimension européenne ».

### Satisfaction sur les bancs socialistes

En matière audiovisuelle, il a plaidé pour « la nécessité d'une double sécularisation » où le public et le privé « s'enrichissent par leurs différences mêmes ». Il a annoncé, dans le domaine radiophonique, que des « mesures législatives pourraient venir modifier le calcul des seuils anti-concentration, en fixant un seul unitaire et global pour plusieurs réseaux dépendant d'un même opérateur ». Enfin, il a révélé qu'il comptait « publier rapidement un décret relatif aux services du câble » afin

d'« assouplir la réglementation, notamment sur le cinéma ».

En réservant aux députés la primauté de ses projets, M. Jeanneney espérait sans doute désamorcer les passions. Mais l'annonce de la préemption par l'Etat du cinquième réseau a surtout fourni aux députés matière à controverse. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a ainsi qualifié une telle décision d'« énormité ». « Nos partenaires allemands eux-mêmes n'étaient d'ailleurs pas du tout partisans de faire venir Arte sur le réseau hertzien », a-t-il ajouté, précisant que c'est « un bien mauvais service à lui rendre que de jeter ainsi dans le grand bain » un programme conçu à l'origine pour le câble.

M. Louis de Broissin (RPR, Côte-d'Or) a réchéri en tenant à « dénoncer cette combine » et cette « décision arbitraire » qui revient à « une sorte de nationalisation faite au mépris de l'équilibre nécessaire entre public et privé, sans que le produit n'ait été conçu pour ce réseau ». Plus virulent

encore, M. Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine), ironisant au passage sur « cette étrange chaîne intellectuelle qu'est la SEPT », a vu dans la nouvelle donne, annoncée par M. Jeanneney « l'acte qui signe la responsabilité des pouvoirs publics dans la mise à mort programmée de La Cinq ».

Cette « véritable renationalisation », a-t-il ajouté, correspond parfaitement à la volonté du gouvernement d'affaiblir autant que possible l'influence des chaînes privées indépendantes à la veille des prochaines consultations politiques. Sur un ton plus mesuré, M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) a mis l'accent sur le « risque de déception des téléspectateurs face à des programmes peu faits pour être diffusés par voie hertzienne à l'attention d'un vaste public ».

Sur les bancs socialistes, l'humeur était à la satisfaction, nuancée toutefois de certaines inquiétudes. « C'est une bonne solution », a dit M. François Loncle (Eure). De son côté, M. Jean-Jacques Queyenne (Rhône), tout en saluant cette « bonne initiative », a souligné la nécessité de « préserver les moyens du service public ». Beaucoup plus « réservé » que ses collègues du PS, M. Bernard Schreiner (Yvelines) s'est demandé si « les dépenses supplémentaires » induites par la diffusion d'une chaîne culturelle sur La Cinq ne risquaient pas de « limiter le concours de l'Etat au redressement d'Antenne 2 et de FR3 ». M. Jeanneney a tenu à le rassurer. « Pas un sou de l'argent qui sera consacré à Arte ne sera pris sur les dotations d'Antenne 2 et de FR3 », a-t-il indiqué.

Enfin, M. Jeanneney a brossé un bref portrait du candidat qui sera finalement retenu par le CSA, pour le créneau restant libre. Il faudra, a-t-il dit, qu'il ne soit pas en trop violent contraste avec Arte, c'est-à-dire qu'il « réponde aux désirs de formation et de service des citoyens ».

FREDERIC BOBIN

### « Deux femmes de ministre... »

L'incident fut bref mais rageur. Dans une allusion à « l'éthique des journalistes », M. Louis de Broissin (RPR, Côte-d'Or) évoqua le dernier entretien télévisé du président de la République, le 12 avril, avec cinq journalistes, dont Anna Sinclair pour TF1 et Christine Ockrent pour Antenne 2. « Lorsque deux femmes de ministres interviewent le président de la République, dit-il, l'image de la profession n'en sort pas grandie. » La secrétaire d'Etat à la communication ne pouvait pas laisser pareille offense sans réagir. « Je suis choqué par ces propos, répliqua M. Jeanneney. Il est de tradition de ne pas mêler la vie privée des gens avec le jugement que l'on peut porter sur leur vie publique. Ces deux femmes journalistes ont acquis une notoriété dans la profession bien antérieure à leurs choix privés qui ne regardent personne. »

L'affaire n'en resta pas là. M. Jacques Toubon bondit aussitôt et réclama un rappel au règlement. « Ce qui est choquant, lance-t-il, c'est que, comme l'a écrit l'académicien M. Jean d'Ormesson, l'information telle que la conçoivent le président de la République et certains membres de la nomenclature socialiste est une affaire de famille. » Puis l'on écouta M. André Santini (Hauts-de-Seine) qui, sur un ton lyrique, loua le « bruit des rotatives » et « l'odeur de l'encre », dans l'espoir vain de dissiper la rumeur des sarcasmes.

F. B.

## « Télé Maastricht »

par Michel Colonna d'Istria et Yves Mamou

C'EST donc une télévision publique, culturelle et européenne qui occupera les soirées du réseau abandonné par La Cinq en déroute. De ces trois termes, les deux premiers sont sans doute les plus importants, même si M. Jean-Noël Jeanneney met en avant l'esprit de Maastricht pour justifier le choix du gouvernement. Qu'on le veuille ou non, feu La Cinq était, elle aussi, une chaîne européenne tant par ses actionnaires que par ses programmes, américains certes, mais comme beaucoup de chaînes du Vieux Continent. La vraie diffé-

rence est que La Cinq était une chaîne commerciale alors qu'ARTE est une invention politique. La décision a le mérite de la rapidité. Le gouvernement a prêté une franche polémique, y compris avec sa majorité, à l'incertitude et aux spéculations qui minaient l'ensemble de l'audiovisuel.

Comment ce signal politique va-t-il affecter le paysage audiovisuel ? Celui-ci sortira-t-il rééquilibré de l'arrivée d'ARTE sur le cinquième réseau ? Le caractère paradoxal du paysage audiovisuel n'en est pas modifié. Ce renforcement

du secteur public ravit le secteur privé et ne menace pas l'hégémonie de TF1. Contrairement à l'ancienne Cinq, ARTE n'entre en rien en concurrence avec la chaîne du groupe Bouygues (qui accapare la moitié de l'audience à elle toute seule) ou avec M6. En revanche, la compétition est introduite au sein du secteur public, et l'image « culturelle » de FR3 risque d'en pâtir. En outre, bien que des assurances aient été données par M. Jeanneney sur le respect de l'intégrité des ressources financières d'ARTE et de FR3, on ignore encore comment le surcoût de l'opération ARTE - environ 400 millions de francs - sera financé. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter M. Hervé Bourges, président d'ARTE et de FR3.

Autre paradoxe, la décision du gouvernement n'est qu'une demi-décision. C'est à un tiers, en l'occurrence le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), de trouver un occupant pour la partie diurne du réseau de La Cinq (8 heures-19 heures). Si l'organisme de tutelle du monde audiovisuel suit les recommandations du nouveau secrétaire d'Etat à la communication, il devra choisir un projet qui ne soit pas en contraste trop fort avec les programmes d'ARTE, mais qui ne fasse pas d'ombre non plus à Antenne 2 et à FR3 ni à TF1 ou M6. Une tâche aussi compliquée que le paysage audiovisuel français lui-même, compte tenu de l'identité des chaînes et de leurs intérêts divergents. Où trouver des candidats solvables qui ne fassent appel ni à la publicité ni aux ressources de la redevance, déjà bien sollicitées ? Prudent comme à son habitude, M. Jacques Boutet, président du CSA, va entamer au cours des deux prochains mois une série de consultations au sein de l'audiovisuel français.

### Un gouvernement protecteur des arts

Se tâche sera d'autant moins facile que les problèmes secondaires ne manquent pas non plus. Primo, la diffusion d'ARTE en hertzien retire aux réseaux câblés, déjà malades, un produit d'appel. Secundo, le réseau de La Cinq ne couvrant que 80 % du territoire, un Français sur cinq pourra se considérer exclu du droit à la culture télévisuelle.

Auprès de son électorat, le gouvernement peut se targuer d'avoir rétabli - en nombre - l'équilibre entre chaînes publiques et privées. Equilibre rompu par la privatisation de TF1 en 1987. Auprès des milieux culturels, il maintient son image de protecteur des arts et lettres. Au sein du couple franco-allemand, si vital pour le dessin européen, ARTE est un geste de fidélité renouvelée.

Reste un risque : que les publics français et allemands soient peu sensibles à ces arguments ou que « Télé-Maastricht », avec une moitié de programmes venus d'outre-Rhin, ne renforce en France la germanophobie, et en Allemagne la francophobie.

ORLY-NICE		
	6.55	7.55
	8.55	9.55
	10.55	11.55
	12.55	13.55
	14.55	15.55
	16.55	17.55
	18.55	19.55
	20.55	

## DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ETOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE

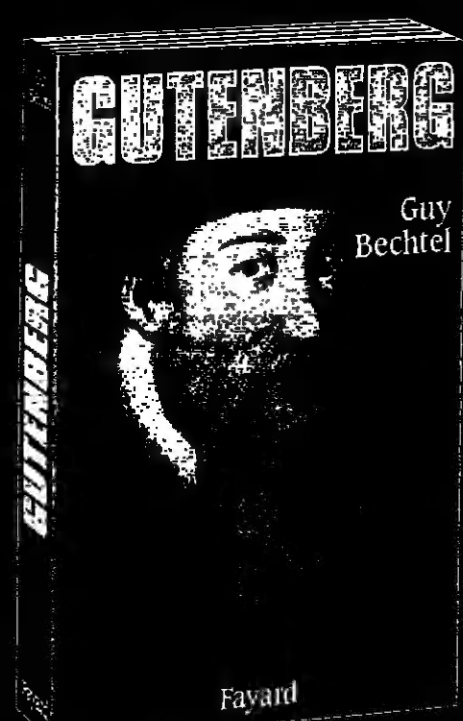
Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et avec son tarif Super Loisirs pour tous à 330 F Aller-Retour. Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER

**AIR INTER**  
L'AVION FACILE

## La révolution de l'imprimerie

Ce livre se lit comme un roman policier. Bechtel prend un malin plaisir à dérouler un plein sac de nouilles... Je vous invite à faire comme moi votre bonheur de la pleine assurance technique de l'auteur.

Pierre Chauvaud, Le Figaro



En digne héritier de l'école des Annales, Guy Bechtel a reconstruit un monde vibrant, passionnant, un monde en pleine mutation intellectuelle, économique et technique, foisonnant de réseaux commerciaux, d'artisans, de manufactures, de trouvailles techniques, un monde où s'amorce la diffusion du savoir et où se fabriquent les outils de la modernité.

Catherine David, Le Nouvel Observateur

Ecrire un nouveau livre sur l'inventeur allemand relève de la gageure, tant sa biographie est entourée d'obscurités ; une telle entreprise risque non d'ajouter, mais d'ôter quelque chose au trésor des connaissances humaines. Guy Bechtel, historien confirmé, germaniste et latiniste, a pourtant tenu le pari et l'a pleinement gagné.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

**FAYARD**



## POLITIQUE

Les débats sur la révision de la Constitution et sur la ratification du traité de l'Union européenne

## Les contestataires du PS et du PC demandent une renégociation des accords de Maastricht

L'opposition de gauche à la ratification, en l'état, des accords de Maastricht est en train de s'organiser. Plusieurs dizaines de personnalités représentatives des courants contestataires qui s'expriment actuellement à l'intérieur du Parti socialiste ou à l'intérieur du Parti communiste viennent de s'associer à d'anciens militants du PS et du PCF mais aussi à des écologistes, des syndicalistes et à quelques individualités autonomes pour lancer une campagne en faveur d'une renégociation des traités que M. François Mitterrand juge « non renégociables ».

Elles ont rendu public, vendredi matin 24 avril, le texte d'un manifeste (lire ci-dessous), signé d'une soixantaine de personnes, qui formule « l'exigence d'une renégociation » en exprimant un double refus : « Nous ne voulons ni rejoindre un cartel des oui qui donne un blanc-seing à la spéculation et à la bureaucratie ni être amalgamés, dans la confusion, à un cartel des non ».

Parmi les premiers signataires de ce texte figurent une quinzaine de parlementaires : cinq députés socialistes proches de M. Jean-Pierre Chevènement et membres du Club Socialisme et République, MM. Jean-Yves Auzier (Paris), Roland Carrez (Côte-d'Or), Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne), Max Gallo, député européen, M. Hélène Mignon (Haute-Garonne), auxquels se sont joints notamment MM. Josi Bateau, maire de Saint-Nazaire, et Didier Motchane, un sénateur socialiste proche de M. Jean Poperen, M. Maryse Bergé-Lavigne (Haute-Garonne), sept députés communistes membres du courant « renégociateur » du PCF, MM. François Asenier, Marcelin Berthelot, Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine), Guy Hermier, Jean Tardito (Bouches-du-Rhône), Robert Mondargent (Val-d'Oise), un sénateur de la même tendance, M. Paul Souffrin, maire de Thionville, tous présents derrière leurs chefs de file au comité central du PCF, MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, anciens ministres, Roland Favaro, conseiller régional de Lorraine, Marcel Trigon, maire d'Arcueil, enfin le maire de Pointe-à-Pitre, M. Henri Bangou, sénateur apparenté communiste de la Guadeloupe, transfuge du Parti communiste gadeloupéen et désormais proche de l'ADS (Alternative-démocratie-socialisme), le mouvement créé à l'initiative des communistes dissidents ralliés à MM. Marcel Rigout, Claude Poperen, Félix Damette, Martial Bourquin, Gaston Vieux, également

signataires. C'est la première fois, au demeurant, que toutes les composantes du front communiste contestataire se retrouvent dans une démarche commune. Outre les « renégociateurs » proches de M. Fiterman, qui œuvrent au sein du PCF, et les « reconstruc-tionnistes » partisans de M. Rigout, qui suivent une ligne indépendante, ce manifeste réunit en effet M. Philippe Herzig, député européen, membre du bureau politique, et d'autres animateurs de la section économique du Parti communiste, tels MM. Paul Boccard et Bernard Marx, qui s'étaient déjà ouvertement démarqués du « non radical » opposé par M. Georges Marchais aux accords de Maastricht.

Mais parmi les signataires apparaissent aussi, pêle-mêle, des militants de la CGT, MM. Jean-Christophe Le Duigou, M. Lydia Brovelli, des « inorganisés » appartenant, comme M. Gisèle Halimi, au mouvement écologiste « Refondations », l'ancien président de la RATP, M. Claude Quin, ainsi que plusieurs

conseillers régionaux écologistes dont le maire de Lutterbach, M. Roger Winterhalter, élu de Génération écologie dans le Haut-Rhin.

Le mouvement des Verts est représenté en force par « ses » présidents de l'Assemblée régionale du Nord-Pas-de-Calais, M. Marie-Christine Blandin, et par quelques-uns de ses têtes de liste aux élections du 22 mars, M. Dominique Voynet (Jura), Jean-Luc Benhamias, Pierre Mathon (Seine-Saint-Denis), Alain Ripst (Seine-et-Marne), Guy Hascot (Nord), etc. « Ce texte n'engage pas les Verts », expliquait M. Voynet, jeudi, dans les colonnes de Libération. Nous sommes plusieurs à l'avoir signé à titre personnel pour mieux faire comprendre nos positions au grand public. » Tous les signataires de ce manifeste ont en effet décidé de mener ensemble campagne en sollicitant d'autres signatures, sans exclure l'organisation de réunions publiques.

ALAIN ROLLAT



## Le texte du manifeste

## « La démarche précipitée de M. Mitterrand enferme les Français dans un piège inacceptable »

Sous le titre « Renégociations Maastricht pour construire une Europe ouverte, démocratique et sociale », le manifeste signé par des contestataires du PS et du PC, ainsi que par quelques dirigeants des Verts, indique :

« Le président de la République vient d'engager le processus de ratification des accords de Maastricht. Il y jette tout son poids personnel, souhaitant créer rapidement une situation irréversible. Cette démarche précipitée enferme les Français dans un piège inacceptable : approuver le traité ou le rejeter en l'état. Notre peuple est délibérément mis hors jeu alors qu'il s'agit de son avenir et de sa souveraineté. Quant aux peuples des DOM-TOM, leur destin sera réglé, une fois de plus, à leur insu. Nous refusons l'enfermement dans ce piège.

« En vérité, ce qui est en jeu, c'est le choix de l'Europe et de la France dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne sommes plus à l'heure des rapts nationalistes. L'interdépendance des économies,

comme des cultures, est une donnée que nous faisons nôtre. Internationalistes et respectueux des identités nationales, nous sommes pour une Communauté européenne démocratique, pacifique, sociale et ouverte à la coopération avec l'ensemble des peuples du continent.

« C'est pourquoi nous ne voulons ni rejoindre un cartel des oui qui donne un blanc-seing à la spéculation et à la bureaucratie, ni être amalgamés, dans la confusion, à un cartel des non. Renégociation est le seul mot d'ordre qui, aujourd'hui, préserve l'avenir.

« La traité de Maastricht prénalisait et aggravait une construction européenne où l'emportent les choix financiers, actuellement prédominants, les inégalités sociales et régionales, l'abaîssement des expressions démocratiques nationales et communautaires, comme des pouvoirs de contrôle des citoyens. Nous nous refusons à accepter la poursuite, et encore moins l'accélération de ces processus.

« Il convient aussi de tirer les conséquences de la situation nouvelle créée par l'effondrement de la coupure entre l'ouest et l'est de l'Europe et saisir la chance de créer un espace nouveau de coopération pour en faire un foyer neuf d'essor social et démocratique.

« La Communauté européenne que nous voulons construire a vocation d'initier une conception nouvelle et maîtrisée du développement où le progrès social et écologique ne soit plus sacrifié au seul critère financier. Il lui revient d'affirmer des objectifs de création d'emplois, de réduction de la durée du travail, d'élargissement de la protection sociale, de coopération avec le tiers-monde, ainsi que de réduction progressive des pollutions et des atteintes aux grands équilibres naturels et cet axe d'autres critères financiers et monétaires.

« Les institutions européennes doivent confier l'essentiel des pouvoirs d'élaboration et de décision aux instances élues - Parlements nationaux, Parlement européen - et

prendre en compte - pour ce qui concerne la France - les problèmes propres aux départements et territoires d'outre-mer. Elles doivent aussi favoriser l'essor d'une nouvelle citoyenneté dans tous les domaines de la vie sociale.

« Nous voulons que l'Europe devienne une terre de paix et de désarmement dans le respect de la liberté de nations construisant ensemble leur sécurité commune et apportant leur contribution à la paix du monde. Nous appelons le peuple français à se mobiliser pour cette construction neuve car elle représente l'avenir.

« Là est le véritable fond du débat qui vient de s'engager. Celui-ci doit être conduit d'urgence dans le pays comme au Parlement et dans les médias de façon pluraliste. Il prime toutes les autres décisions. C'est pourquoi nous réaffirmons l'exigence d'une renégociation.

« Secrétariat des auteurs du manifeste : Revue « M », 209, rue Saint-Maur, 75 010 Paris.

## M. Dumas s'est entretenu avec M. Giscard d'Estaing

Le débat sur le projet de loi de révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, devrait commencer le 5 mai à l'Assemblée nationale. M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, hostile à la ratification, a déposé une exception d'irrecevabilité - dont l'objet est de faire reconnaître que le texte proposé est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles - afin de bénéficier d'un temps de parole pendant le débat.

Une semaine avant le début de la discussion, la commission des lois de l'Assemblée devrait procéder à l'audition, le 28 avril, de M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, de M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, et de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. Ce dernier a entamé des consultations sur « les différents aspects de la procédure en cours », s'entretenant, le 22 avril, avec M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, après avoir rencontré, quelques

jours auparavant, M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat. Le Quai d'Orsay a précisé que M. Dumas recevra les présidents de partis et de groupes du Parlement, ainsi que des personnalités politiques comme M. Raymond Barre.

M. Michel Rocard a réaffirmé, jeudi, au journal de 20 heures de TF 1, sa « pleine adhésion » au traité de Maastricht. Le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Jean Le Garrec (PS), a déclaré qu'il ne faut pas craindre l'union monétaire et a souligné qu'« à l'heure de la mondialisation des échanges, aucune ligne Maginot ne peut tenir ».

L'expression « ligne Maginot » a été utilisée aussi, jeudi, au « Grand O » de la radio locale O'FM et de la Croix, par M. Michel Noir, député (non inscrit) du Rhône, pour caractériser la position de M. Séguin. Le maire de Lyon s'est prononcé, comme M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, pour la création d'une commission permanente et spécifique des affaires européennes à l'Assemblée nationale. Quant à la procédure aboutissant à la ratification, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a déclaré, sur RTL, que « tout peut être fini avant l'été ».

Du côté des opposants, M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, favorable au référendum, écrit, dans un texte publié par l'Humanité Dimanche, hebdomadaire du PCF : « Aller au peuple n'est jamais indigne d'un démocrate. » Dans un entretien publié jeudi par le Quotidien de Paris, M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, précise que le parti d'extrême droite refuse « de participer à cette grande braderie que sont les accords » de Maastricht.

Les monarchistes de l'Action française dénoncent, pour leur part, ce « mauvais coup contre la France ». M. Philippe de Villiers, député (apparenté UDF) de la Vendée, affirme, dans le Figaro de vendredi, que le traité comporte « trois points de corrosion dangereux : l'idée de frontière, l'idée de citoyenneté, l'idée de souveraineté, qui sont diminuées, voire brisées ». Il dit « en avoir assez de ceux qui veulent, à la fois, les voix de la droite et les blâmes de Mitterrand ».

## Un amendement du groupe socialiste à la taxe d'habitation

## M. Auroux propose d'exempter la moitié des nouveaux assujettis à l'impôt départemental

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a adressé une lettre au premier ministre, jeudi 23 avril, dans laquelle il lui soumet une proposition d'amendement à la taxe départementale sur le revenu (TDR). Cet amendement prévoit de dispenser de paiement pendant un an les nouveaux assujettis à la part départementale de la taxe d'habitation lorsque le montant de leur cotisation est inférieur ou égal à 700 francs. Ce non-recouvrement de taxe devrait toucher plus de la moitié des nouveaux assujettis (estimés à 840 000).

Les députés socialistes, qui recherchent toujours un compromis avec le gouvernement, n'ont donc pas tenu compte de la fin de non-recueil que leur avait indirectement adressée, le 23 avril, le ministre du budget, M. Michel Charasse, en déclarant : « L'ensemble du système est enclenché, on ne peut plus aménager techniquement la réforme » (le Monde du 24 avril). En présentant leur amendement, dont le coût est évalué à plus de 300 millions de francs, les députés n'ont pas voulu entendre, non plus, l'avertissement de M. Charasse, qui s'était déclaré défavorable à toute modification susceptible d'entraîner « une charge de trésorerie que le budget de l'Etat ne peut pas supporter ».

Cette détermination des parlementaires socialistes en faveur de leur réforme continue d'irriter fortement à Matignon et à Bercy, où l'on estime qu'au-delà des difficultés de mise en œuvre technique l'amendement du PS ne limite pas l'effet négatif de la réforme auprès de l'opinion publique, à quelques mois des élections législatives. C'est moins, en

effet, la réaction des nouveaux assujettis qui inquiète Matignon que celle des contribuables (cadres supérieurs, professions libérales), dont la part départementale de taxe d'habitation va croître très substantiellement du fait du nouveau mode de calcul de la cotisation.

P. R.-D.

## Pour la présidence du CNI M. Barbier concurrence M. Briant

Le Centre national des indépendants (CNI) réunira son comité directeur, samedi 25 avril à Paris, et il procédera au renouvellement de ses instances. M. Yvon Briant, député européen et président sortant du CNI, demandera la prolongation de son mandat, mais il aura un concurrent, M. Bernard Barbier, sénateur (républicain et indépendant) de la Côte-d'Or, maire de Nuits-Saint-Georges.

Ancien président de l'UDF de Côte-d'Or, ancien conseiller général et vice-président du mouvement, M. Barbier a le soutien, dans son entreprise, de l'autre vice-président du CNI, M. M. Bebevolesse, sénateur (apparenté RPR) du Pas-de-Calais. Tout en se disant proche de M. Philippe de Villiers, qui est farouchement opposé au traité de Maastricht, M. Barbier ne marque pas d'hostilité à la construction européenne si, toutefois, il obtient des « apaisements sur certains points ». On le dit en bons termes avec M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, qui vise la présidence de cette Assemblée.

O. B.

## M. Puech reste à la tête de l'Assemblée des présidents des conseils généraux

M. Jean Puech, président (UDF-PR) du conseil général et sénateur de l'Aveyron, a été reconduit, jeudi 23 avril, à la présidence de l'Assemblée des présidents des conseils généraux (APCG), pour une durée de deux ans. Il occupe ce fauteuil depuis 1983. Seul candidat à sa propre succession, il a obtenu 62 voix sur 65, et trois bulletins blancs.

L'APCG a renouvelé ses instances, comme après chaque élection cantonale partielle. Le bureau compte treize vice-présidents (9 UDF, 3 RPR, 1 divers droite). M. Michel Barnier (RPR, Savoie) devient secrétaire général, en remplacement de M. André Georges Voisin (app. RPR, Indre-et-Loire), battu aux dernières élections. Il est en outre responsable d'une nouvelle commission sur l'environnement.

M. Puech a précisé que cinq sièges ont été laissés vacants pour les présidents de conseils généraux membres de la majorité présidentielle. Ces élus ont quitté, en 1990, l'APCG, qu'ils jugeaient trop partisans, pour fonder leur propre groupement, l'Association des départements de France, dont l'activité est, toutefois, restée lettre morte.

M. Puech a déclaré que dix d'entre eux adhèrent à l'APCG, « à titre individuel ». La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) conteste cette affirmation, et précise que les présidents de conseils généraux de gauche ne réintègreront pas l'APCG. L'Association des départements de France devrait constituer un bureau définitif en mai, et présenter une liste distincte aux élections du Comité des finances locales.

## DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.

Cette semaine, au sommaire :

Les secrets des banquiers de province.

Impôts locaux : Bérégovoy fait plier le PS.

Baromètre : les directeurs financiers sont optimistes.

Télécommunications : le câble enfonce le satellite.

Achetez votre appartement aux enchères !

ECONOMISTE

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !





EDUCATION

Après les décisions de M. Lang

## Les étudiants et les enseignants accueillent favorablement la «suspension» de la réforme universitaire

C'est avec soulagement qu'une partie des étudiants a accueilli la décision du ministre de l'Éducation nationale et de la culture de «suspendre» le projet de rénovation pédagogique des premiers cycles universitaires (le Monde du 24 avril). L'UNEF-SE (proche des communistes) se félicite du «retrait du projet Jospin (...) obtenu grâce au mouvement étudiant». Elle souhaite que les mesures que devrait annoncer M. Jack Lang dans les prochains mois «prennent en compte les revendications des étudiants». Le CELF (proche de l'UDF) et l'UNI (proche du RPR) estiment pour leur part que la suspension «n'est pas suffisante». Ces deux organisations souhaiteraient le retrait inconditionnel du projet.

«La non-application de la réforme pour la rentrée 1992 est une mesure de bon sens», indique M. Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID (proche du PS). Il estime toutefois que cette «suspension» «comporte un risque de voir cette réforme disparaître dans les méandres de la réforme universitaire et de la préparation des élections législatives de mars 1993». La Coordination des étudiants en arts de Saint-Charles (Paris-1), très mobilisée contre le projet de réforme universitaire, qualifie d'«attentiste» la position du ministre et réclame «l'examen sérieux des revendications étudiantes avec le concours des principaux concernés».

M. Michel Rocard a affirmé qu'«un problème reste» et qu'«il faudra bien le traiter». L'ancien premier ministre a ajouté qu'«il n'y a pas de grande réforme qui ne passe pas à un moment par une décision, réglementaire ou législative». Dans l'opposition, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a qualifié la décision de M. Lang de «réaction de prudence et de décision de sagesse». M. Armand Pichon, secrétaire national chargé de l'éducation au RPR, estime que «rien n'est changé sur le fond».

### Critiques pour la première et la terminale

Concernant la rénovation des lycées, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) «enregistre avec satisfaction» les décisions annoncées à propos de la classe de seconde. En revanche, «les intentions sont moins nettes» pour les classes de première et de terminale. «Le ministre veut-il maintenir le système hiérarchisé d'aujourd'hui?», interroge la FEN.

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), deuxième syndicat de la FEN, majoritaire dans les lycées, estime pour sa part que le ministre de l'Éducation ne propose «aucun changement significatif» et qu'il se répond «ni à la demande d'une troisième option facultative, ni à la demande d'une meilleure dotation horaire des heures dites de

«module», ni à la meilleure identification des classes technologiques». En outre, en ce qui concerne les classes de première et de terminale, le SNES condamne «la précipitation» du ministre.

De son côté, le Syndicat national des lycées et collèges (SNCL-FO) souhaite que la réforme des classes de seconde s'inscrive «le même sort que celle des universités». Quant au Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), il exprime sa «stupéfaction» devant la décision de M. Jack Lang de maintenir les dispositions prévues pour la classe de seconde, et il réclame «l'introduction officielle» d'une troisième option.

Les parents d'élèves sont dans l'ensemble satisfaits des décisions annoncées jeudi 23 avril. Pour la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), M. Lang «assure la continuité de la politique éducative» engagée. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) s'estime globalement «satisfaite», mais elle craint que les décisions sur la rénovation des classes de première et de terminale ne soient «repoussées pour apaiser les troupes».

RELIGIONS

## Mort de Mgr Fan Xueyan chef de file de l'Eglise clandestine de Chine

Mgr Pierre-Joseph Fan Xueyan, chef de file de l'Eglise catholique clandestine de Chine, est mort jeudi 16 avril, en détention dans un lieu non précisé où les autorités l'avaient envoyé après sa dernière arrestation en novembre 1990. Né le 29 décembre 1907, ordonné prêtre en 1931, P. J. Fan Xueyan devient évêque sept ans plus tard, à Baoding dans la province de Hebei. Il est l'un des derniers évêques de Chine nommés par l'Église.

Refusant de collaborer avec le pouvoir communiste qui a créé l'Association patriotique des catholiques chinois, il reste en prison de 1958 à 1979. Réintégrant son évêché, il ordonne secrètement trois évêques et quelques prêtres, mais il est à nouveau arrêté en 1982 pour ses relations avec le Vatican, puis libéré cinq ans plus tard à la suite de pressions internationales.

Mgr Fan Xueyan jouissait d'un grand prestige chez les catholiques de Chine. Il avait été élu président de l'épiscopat, le 21 novembre 1989, lors d'une réunion des évêques clandestins à laquelle il ne participait même pas. Quelques jours plus tard, tous les membres de cette réunion clandestine et Mgr Fan Xueyan étaient à nouveau arrêtés. (Eglises d'Asie.)

POLICE

## Dépannage et corruption de policiers

La concurrence fait rage entre les sociétés de remorquage qui dégagent les véhicules immobilisés sur la voie publique à la suite d'un accident, d'un vol ou d'une panne. Mais certains dépanneurs ont faussé le jeu dans certains arrondissements de la capitale : moyennant une commission à des policiers complices, ils ont été avertis prioritairement de la présence de véhicules réquisitionnant leur intervention.

Gêné par cette concurrence déloyale, un dépanneur a dénoncé les «ristournes» versées par ses concurrents aux agents de la force publique. La plainte a donné lieu à une enquête de l'inspection générale des services (IGS), qui s'est penchée sur les «conditions d'enlèvement des véhicules immobilisés sur la voie publique». Une information judiciaire pour «corruption de fonctionnaires» a été confiée à M. Annie Grenier, juge d'instruction à Paris, et le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, a demandé que l'enquête «débouche dans les meilleurs délais».

E. In.

JUSTICE

Les réactions à l'arrêt concernant Paul Touvier

## Deux avocats refusent de plaider devant la chambre d'accusation

Dix jours après l'arrêt de la première section de la chambre d'accusation de Paris concernant Paul Touvier, le tumulte provoqué par la décision ne s'est pas apaisé. Jeudi 23 avril, deux avocats du barreau de Paris ont refusé de plaider devant les trois magistrats ayant rendu l'arrêt contesté. Alors qu'une quarantaine de leurs confrères, venus apporter leur soutien, quittaient la salle pour respecter le secret de la procédure d'instruction, M. François Cotta et André Catala annonçaient aux juges leur refus de plaider en leur remettant une lettre d'explication.

Dans cette lettre, les deux avocats exposent notamment : «Nous ne plaiderons pas devant vous (...). Vous avez rendu, il y a quelques jours, un déjà célèbre arrêt Touvier : vous êtes libres de votre décision et elle n'est critiquable par personne. Par contre, vous avez, l'espace d'un arrêt, abandonné votre rôle de magistrat pour vous ériger en historiens (...). Vous avez donné de l'Histoire une version qui nous semble dénuée de toute objectivité. De ce fait, nous ne retrouvons plus devant vous la nécessaire confiance entre magistrats et avocats qui, seule, nous permet d'assurer le fonctionnement normal de la justice».

Par notre démarche, nous tenons à vous convaincre que, si la France devait connaître des périodes où l'idéologie nazie deviendrait à nouveau idéologie d'Etat, les avocats resteraient fidèles à leur serment.

### «Menaces physiques intolérables»

Cette attitude a été désavouée par le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, M. Georges Flécheux. «Je regrette que des avocats participent à une opération de destruction de l'Etat de droit», a-t-il déclaré à l'AFP, en rappelant : «Les magistrats ont été l'objet de menaces physiques intolérables. On a montré leur domicile, on a interrogé leurs familles (...). Les réactions qui visent à mettre en cause des magistrats qui ont prononcé une décision régulière sur le plan formel et à les menacer sont intolérables».

Le bâtonnier s'est refusé à commenter une décision de justice rendue dans une affaire qui pose «un problème de fond difficile, complexe, pénible», en concluant : «La justice est suffisamment malade pour qu'on n'y ajoute pas».

MAURICE PEYROT

EN BREF

Retour au calme à la maison d'arrêt d'Amiens. - Le calme était revenu, vendredi matin 24 avril, à la maison d'arrêt d'Amiens (Somme), après l'insurrection des forces de l'ordre pour réprimer un début de révolte. Jeudi soir, pour protester contre un refus de sortie opposé à l'un d'eux, une cinquantaine de détenus avaient allumé dans une cour de la prison un feu dégageant une épaisse fumée. Des dizaines d'autres s'étaient mis à jeter des matelas, des couvertures et des draps enflammés par les fenêtres de leurs cellules. L'intervention d'une compagnie de CRS, à la demande du directeur de la prison, a provoqué un bref affrontement. Selon la police, elle n'aurait fait aucun blessé. Quatre cent quatre-vingt personnes sont détenues à la maison d'arrêt d'Amiens, pour une capacité d'accueil de trois cents places.

Deux maires mis en cause dans le dossier Boucheron. - La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné, mercredi 22 avril, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour instruire un dossier dans lequel trois élus socialistes, M. André Labarrière, maire de Pau (Pyrénées-Atlantiques), Serge Lamaison, maire de Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), et Jean-Michel Boucheron, ex-maire d'Angoulême (Charente), sont «susceptibles d'être inculpés» de recel d'usage de faux et de recel d'abus de biens sociaux. Il ne s'agit pas d'un nouveau dossier à proprement parler, mais d'un nouveau développement du dossier Boucheron, instruit depuis plus d'un an à Paris par le juge Guy Joly.

La mort de Thomas Claudio : le parquet fait appel. - Le parquet a fait appel, jeudi 23 avril, d'un jugement du tribunal correctionnel de Lyon relaxant un policier qui avait comparu le 17 mars pour «homicide involontaire» à la suite de la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, Thomas Claudio, en octobre 1990 à Vaulx-en-Velin (Rhône). Le tribunal avait relaxé le brigadier Hervé Oriol tout en condamnant Laurent Assébillé, conducteur de la moto sur laquelle avait pris place Thomas Claudio, à trois mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve (le Monde du 16 avril). Après la mort de Claudio, survenue lors d'une collision entre la voiture de police conduite par Hervé Oriol et la moto, le policier et le motard avaient été inculpés d'homicide involontaire. La mort du jeune homme avait, par ailleurs, entraîné une vague de violence dans les cités de Vaulx-en-Velin.

Un journaliste inculpé pour une enquête consacrée au meurtre d'une enfant. - M. Jean-Paul Pradier, journaliste au Nouveau Détective, a été inculpé de faux et usage de faux, mercredi 22 avril à Metz (Moselle), à cause d'un article publié en avril 1989 dans lequel il affirmait innocenter Christian

Giacchetto, l'homme accusé d'avoir violé et égorgé la petite Christelle, trois ans, en février 1989. L'article citait les propos de «quatorze témoins qui innocenteraient Giacchetto». «Il est rarissime qu'un journaliste soit poursuivi pour fabrication de pièces et utilisation», a déclaré l'avocat de M. Jean-Paul Pradier, qui a souligné la «bonne foi» de son client.

Le pèlerinage anti-avortement au camp d'Auschwitz a été interdit. - L'Union nationale pour une Europe chrétienne (UNEEC), qui regroupe des catholiques traditionalistes et des militants d'extrême-droite, notamment de France et de Belgique, a visité, mercredi 22 avril en Pologne, le camp de concentration d'Auschwitz, mais la manifestation contre l'avortement qu'elle avait projetée sur ce lieu (le Monde du 4 avril) a été interdite. Les pèlerins n'ont pas pu entrer non plus dans le cimetière contesté, situé à la limite du camp. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) était intervenu auprès des autorités et de l'Eglise polonaise pour obtenir cette interdiction, et son président, M. Jean Kahn, a rendu publics, le 23 avril, ses remerciements.

M. Guy Paillotin nommé président du CIRAD. - M. Guy Paillotin a été nommé par décret en conseil des ministres, mercredi 22 avril, président du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Il remplace à ce poste M. Jacques Poly, président du CIRAD depuis sa création en 1984 et aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans. Administrateur général adjoint du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) depuis 1989, M. Paillotin est aussi président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) depuis août 1991.

TENNIS : tournoi de Monte-Carlo. - Le Français Arnaud Boetsch a éliminé l'Espagnol Emilio Sanchez (4-6, 6-1, 6-2), jeudi 23 avril, au troisième tour du tournoi de tennis de Monte-Carlo. Arnaud Boetsch reste ainsi le dernier joueur français encore en lice puisque Guy Forget n'a pu résister à l'Autrichien Thomas Muster (7-6 [7-3], 4-6, 6-3). La journée a été marquée par l'élimination de l'Allemand Boris Becker (tête de série n° 1) face à l'Américain Aaron Krickstein (6-1, 6-4). En quart de finale, ce dernier a battu le Russe Andreï Chesnokov (6-1 ; 7-6). Quant à Arnaud Boetsch, il devait être opposé à l'Allemand Carl-Uwe Steeb, qui a dominé le Sud-Africain Wayne Ferreira (6-2, 6-1).

VOILE : Coupe de l'America. - New-Zealand a accompli son avantage en battant le Moro-di-Venezia de 2 minutes 26 secondes, jeudi 23 avril à San-Diego, dans la quatrième régale de la finale des chal-

lengiers de la Coupe de l'America. Partis en tête, les Néo-Zélandais ont profité des conditions favorables à leur bateau (vent bien établi de 8 à 10 nœuds et mer plate) pour augmenter régulièrement leur avance à chaque bouée. La surprise est venue de la finale des défenseurs où, après trois tentatives consécutives, Dennis Conner et son vieux Stars-and-stripes ont battu l'America-3 de 39 secondes. New-Zealand et America-3 mènent donc sur le même score de trois victoires à une, mais cinq victoires suffisent pour devenir challenger de la Coupe de l'America, alors que sept victoires sont nécessaires pour être désigné défenseur.

Rectificatif. - Dans la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel du dimanche 19 avril (le Monde du 22 avril), il fallait lire :

Est nommé chevalier au titre du ministère de l'économie et des finances : M. Pierre Lemas, directeur général adjoint de banque, et non pas : M. Pierre, Alexis, comme indiqué par erreur.

INTÉGRATION

## Scission à France Plus

La scission entre l'association France Plus et le responsable de son comité parisien, M. Farid Smahi, vient d'être consommée avec la création par ce dernier d'une nouvelle structure, baptisée Arabisme et francité (1).

M. Smahi s'était déjà démarqué de France Plus en publiant dans le Quotidien de Paris une tribune dénonçant l'ostentation des partis politiques à l'égard des beurs et la «confusion» entre «bonnes familles françaises d'origine immigrée» et «étrangers plus ou moins marginaux, délinquants». Cette fois, il rompt totalement en fondant une association qui vise à promouvoir les «Arabes de France» sur les plans «civique, culturel et social», qualifiant au passage France Plus de «boîte à envoyer des communiqués de presse et à recevoir des subventions officielles».

M. Smahi affirme que plus de cinq cents adhérents de France Plus en Ile-de-France le suivent dans sa démarche. A la veille d'une réunion nationale de son mouvement à Strasbourg, M. Arezki Dahmani, président de France Plus, dément catégoriquement cette assertion en observant que les objectifs de M. Smahi sont en contradiction avec les conceptions de son association. Cette querelle, comparable à celles que le mouvement beur connaît régulièrement, illustre une nouvelle fois la difficulté des jeunes issus de l'immigration à se donner des représentants reconnus.

(1) «Arabisme et francité», 6, avenue Docteur de la Brunerie, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-20-14-93.

DÉFENSE

Pour la première fois

## Français et Allemands créent une force navale temporaire en Méditerranée

Du 14 mai au 5 juin, des unités de la marine française et de la marine allemande vont participer, pour la première fois, à une série d'exercices conjoints en Méditerranée. En temps normal, la Bundesmarine ne s'aventure pas dans cette zone. Elle l'a fait épisodiquement durant la guerre du Golfe, en détachant en Méditerranée quelques bâtiments pour suppléer des forces navales alliées qui avaient été envoyées par l'ONU au Proche-Orient pour y superviser le contrôle de l'embargo.

Durant trois semaines, sept patrouilleurs lance-missiles et deux bâtiments de soutien allemands, partis de Kiel, feront des exercices en mer et des escales dans plusieurs ports méditerranéens. Cette manœuvre sera placée sous le contrôle opérationnel du vice-amiral d'escadre Michel Trépier, préfet maritime de Toulon et commandant en chef en Méditerranée.

A l'état-major de la marine nationale, on explique que la création d'une formation navale franco-allemande temporaire en Méditerranée correspond, dans le domaine maritime, à d'autres initiatives de coopération militaire

entre les deux pays. A l'instar de la brigade puis d'un corps d'armées conjoints dans le secteur terrestre, les deux marines de guerre projettent à leur tour, et de façon régulière, de mener des opérations communes dans les eaux françaises et dans les eaux allemandes.

C'est la première fois que la Bundesmarine va déployer autant de moyens - aux côtés de la France - en Méditerranée. On sait (le Monde du 11 avril) que la Bundesmarine a, pour la première fois, accepté d'intégrer, à la fin du mois d'avril, un escorteur lance-missiles à une flotte permanente de l'OTAN en Méditerranée, qui sera composée de navires de huit pays (à l'exception de la France). Il s'agit du Bayern, équipé de missiles mer-mer Exocet. Le PC de cette force navale alliée sera à Naples. Cette double activité traduit la volonté de la marine allemande d'évoluer désormais loin de ses atterrages.

## Manifestations contre la restructuration des armées

A l'appel des syndicats, une série de manifestations en province a eu lieu, jeudi 23 avril, pour protester contre les implications locales du plan de M. Pierre Joxe de «remodelage» des sites militaires. La mobilisation des personnels concernés a été particulièrement sensible en Bretagne (notamment à Brest et à Lorient), en Normandie (à Cherbourg), dans le Centre (à Orléans) et en Aquitaine (à Bordeaux, Saint-Médard-en-Jalles et à Cazaux).

Les manifestations (défilés ou arrêts de travail sur place) visaient le sort d'établissements de la Délégation générale pour l'armement et des services dans les armées. A Paris, les organisations représentatives de la défense ont été reçues au ministère de la défense pour une première réunion de l'instance de concertation sur les restructurations projetées. Le ministère de la défense a plaidé pour une formation accrue et une mobilité des salariés touchés par cette profonde réforme du dispositif militaire.

**LE PORTUGAL A PARTIR DE 1570F\* A-R**

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.



**AIR PORTUGAL**

\*Tarif valable au départ de Bordeaux, à Toulouse, à partir de 1500F A-R au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tag Air Portugal ou de votre agent de voyages.

chaque jour davantage

DE QUOI IDRE DES DECISIONS PAS DES LECONS.



## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Les relevés du satellite COBE exploités par la Société de physique américaine

## Le voile se lève sur l'origine de l'Univers

Ce ne sont que de légers nuages filandreux, que d'infimes variations de température - trente millionnièmes de degrés - dans un vide où règne une température globale de 3 degrés Kelvin (-270°C). Mais ils lèveront peut-être le voile, d'ici à la fin du siècle, sur la formation de l'Univers. Annoncés jeudi 23 avril, à Washington, lors d'une réunion de la Société de physique américaine, les résultats du satellite américain COBE (Cosmic Background Explorer), s'ils se confirment, pourraient constituer la « découverte majeure du siècle », voire « l'une des plus importantes de l'histoire des sciences ». Car ces lambeaux de matière, les plus anciens connus dans le cosmos, se sont sans doute formés il y a quinze milliards d'années, quelques centaines de milliers d'années seulement après le Big Bang.

COBE, satellite de la NASA lancé en novembre 1990, est l'instrument le plus sensible jamais construit pour étudier la naissance de l'univers. Truffé de capteurs à infra-rouges et à micro-ondes, il traque depuis trois ans, à 900 kilomètres d'altitude, le Saint-Graal de la cosmologie : les témoignages physiques du Big Bang, cette gigantesque explosion de matière et de lumière que l'on suppose être survenue il y a environ quinze milliards d'années, et dont serait né, en quelques milliards d'années supplémentaires, l'ensemble des corps célestes que nous connaissons aujourd'hui.

## Une nouvelle source de perplexité

De ce voyage aux confins du passé, COBE avait ramené, très vite, un fabuleux trésor : une lumière fossile déduite des données enregistrées par son spectrophotomètre, mieux connue des scientifiques sous le nom de « rayonnement cosmologique du corps noir à trois degrés » (1). Un bruit de fond thermique représentant la seule signature tangible de l'explosion originelle, ou plus exactement de ce qu'il en resta 300 000 ans plus tard, lorsque la matière devint suffisamment fluide et l'univers suffisamment transparent pour que la lumière puisse s'y propager librement.



En enregistrant ce rayonnement venu du fond des temps, COBE, en quelques mois, confirmait ainsi des décennies de travail théorique (le Monde du 4 avril 1990). Il offrait également aux astrophysiciens une nouvelle source de perplexité, comme une fausse note dans le concert de nos origines. La température de ce corps noir, enregistrée avec une précision d'environ un centième de degré, semblait en effet être rigoureusement la même en tout point de l'univers. Une uniformité qui contredisait sérieusement, pour les scientifiques, la suite des événements imaginés pour expliquer la constitution ultérieure du cosmos.

« Avec ses étoiles groupées en galaxies et ses galaxies réunies en amas, l'univers que nous connaissons aujourd'hui est extraordinairement structuré », rappelle Jean-Louis Puget, astrophysicien à l'Ecole normale supérieure de Paris. « Pour expliquer la formation de ces galaxies, il faut imaginer que se sont produites, en des temps très reculés, des fluctuations de densité qui ont permis à la matière de s'effondrer sous son propre poids. » Ainsi, selon cette théorie, COBE aurait-il dû enregistrer dans la distribution du rayonnement fossile une certaine hétérogénéité, témoin des perturbations survenues dans l'univers au cours des premiers temps de son existence.

nées-lumière), entourées d'une matière légèrement moins dense.

« La structure de l'univers la plus ancienne et la plus importante découverte à ce jour », selon l'astrophysicien George Smoot (Lawrence Berkeley Laboratory, Californie), puisque ces vagues de nuages, qui couvrent les deux tiers de l'univers connu, se situeraient à quinze milliards d'années-lumière de nous.

« Si cette découverte se confirme à l'issue d'études complémentaires, ce sera l'une des plus importantes de la physique », affirme le physicien Joel Primack (université de Californie de Santa-Cruz). COBE n'a pas terminé son travail (sa mission ne devait durer que deux ans, mais ses récepteurs radio continuent de fonctionner), et le dépouillement complet de ses données prendra encore plusieurs années. Mais les théoriciens, dès aujourd'hui, se vont pas masquer de s'emparer de ces données, qui confirment la validité du modèle du Big Bang.

CATHERINE VINCENT

(1) Ce rayonnement doit son nom au fait que son spectre est celui d'un corps noir (un émetteur parfait), dont la température est voisine de 3 degrés Kelvin.

## Un véhicule spatial russe vendu aux enchères

Un véhicule spatial russe a été acquis aux enchères jeudi 23 avril pour 1 million de francs par un industriel d'Indre-et-Loire, M. Georges Lancelin, qui compte le faire tourner en France dans le cadre d'une exposition consacrée à « la Russie, de Spoutnik à nos jours ».

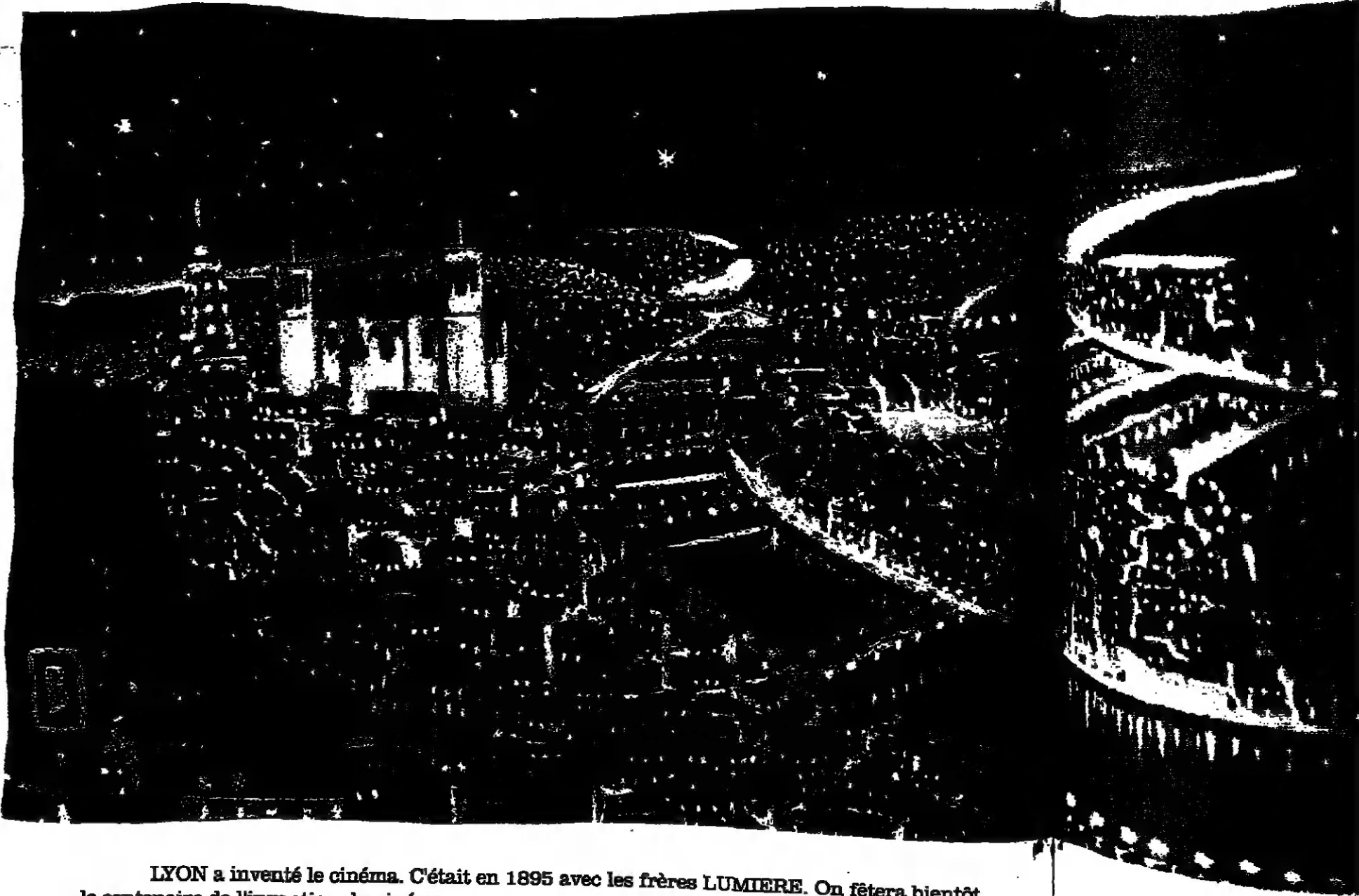
Il s'agit du module de rentrée d'un satellite récupérable Photon qui, selon son vendeur, a effectué un vol dans l'espace du 11 au 27 avril 1990. Cette sphère de 2,30 mètres de diamètre et d'une masse de 2,3 tonnes porte effectivement des traces de brûlures qui peuvent avoir été causées par l'échauffement d'une rentrée dans l'atmosphère.

Cette vente, effectuée par M. Poulin et Le Fur, témoigne, s'il en était besoin, de la situation qui règne actuellement en Russie. Le vendeur, un homme d'affaires de la banlieue parisienne travaille dans l'import-export avec les pays de l'ex-URSS, et déclare vouloir utiliser cette opération pour marquer le lancement d'une société visant à commercialiser en Occident les services d'industriels russes et d'Asie centrale.

L'engin, qui se trouvait en France depuis novembre dernier, a été reconduit vendredi matin à Garonor pour y être dédouané, a affirmé son nouveau propriétaire.

□ Mort du physicien italien Gian Carlo Wick. - Le physicien italien Gian Carlo Wick est mort à Turin à l'âge de quatre-vingt-deux ans, indique jeudi 23 avril la presse italienne. Il était l'un des derniers survivants de l'école de « via Panisperna » à Rome qui, autour d'Enrico Fermi, apporta dans les années 30 une importante contribution aux recherches théoriques qui aboutirent à la maîtrise de

l'énergie nucléaire, en compétition-coopération avec les équipes de Frédéric et Irène Joliot-Curie à Paris, Otto Hahn à Berlin et Niels Bohr à Copenhague. Né à Turin le 15 octobre 1909, Gian Carlo Wick avait quitté l'Italie en 1946 pour les Etats-Unis. Il y poursuivit ses recherches et enseigna aux universités de Berkeley (Californie) et Columbia (New-York). Un théorème porte son nom. - (AFP).

Lyon a inventé le cinéma  
Aucune ville ne fera jamais autant pour fa

LYON a inventé le cinéma. C'était en 1895 avec les frères LUMIERE. On fêtera bientôt le centenaire de l'invention du cinéma.

Aujourd'hui, d'autres grandes parties se jouent à Lyon avec des leaders nationaux et internationaux\* de l'Economie, des Affaires et de la Recherche. Aujourd'hui plus que jamais, Lyon est dans toutes les grandes consultations : dernière en date, la localisation de la Banque Centrale Européenne. Elle pourrait bien rejoindre tous ceux qui ont choisi de s'implanter à Lyon : le siège mondial d'Interpol, Euronews, la future chaîne d'information télévisée européenne... Et tous ceux qui ont de grandes parties à gagner en Europe. Tous ceux qui agissent et font rêver le monde.

\*Si vous voulez savoir pourquoi ils ont choisi de s'installer à Lyon, contactez l'ADERLY Association pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise  
Tél : (33) 78 40 57 50 - Fax : (33) 78 40 57 35

## MÉDECINE

L'affaire du sang contaminé

## M. Edmond Hervé était-il informé de l'inquiétude de certains médecins ?

La lecture comparée de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel des quatre inculpés de l'affaire de la contamination des hémophiles et du réquisitoire du parquet (le Monde du 23 avril) conduit à s'interroger sur les circonstances dans lesquelles avait été élaboré l'arrêt du 23 juillet 1985 sur le non-remboursement des produits non chauffés par la Sécurité sociale.

M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé, avait-il, au début du mois de juillet 1985, été tenu personnellement informé des inquiétudes formulées par certains médecins qui venaient d'apprendre qu'un arrêté ministériel risquait de reporter au 1<sup>er</sup> octobre le non-remboursement des produits non chauffés ? Dans son ordonnance de renvoi, M<sup>me</sup> Sabine Foulon révèle que, le 5 juillet 1985, le professeur Boneu (Toulouse) avait écrit au professeur Jean Ducos, directeur du centre régional de transfusion sanguine de Toulouse et président de la Société nationale de transfusion sanguine, en ces termes :

« Il a été envisagé d'interdire la délivrance de produits non chauffés à partir d'octobre 1985, en raison du risque de contamination virale. Il paraît inacceptable de continuer aujourd'hui de le faire, sous prétexte que la disponibilité française est insuffisante. Ma conscience professionnelle me dicte qu'il est nécessaire d'interdire dès aujourd'hui la délivrance de produits non chauffés pour tous les hémophiles, qu'ils aient importé massivement, et de façon transitoire, pendant un ou deux mois, les produits chauffés auxquels les hémophiles peuvent prétendre, en attendant que le réseau transfusionnel français soit autosuffisant... En conséquence, je vous demande de faire état de cette lettre auprès des autorités compétentes pour que la distribution des produits non chauffés soit immédiatement arrêtée »

au profit des produits chauffés de fabrication étrangère. » M<sup>me</sup> Foulon ajoute - point essentiel - que le professeur Ducos « a transmis cette lettre à M. le secrétaire d'Etat à la santé, le 11 juillet 1985, en disant entre autres : « Je crains que nous ne puissions facilement faire admettre aux hémophiles LAV + qu'ils peuvent recevoir actuellement, et pour quelques mois encore, des produits non chauffés. Qu'arrivera-t-il si la production française de produits chauffés n'est pas suffisante pour suivre la demande ? » »

Cet échange de courrier n'est nullement évoqué dans le réquisitoire du parquet. Dans son rapport, M. Michel Lucas, « patron » de l'inspection générale des affaires sociales, écrivait à ce propos que « la réaction indignée du professeur Boneu » était restée « isolée » et « n'avait pas été portée à la connaissance du ministre ». « Ce courrier, adressé le 5 juillet au professeur Ducos, ajoutait M. Lucas, a été transmis à une date non précisée à la direction générale de la santé, qui l'a remis, le 30 août, au CNTS, afin de connaître l'avis du groupe d'experts placé auprès du comité de l'hémophilie. »

Le professeur Ducos nous a déclaré ne jamais avoir reçu de réponse de M. Edmond Hervé, et M. Hervé nous a indiqué ne jamais avoir eu connaissance de ces courriers. Le 24 juillet, le Journal officiel publiait un arrêté, signé la veille, de MM. Gaston Rimareix, directeur du cabinet de M. Hervé, et Charles-Henri Filippi, directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix, qui autorisait de facto l'usage des produits non chauffés - et donc potentiellement contaminants - jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1985.

J.-Y. N. et F. N.

كتاب الفصحى



SOCIÉTÉ

Le naufrage de la science russe

II. - L'Occident à la rescousse

Après les chercheurs hésitant entre l'émigration et la reconversion (le Monde du 24 avril), nous poursuivons notre enquête sur la fuite des cerveaux dans l'ex-URSS. Ce second volet traite des initiatives d'aides occidentales.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les chercheurs de la région désignée longtemps sous le nom d'Akademgorodok (Académie-ville). Et il est vrai que les six instituts scientifiques et techniques alignés sur quelques kilomètres de route nationale construite avec une vingtaine de PME, l'unique source d'emplois pour les mille habitants de la ville de Troïtsk, à 10 kilomètres de Moscou. Des employeurs bien dévoués. Il n'est pas rare que des chercheurs soient payés avec plus d'un mois de retard, et la municipalité estime que « l'aide humanitaire » sera encore nécessaire pour que la population puisse passer l'hiver prochain.

La situation n'empêche pas Oleg Tumanov, secrétaire scientifique de l'Institut de spectroscopie, de faire preuve d'un optimisme à toute épreuve. « L'ouverture à l'Ouest nous permettra de faire de Troïtsk une technopole, à l'image de votre

Sophia Antipolis. D'ailleurs, les banques françaises sont intéressées. » Vladimir Blank, sous-directeur de l'Institut Vereshagin, qui fabrique notamment des diamants artificiels, est nettement moins optimiste. « Nous avons été contactés par beaucoup d'aventuriers qui voulaient avant tout piller notre technologie, affirme-t-il. Quant au représentant des banques, il est venu nous voir il y a deux ans, et nous n'en n'avons plus entendu parler depuis. » Où est la vérité ? Sans doute entre ces deux extrêmes.

« Les Russes jouissent de la meilleure formation au monde en mathématiques théoriques et appliquées », estime Jacques-Louis Lions, président du Centre national d'études spatiales (CNES), et mathématicien français au nom. « Leurs informaticiens, eux, par ailleurs, développent un savoir-faire remarquable en matière de programmation et de logiciels, qui leur a permis de compenser en partie le retard technologique de leurs ordinateurs. »

Le jugement reste valable pour bien d'autres domaines scientifiques et technologiques. « Ils sont bons en optique, pas mauvais en mécanique, et savent réaliser des miracles avec des bouts de plastique et des élastiques. Lâchés dans un laboratoire français, ils feraient un merveilleux chef d'entreprise français. De nombreux établissements scien-

tifiques techniques russes ont déjà su tirer parti de cette réputation flatteuse pour signer des contrats avec des firmes occidentales dans des domaines aussi divers que la biologie (médicaments antiviraux), les lasers, l'informaticien, le spatial ou les diamants industriels, notamment à Troïtsk. Pourtant, le tableau n'est pas aussi rose que pourrait le laisser penser la médiatisation de certains succès spectaculaires.

« Ne pas céder à la mode »

Mal informés, de nombreux hommes d'affaires occidentaux ont cru un peu vite à l'Eldorado. En fait, à quelques exceptions près, les Russes les plus sérieux ont été convaincus par des sociétés qui collaboraient depuis déjà longtemps avec l'URSS, et qui ont pignon sur rue dans des domaines de pointe. Les autres, celles qui cherchaient l'argent facile, sont le plus souvent reparties déçues.

« Les Russes ont effectivement un savoir-faire et des technologies très intéressantes. Mais ils sont souvent incapables de passer de l'appareil de laboratoire au produit fini commercial », explique Philippe Aubourg, directeur commercial de la société française Quantel (Jasen), qui vient de passer des contrats avec l'Institut de spectroscopie de Troïtsk, et l'Ins-

titut de physique générale de Moscou. Le leur apprendre, ou le leur faire, leur place suppose une longue expérience et des reins solides. « Les petites entreprises russes ont peu de moyens et ne risquent pas grand-chose si elles se trompent de faire au lieu de vendre », explique un conseiller économique installé à Moscou. Mais les Russes doivent comprendre qu'il leur faut à long terme, prendre place pour l'avenir, dans leur propre économie.

Quand on y réfléchit, pour l'instant, d'acquiescer à la savoir-faire de ses contractants russes pour l'introduire dans ses lasers commerciaux. Les opérations les plus spectaculaires, comme l'achat d'un réacteur nucléaire spatial ou le plutonium par les Américains à l'Institut Kourchatov de Troïtsk (le Monde du 1<sup>er</sup> avril et du 8 avril), partent du principe. Il en est de même du développement de logiciels informatiques réalisés en sous-traitance par quelques laboratoires russes pour de grandes firmes occidentales.

« Nous sommes extrêmement prudents, souligne un industriel français du domaine spatial. Pas question de faire n'importe quoi, de céder à la mode qui voudrait que tout le monde se précipite là-bas. Nous sommes bornés à quelques petits contrats. Pour voir les Russes réagissent

à la gestion de projets communs. » A cet égard, la démarche de la société française Carrat qui fait construire du matériel médical pour le marché d'Europe de l'Est par la société CS KB à Samara (à 300 km au sud-est de Moscou), ferait presque figure d'exception qui confirme la règle.

La situation pourrait, pourtant, évoluer vite. Hélène Bourlakov, responsable des relations du CNES avec Moscou, connaît bien les « combinats », ces gigantesques entreprises du domaine spatial. « Ils disposaient jadis, sous l'ancien régime, de moyens financiers presque illimités, et des pleins pouvoirs. Mais cela ne les empêchait pas de devoir répondre aux objectifs, souvent difficiles, des plans gouvernementaux. Aujourd'hui, ils découvrent les lois du marché et la productivité, des notions nouvelles pour eux. Mais ils sont très excités par ce nouveau challenge, et montrent un désir d'apprendre parfois touchant. Il ne faut pas les sous-estimer. Ces très bons ingénieurs sont aussi de rudes politiciens qui, par leurs fonctions passées, ont appris à naviguer en eaux troubles et agitées. »

En ce qui concerne la science fondamentale, la paye paraît beaucoup plus simple. Les chercheurs de l'ex-Union soviétique, quand ils pouvaient partir du pays, ont toujours été bien accueillis dans les laboratoires occidentaux. Le CERN (laboratoire européen de physique des particules), par exemple, coopère avec l'URSS dès 1967.

« Quarante chercheurs de la CEI collaboraient à nos programmes de recherche », affirme Robert Klapisch, conseiller auprès du directeur général (et ancien directeur) du CERN. « Trente d'entre eux se trouvent actuellement dans nos laboratoires à Genève. Etant données les difficultés de leur pays, nous avons décidé de ne pas payer nous-mêmes. Mais c'est une avance, pas une subvention. Nous sommes prêts à leur verser la CEI nous remboursera. Ils ont, probablement en nature, sous forme d'aide technique ou de matériel, ce qu'ils nous ont rendu, le nécessaire pour les aimants supraconducteurs de notre futur accélérateur d'hadrons LHC. »

La fraternité des physiciens

Fort de ces contacts anciens, Lev Okun, physicien russe membre du conseil scientifique du CERN, et Carlo Rubbia, prix Nobel de physique et directeur général du CERN, ont lancé une proposition destinée à lutter contre le déclin de la science russe et contre la fuite des cerveaux. L'idée a été reprise par le président François Mitterrand qui l'a soumise à ses partenaires du groupe des principaux pays industriels (G7) (le Monde du 22 avril).

Il s'agit d'une fondation internationale qui accorderait des subventions ou des bourses à des individus ou à des groupes, sur des programmes de recherche précis. Évalués par des experts scientifiques internationaux, spécialistes des domaines concernés, ces travaux seraient menés en coopération avec des équipes occidentales. Mais les fonds - M. Mitterrand propose 100 à 150 millions d'euros, 350 à 500 millions de francs - seraient versés à 50 % en Russie.

L'initiative Rubbia-Mitterrand rencontre un écho favorable tant du côté de l'ex-URSS que de celui des Occidentaux. La grogne russe, en effet, chez les chercheurs, humiliés de se voir traités trop souvent comme des sous-développés, exploitables à vil prix. Subventionnés par une fondation mondiale à but strictement scientifique et non lucratif, sous le jugement de leurs pairs, ils pourraient retrouver une part de leur honneur.

Par ailleurs, même si la université et les instituts de pointe russes cherchent toujours à attirer les meilleurs spécialistes, les responsables américains sont conscients qu'un pillage trop ostentatoire de la science soviétique risquerait d'indisposer le nouvel allié. Les États-Unis s'efforcent plutôt d'aider les chercheurs et les ingénieurs à retrouver leur place à l'étranger. « Ils ne sont pas chez eux », affirme Alan Bromley, conseiller scientifique du président Bush.

Pour des raisons politiques évidentes, Washington accorde cependant en priorité, pour l'instant, le Centre international pour la science et la technologie (CIST), destiné à aider la reconversion « civile » des chercheurs qui travaillaient jusqu'à présent pour la défense soviétique, dans le domaine nucléaire. Les États-Unis voudraient, en outre, établir un centre similaire en Ukraine. Mais à trois mille km des scientifiques russes,

les Occidentaux ont du mal à trouver le point de l'arme nucléaire. Ils pourraient être tentés par les offres de pays comme l'Irak, l'Iran, la Corée, la Libye. Et si, de tous les pays, les Russes n'ont rien fait pour l'instant à ces propositions, c'est uniquement de leur fait, par conscience ou par patriotisme, affirme un Occidental qui connaît bien.

Le Japon et l'Europe doivent participer au CIST, une initiative lancée par MM. Baker, l'ambassadeur à Koryev. Pour cela, parfois, une certaine réticence. « Ou les chercheurs travailleront sur des projets militaires pour les États-Unis, et nous serons alors exclus ; ou ils feront effectivement du commerce civil ; ou ils nous payeront à rien faire. Ces trois possibilités sont probablement mélangées », lance, désabusé, un Occidental français.

« Liquider l'ancien système »

Les propositions, examinées récemment à Paris par les ministres de l'OCDE (le Monde du 13 mars), rejoignent la démarche des Européens de la France, qui privilégient la coopération, les échanges. Les sept cent quarante-cinq chercheurs d'Europe de l'Est se trouvent en France à l'invitation du ministère de la recherche, de grands organismes, pour des périodes relativement courtes (un mois à un an), de manière à ne pas encourager la fuite des cerveaux. A l'image de l'École normale supérieure de Paris, de l'Institut Lavoisier de Moscou, des instituts de laboratoires se jumellent. Les actions sont coordonnées par une commission internationale mise en place en 1990.

Pour la culture en musique sur place, la politique, le LITVAC a placé à Moscou un bureau permanent dirigé par Brigitte Godelier, ancienne responsable de relations avec l'Europe de l'Est au siège parisien du CNRS. Dans l'état économique du pays, la mission exige des efforts d'ingéniosité et d'abnégation. Chaque cas est traité sur un véritable casier humain. Et, quand ils peuvent partir, les chercheurs se plaignent de ne pas pouvoir, dans les pays occidentaux, poursuivre à leur rythme de travail. En France, une tâche sans fin, parfois décourageante. D'autant plus que, comme le souligne un fonctionnaire du ministère de la recherche, « un type de traitement d'urgence ne permet pas de résoudre les problèmes appelés à durer ».

Sauver la science russe, mais comment ? Et, surtout, laquelle ? « L'initiative n'est pas une fin en soi », lance, brutal, un expert français. Enfant chérie du régime communiste, la science soviétique, trop liée au rapport à la population et à la culture, a prospéré dans un monde clos, aux structures figées, dans les sciences du coopté. Ce mode de fonctionnement, qui a présenté certains avantages dans un régime totalitaire, est totalement inadapte à l'Occident.

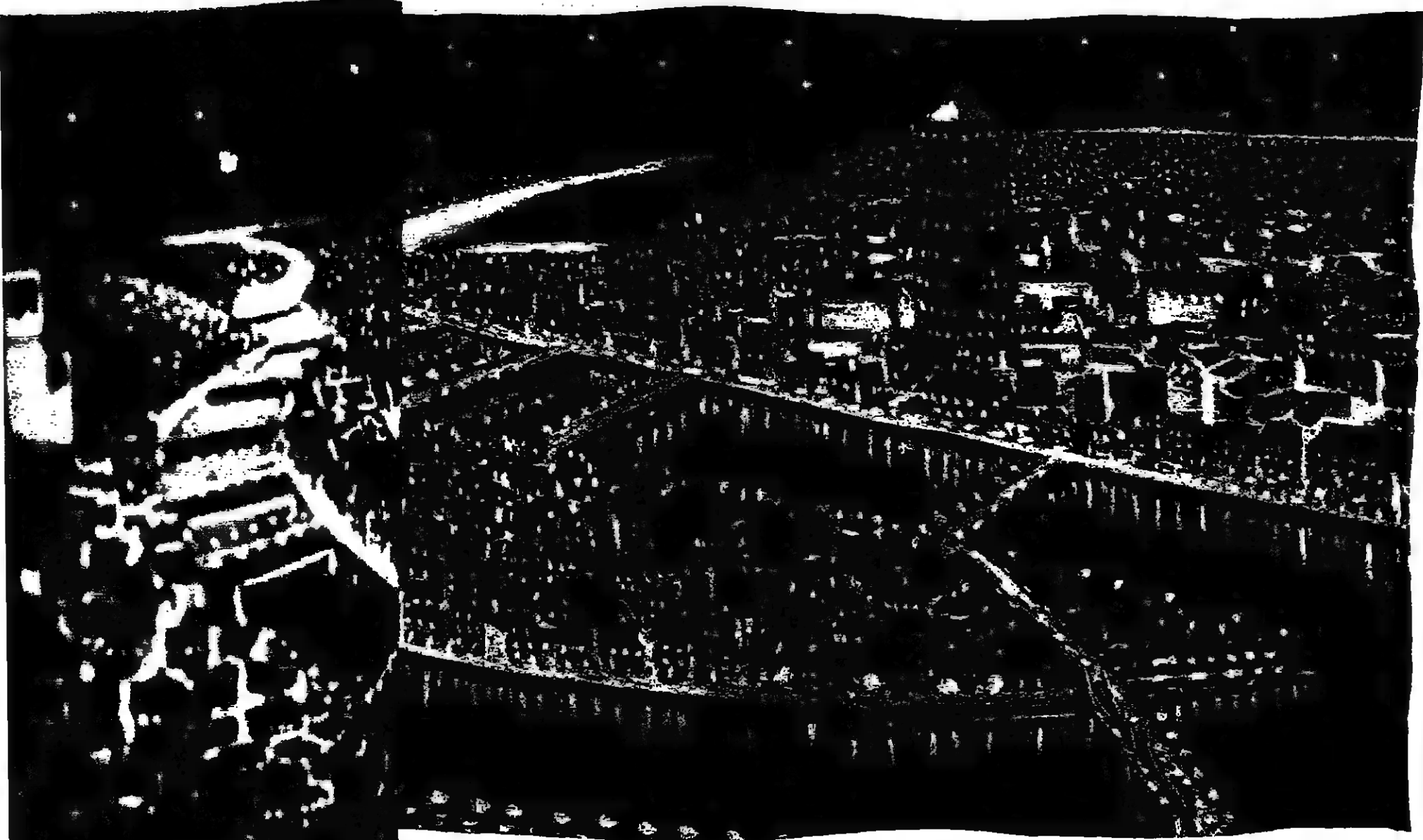
« Ce serait un suicide de laisser se perpétuer l'ancien système, dont la plupart des membres ont encore en place, rétorque, en écho, Sergueï Zemlianoï, un membre du cabinet de Boris Eltsine. Il est certain que la thérapie de choc que nous appliquons actuellement ne fait que faire des victimes. » Selon lui, sur quatre mille instituts scientifiques ou technologiques existant en Russie, seuls deux mille ont été rénovés. Les autres, plus anciens, n'ont aucun avenir. Les « jeunes loups » des sciences, des scientifiques passés aux affaires, entreprennent d'en faire d'autres, privés, avec des fonds russes, espèrent-ils, occidentaux, pour employer les meilleurs de leurs anciens collègues. Le tout dans une joyeuse anarchie.

« Il nous faut donc nous battre pour redémarrer », dit Sergueï Zemlianoï avec un bel optimisme. D'ici là, la tâche principale est de créer une science russe y parviendra-t-elle ? Nombre d'observateurs en doutent. « D'autant plus, ajoute un expert français vivant à Moscou, que le pays a perdu beaucoup de temps. Les problèmes sociaux les plus graves sont à venir. C'est désolant. On a l'impression de voir un pays s'autoliquer. Ils jouent au Monopoly... »

JEAN-PAUL DUFOUR  
FIN

Lyon a le cinéma.

Il ne fera jamais pour faire rêver le monde.



LYON FRANCE

De grandes parties se jouent à Lyon.











# ÉCONOMIE

## BILLET

### L'obstination de M. Calvet

Une fois de plus, M. Jacques Calvet, président du PSA Peugeot-Citroën, s'oppose à un ministre du travail, M. Philippe Séguin hier. Dans un cas comme dans l'autre, l'origine du conflit est la même, qui porte sur le contenu des plans sociaux de la qualité.

Quand le groupe automobile veut réduire ses effectifs, il doit beaucoup à la loi d'âge, à la forme des préretraites FNE (Fonds National d'Emploi), à l'emploi qui sont négociées avec les pouvoirs publics, puisque l'Etat participe à leur financement. Mais il a aussi des difficultés de plus de cinquante ans, alors indémêlées à un niveau pratiquement équivalent, jusqu'à leur retraite, par le régime de l'assurance-chômage. Inconvénient : ces derniers sont à la charge de la collectivité, employeurs et salariés qui financent l'UNEDIC, sans qu'il y ait un coût réel à PSA...

A partir de 1992, à la faveur de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, ces transferts de charges à l'Etat sont multipliés, principalement dans les départements où le chômage est le plus élevé. Par un amendement déposé par M. Jean-Pierre Delalande, M. Séguin essaya d'enrayer le mécanisme. Mais le mal était fait et, malgré des dispositions de plus en plus restrictives, les « préretraites » de l'UNEDIC ont augmenté de deux fois plus nombreuses que celles du FNE. Elles représentent 28 % des dépenses de l'assurance-chômage, pour un total de 25 milliards actuellement, quand le FNE n'en représente que 13 milliards à l'Etat et ses employeurs. Tout cela d'autant plus grave que l'UNEDIC devrait atteindre un milliard de 17 milliards en 1992.

Bis repetita. Pour son plan social de 1991, portant sur 940 personnes, PSA avait prévu 430 départs en préretraite FNE, qui sont devenus 403, et des mesures de réduction pour le reste de l'effectif. En réalité, 15 départs seulement ont été effectués d'une conversion de conversion, et les 522 autres, tous âgés, ont été dirigés vers l'assurance-chômage. Résultat : sur les 210 millions de francs dépensés pour l'opération, l'entreprise payait 32 millions de francs et la collectivité en supportait 178 (111 pour l'UNEDIC, 66 pour l'Etat).

M. Aubry a montré-t-elle exigeante quand PSA, qui fait des bénéfices de 5,5 milliards en 1991), annonça en janvier son plan de 1 421 suppressions d'emplois pour 1992. Le plan de contribution pour les préretraites FNE fut fixé à 13,5 % — un chiffre moyen — mais, surtout, il fut précisé que la mesure d'âge supplémentaire serait maintenue d'une part, et d'autre part, si le plan n'était pas respecté, M. Calvet a rompu les négociations. PSA présentera un nouveau dispositif le 15 avril au conseil central d'entreprise. En attendant, les départs en préretraite.

ALAIN LEBEAUBE

Peugeot-Sociaux : trois jours de chômage technique en mai. — La direction de l'usine Peugeot de Sochaux a annoncé, jeudi 23 avril, trois nouvelles journées de chômage technique pour les 11, 18 et 29 mai. Ces dispositions touchent les salariés de la production, soit 12 000 personnes de l'usine. S'ajoutant aux précédentes journées de chômage partiel décidées par le management depuis le début de l'année et aux autres de travail liés aux jours fériés, ces nouvelles mesures devraient permettre, selon la direction, de résorber les stocks excessifs.

### Les prélèvements obligatoires ont augmenté en 1991

Les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts et les cotisations sociales, ont-ils diminué ou augmenté en 1991 ? La question se pose depuis que l'INSEE a estimé dans sa dernière publication (le Monde du 24 avril) qu'il y avait eu un allègement de ces prélèvements par rapport à la richesse nationale produite en 1991. Le chiffre que vient de publier la division des comptes nationaux de l'institut montre que leur part est passée de 43,7 % du PIB (produit intérieur brut) en 1990 à 43,9 % en 1991 (6 707 milliards de francs).

Faireur du gouvernement. En février, l'INSEE avait annoncé que les prélèvements obligatoires avaient légèrement augmenté en 1991, expliquant cette évolution par les mauvaises performances fiscales, notamment celles provenant de l'impôt sur les sociétés et de la TVA. Il était bien dit que cette baisse avait profité aux ménages, mais le gouvernement, notamment le ministère de l'économie et des finances — avait subi cette évolution conforme aux engagements pris il y a une dizaine d'années par M. François Mitterrand. A cette époque, les prélèvements augmentaient rapidement : ils avaient atteint 44,6 % du PIB en 1984, faisant de la France un pays à un peu à part — avec la Suède — pour la hauteur de ses prélèvements, notamment sociaux. D'où le principe fait solennellement par le président de la République de stopper l'évolution puis de l'inverser.

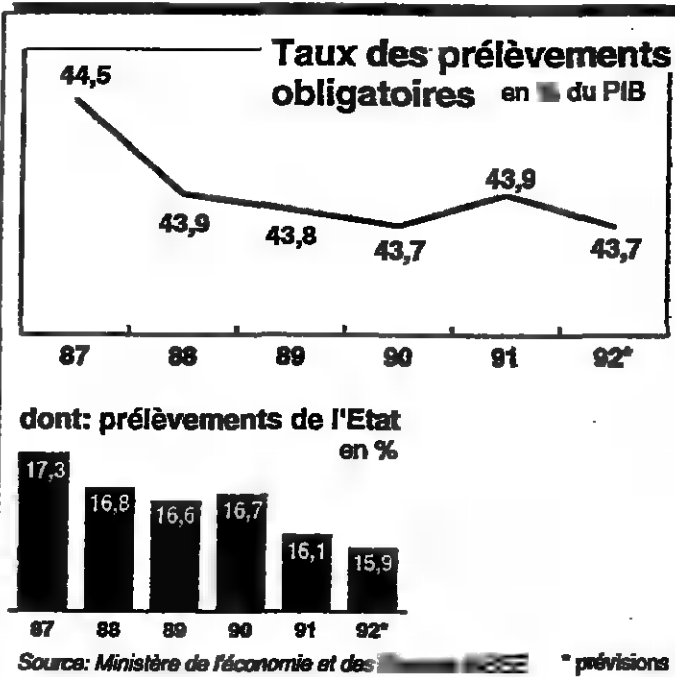
#### Les fonds de tir

On conçoit que la déception du gouvernement ait vite été apprenant qu'il y avait une baisse de la hausse qui s'était produite. L'erreur commise par l'INSEE s'explique : pour limiter l'élargissement du déficit budgétaire, le ministère de l'économie et des finances a prélevé l'année dernière des sommes importantes.

organismes publics, notamment sur le Fonds de réserve de l'épargne-logement (11 milliards de francs) et sur la Caisse nationale d'épargne (2,6 milliards). Au total, 16 milliards de francs. Ces sommes avaient d'abord été considérées comme de simples transferts d'un compte public à un autre, sans conséquence sur les prélèvements obligatoires. Mais une analyse plus précise a conduit l'INSEE à les classer dans la catégorie des impôts sur le capital. On peut donc maintenant discuter la validité exacte des opérations pratiquées par la Rue de Bercy, qui, en rajoutant les fonds des tiroirs bien garnis de divers organismes publics et parasp publics, a limité un déficit budgétaire qui, au lieu de passer à 131 milliards en 1991, aurait avoisiné les 150 milliards de francs.

L'important est de savoir que le gouvernement a déjà à plusieurs reprises dans le passé opéré de pareilles manœuvres et que l'INSEE les avait considérées comme des impôts sur le capital, diminuant le patrimoine des organismes ponctionnés autoritairement. L'important est aussi de savoir que le déficit budgétaire, quand il s'élargit, est dû à des dépenses par des dépenses. Il n'est pas certain que les futures privatisations conjuguées à quelques réductions soient suffisantes.

ALAIN VERNHOLLE



### Eloignant les perspectives de baisse des taux d'intérêt

### La masse monétaire allemande a augmenté de 9,75 % en mars en rythme annuel

#### FRANCFORT

de notre correspondant

Cela n'a pas tardé. Le matin, à Washington, le Financial International publiait son rapport dénonçant vigoureusement la politique monétaire allemande, trop restrictive, qui pèse sur la croissance mondiale. A 14 heures, à Francfort, la banque centrale allemande faisait savoir que la masse de la masse monétaire allemande s'était poursuivie en mars à un rythme annuel accru. La réponse du FMI fut claire : la Bundesbank ne laisse pas ses décisions critiquées.

La masse monétaire (sous sa définition M3, c'est-à-dire comprenant les liquidités, les dépôts à vue et à court terme) a augmenté de 9,75 % en rythme annuel, après 8,5 % en février et 9 % en janvier. Cette hausse de 10 % de la masse monétaire prévue d'une croissance de 3,5 % à 5,5 % cette année. Pour la « Buba », la hausse est la plus importante, plus encore que la hausse mensuelle des prix. Car il donne une indication, à la fois, de l'inflation future : quand trop d'argent circule, la demande excède l'offre et les prix montent, dit la théorie monétariste. La banque centrale ne peut donc pas laisser l'argent plus abondant que la masse plus rare.

Le chiffre a surpris les milieux financiers, qui s'attendaient à une croissance de seulement 1 %. Du coup, la Bourse piquait du nez. Parti des 1 753 points de la veille pour atteindre 1 760, l'indice DAX retombait brutalement à 1 752. Les milieux financiers sont également inquiets des revendications salariales (le Monde du 23 avril). Les employeurs des services publics ont des 4,8 % de hausse pour la période allant de 1989 à 1996, le BIPE prévoit une réduction d'effectifs de 16,6 % pour la période allant de 1996 à 2000, soit 100 personnes environ par an.

Le rapport du Plan sur l'emploi de 20,7 % de 1986 à 1994. — Chiffres officiels de dérivés hier (le Monde du 24 avril), la prévision d'emploi de 20,7 % prévue par le Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE) est citée dans le rapport du Plan sur l'emploi de 1986 à 1994 (et non pour les deux ans à venir). Pour la période allant de 1989 à 1996, le BIPE prévoit une réduction d'effectifs de 16,6 % pour la période allant de 1996 à 2000, soit 100 personnes environ par an.

La base, en cours, ne fait plus de doute : il y aura grève la semaine prochaine. M. Kohl a dit qu'il allait réduire de 3 % les salaires des fonctionnaires de son gouvernement.

La restriction salariale n'a pas réussi jusqu'ici à calmer les anticipations inflationnistes, mais d'être accompagnée d'une rigueur budgétaire dans la politique budgétaire et dans

la politique budgétaire. Tout cela ne sera pas le cas, la « Buba », en dépit de la vigueur des critiques internationales, maintiendra son cap. L'un des membres du conseil, M. Otmar Issing, a déclaré, le 24 avril, que si une hausse n'est pas décidée, il sera impossible de maintenir la politique budgétaire.

ÉRIC LE BOUCHER

### Le rapport du PNUD sur le développement humain

### Le fossé continue de se creuser entre le Nord et le Sud

Dans son traditionnel rapport sur le développement humain, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) constate que l'écart de revenus et aussi d'accès au savoir et à la technologie ne cesse de s'aggraver entre les pays riches et les pays pauvres, ces derniers pâtissant de surcroît d'une fuite des cerveaux.

Partageant l'idée qu'on ne tombe pas amoureux d'un pays de croisière, le PNUD a construit un indicateur du développement humain où le critère du revenu est complété par deux notions moins palpables, mais aussi essentielles : l'espérance de vie, le degré d'alphabétisation, les conditions d'accès à l'environnement, matériel et moral, la liberté d'expression et d'action. Des données qualitatives qui tempèrent l'impression laissée par la seule progression du PIB (produit national brut). Celle-ci, après tout, peut servir à financer l'armement davantage que la santé, le bien-être ou le savoir, comme en Somalie, au Nicaragua, en Bolivie ou au Pakistan, sans parler de l'Irak ou de la Syrie. Si la croissance économique est une nécessité pour le développement, sa répartition en faveur des populations est la clé du progrès humain.

#### 30 000 experts en Afrique

A cette aune, les pays du Sud les mieux placés sont la Barbade, Hongkong, Chypre et l'Uruguay, tandis que la Guinée arrive dernière, précédée par la Sierra Leone, l'Afghanistan et le Mali. La part du continent noir dans le PNB mondial a reculé au vingt ans de 1,9 % à 1,2 %, alors qu'il compte près de 10 % de la population mondiale. L'Afrique n'est pas le continent de la production mais de la prédation, du prélevement autoritaire, des inégalités criantes. Sa part dans les échanges n'est plus que de 1 % contre 3,8 % en 1970.

On dénombre en Afrique près de 30 000 experts étrangers payés à grands frais, mais qui à l'époque des indépendances... Entre-temps, les « cerveaux » se sont largement dispersés, les plus qualifiés ont émigré vers l'Europe. « L'Afrique a perdu près du tiers de sa main-d'œuvre spécialisée », constate ainsi le PNUD. Pour la seule année 1978, le Soudan a « perdu » 17 % de ses médecins et dentistes, 20 % de ses

enseignants universitaires, 20 % de ses ingénieurs et 20 % de ses géomètres... Entre 1981 et 1989, « la contribution nette du FMI aux ressources des pays subsahariens a consisté à prélever 1 000 millions de dollars par an ». En 1989, le service de son PNB (quelque 150 milliards de dollars), le service de la dette a représenté le cinquième des recettes d'exportation comprimées par l'effondrement des prix des matières premières.

#### Une perte irréparable de substance

« La pauvreté n'est pas de passer de la misère à la misère », concluent les économistes du PNUD, énumérant les maux inhérents au mal-développement : les migrations, la dégradation de l'environnement, la drogue, la propagation des maladies et l'instabilité politique. Les populations du tiers-monde ont une dernière chance de modifier leur destinée dans les domaines « essentiels à la survie » : l'apport calorique journalier, les soins primaires réduisant la mortalité infantile, l'alphabétisation. Mais cela ne saurait suffire. « Les progrès techniques et l'efficacité de la productivité sont les moteurs du progrès économique, et c'est dans ces domaines que les pays en développement prennent du retard », observe le PNUD.

La concentration des richesses et du savoir-faire au Nord menace le Sud d'une perte irréparable de substance. Les pays industrialisés, en même temps qu'ils dressent des barrières à l'immigration étrangère non qualifiée, favorisent en revanche l'entrée de personnels formés. Entre 1960 et 1990, les États-Unis et le Canada ont attiré plus de 1 million de cadres et techniciens du tiers-monde incapables de trouver un emploi dans leur pays.

Chaque année, 75 millions de ressortissants du Sud quittent leur pays pour trouver un emploi sinon un avenir au Nord. « Si le monde ne prend pas conscience qu'il ne faut pas continuer à laisser partir les talents du Sud, le tiers-monde risque de connaître des flux migratoires sans précédent, dont l'ampleur dépassera de loin tout ce qui a été permis la colonisation des États-Unis, du Canada et l'Australie », conclut le PNUD.

ÉRIC FOTTORINO

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

### Progression de 44 % du résultat brut d'exploitation et augmentation des fonds propres

Le Conseil d'administration de la BFCE, réuni le 8 avril 1992, sous la présidence de Michel Freyche, a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Ces résultats témoignent de l'important effort d'adaptation et de modernisation que la BFCE a engagé : mise en œuvre d'un plan d'entreprise confirmant la stratégie de la banque, remodelage du réseau d'exploitation, application d'un schéma directeur informatif, filialisation des activités de la banque d'affaires, retraitement de l'essentiel des risques souverains, ajustement des effectifs avec la mise en place d'un plan social.

La progression du produit net bancaire

Chiffres clés	1990	1991	Var. (%)
RÉSULTATS CONSOLIDÉS (en millions de FRF)			
Produit net bancaire	1 837	2 041	+ 11
Résultat brut d'exploitation	467	671	+ 44
Résultat net, part du groupe	8	115	n.s.
FONDS PROPRES (norme Cooke) (en millions de FRF)	5,0	5,6	+ 12

de la banque dépasse 11 % et s'établit à 2 041 millions de francs. Ce résultat trouve principalement son origine dans la forte croissance de l'ensemble des activités commerciales, la part des activités institutionnelles s'étant réduite de 19 % à 16 % du PNB.

Parallèlement, les charges d'exploitation ont pu être stabilisées pour l'effet, encore partiel, du plan social et grâce à un strict contrôle des autres frais et amortissements.

Avec un classement homogène des charges d'un exercice à l'autre, le résultat brut d'exploitation passe de 467 à 671 millions de francs, en augmentation de 44 %.

Le résultat net consolidé, part du groupe s'élève à 115 millions de francs, venant de 8 millions

en 1990. Les fonds propres de base ont été substantiellement renforcés, permettant de porter le ratio Cooke, tel qu'applicable à fin 1992, à 8,1 %.

Après achèvement du début 1992 du programme de retraitement des risques souverains, le ratio de couverture des risques subsistant pour la banque est de 60 % pour un nombre de pays porté de 65 à 72, et de 35 % pour les républiques de l'ex-URSS.

### Résultats 1991

21, bd Haussmann 75009 PARIS



## ÉCONOMIE

A la veille des réunions monétaires de printemps à Washington

### Le FMI fixe des conditions pour la mise en œuvre du fonds de stabilisation du rouble

Deux sujets principaux dominent les réunions des ministres des finances des sept principaux pays industrialisés (G7), dimanche 26 avril, et du comité intermédiaire du Fonds monétaire international (FMI), lundi 27 : la relance de la croissance mondiale et l'ajustement de l'ex-URSS.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le sous-secrétaire au Trésor des États-Unis pour les affaires internationales, M. David Mulford, a déclaré jeudi 23 avril, un appel au Japon et à l'Allemagne en faveur de la croissance mondiale. Le président de la Banque mondiale, M. Paul Wolfowitz, a déclaré que la croissance de l'ex-URSS est essentielle pour la stabilité économique mondiale.

Les quatre grands États qui seront membres du FMI, lundi 27 avril, sont interdépendants, avertit M. Mulford. Les perspectives de reprise de la croissance des pays industriels, les progrès du monde en développement, les réformes en Europe centrale et orientale, le succès des négociations commerciales, l'Uruguay Round ne peuvent se concevoir sans la stabilité économique mondiale.

Les quatre grands États qui seront membres du FMI, lundi 27 avril, sont interdépendants, avertit M. Mulford. Les perspectives de reprise de la croissance des pays industriels, les progrès du monde en développement, les réformes en Europe centrale et orientale, le succès des négociations commerciales, l'Uruguay Round ne peuvent se concevoir sans la stabilité économique mondiale.

### INDICATEURS

#### ÉTATS-UNIS

● Hausse des commandes durables. — Les commandes durables ont globalement augmenté de 1,8 % en mars aux États-Unis. Cette progression fait suite à une stabilité en février et à une hausse de 2,4 % en janvier. L'année 1991 avait vu les commandes de biens durables baisser de 4,8 % en moyenne par rapport à 1990, ce qui ne s'était pas produit depuis 1982. Les commandes de biens durables ont progressé de 1,2 % en mars. Les livraisons de biens durables ont progressé de 0,3 % en mars après une hausse de 3 % en février.

#### SOCIAL

FO ■ la CFE-CGC reçues par M. Bérégovoy

### Le gouvernement modère ses ambitions sur le dossier des retraites

M. M. Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, repa- jeudi 23 avril par le premier ministre, a annoncé que le dossier des retraites n'aurait pas cette année-là que les États généraux de l'emploi donneront lieu qu'à des réunions au niveau régional.

Si la loi d'orientation d'une clarification du financement des retraites

### L'appel à la grève totale des dockers semble bien suivi

L'appel à la grève totale, occupation des installations, lancé par la fédération CGT des ports et docks le 21 avril, dans l'ensemble du pays, a été suivi. Il a déjà entraîné des conséquences judiciaires. Le syndicat des dockers de Bordeaux a été assigné, jeudi 23 avril, en référé devant le tribunal par le port autonome à vingt-cinq sociétés de manutention pour obtenir la levée du blocage des accès. Le port demande 200 000 francs d'astreinte par jour. Même situation à Fos : le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence a condamné le syndicat local à une astreinte de 100 000 francs par heure de retard pour libérer les accès et faire cesser les entraves. Le secrétaire général de la Fédération des ports et docks, M. Daniel, a déclaré que le mouvement a débuté de la semaine prochaine et que le secrétariat d'État à la mer.

Important défi à la coopération économique depuis la fin de la guerre, à savoir l'intégration de l'ancien bloc communiste, a déclaré M. Camdessus.

Le FMI a entamé l'année 1992 la tête haute. D'ici quelques semaines devrait être acquiescente l'adhésion des Républiques issues de l'ex-URSS. Le Fonds, par la Banque mondiale, pourrout dans un prochain d'être, comme l'a rappelé M. Mulford, des « institutions universelles ».

#### Multiplication des actions

Par les bouleversements vécus par la Russie, le FMI s'est particulièrement intéressé à ce pays. En juillet 1990, les pays industrialisés ont chargé d'un rapport sur l'état de l'économie soviétique. En quelques mois, le FMI a rédigé, dans le cadre de ses missions, un rapport sur ce qui était alors l'Union soviétique. Depuis le coup d'État d'août 1991, le FMI a multiplié ses missions et préparé l'adhésion de la Russie et des autres Républiques. Un accord sur le programme économique de la Russie est pratiquement bouclé.

Doté de cartes, l'organisation de Washington a tout fait pour jouer la prudence face à une situation économique explosive et à un paysage politique instable. M. Camdessus a rappelé que plusieurs conditions devront être remplies avant que le FMI puisse débloquer les crédits d'un accord de confirmation (stand-by agreement), qui s'élèverait à 4 milliards de dollars et dont les versements pourraient commencer dès le début de l'été, ou donner le vert à la roue de la stabilisation du rouble. Ce serait, selon M. Camdessus, une « erreur formidable » de la part du comité intermédiaire du Fonds, dont l'idée a été approuvée récemment par l'Allemagne et les États-Unis.

D'abord, le gouvernement doit mettre en œuvre une politique macro-économique crédible et défi-

nir les paramètres de la stabilisation (accord entre les Républiques participant à la « rouble », unification du taux de change, unification du crédit...). Puis, selon l'expression de M. Camdessus, le FMI doit « gagner sa place » auprès des particuliers, des entrepreneurs ou des banques. Mais, dans le cadre de la stabilisation, simple réserve financière, il y a la psychologie, pour être crut et financé, il faut, par des accords généraux d'emprunts, après de certains membres, comme ceux qui avaient permis au début des années 80 d'apporter des ressources financières additionnelles aux pays en difficulté. « Cela est la peine d'essayer », a souligné le directeur général du FMI.

FRANÇOISE LAZARE

Réunion du comité de surveillance de l'OPEP à Vienne

### La fermeté des cours du pétrole milite pour un maintien du « statu quo »

Les treize ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devaient se retrouver vendredi 24 avril à Vienne, en Autriche, pour discuter de la situation du marché pétrolier. La fermeté des cours ces dernières semaines milite pour un maintien du statu quo. Le 23 avril, lors d'une rencontre avec l'OPEP, douze producteurs indépendants — non-OPEP — M. Jibril Aminu, le président de l'organisation, a invité ces derniers à défendre leurs intérêts communs à l'occasion du sommet de la semaine en juin à Rio-de-Janeiro.

À l'issue de la dernière réunion de l'OPEP, le 17 février, personne n'avait parié sur un raffermissement durable des prix du brut, voire leur simple stabilisation. La reprise des cotations sur les marchés internationaux, le baril de brut de mer du Nord, perdait

du reste près de 1 dollar. L'engagement pris par les treize de plafonner leur production au cours du deuxième trimestre à 23 millions de barils par jour n'avait guère convaincu.

Les faits ont démenti le pessimisme. Le 17 février, le baril de brut se situait à 17,25 dollars. Depuis les 19 dollars (jeudi), il cotait 18,76 dollars pour livraison en juin. Et la tendance est la même pour les autres qualités de brut. « Tout le monde a été surpris », observe M. Peter Bogin, du Cambridge Energy Research Associates (CERA), consultant pétrolier.

#### Les Cassandre

Les faits ont démenti le pessimisme. Le 17 février, le baril de brut se situait à 17,25 dollars. Depuis les 19 dollars (jeudi), il cotait 18,76 dollars pour livraison en juin. Et la tendance est la même pour les autres qualités de brut. « Tout le monde a été surpris », observe M. Peter Bogin, du Cambridge Energy Research Associates (CERA), consultant pétrolier.

Etats-Unis, un sensible retour du froid en Europe : il n'en a pas fallu davantage pour doper la demande en avril. L'embargo contre la Libye a fait le trafic aérien. Les exportations d'armes, mais, a prévenu le secrétaire d'État au Foreign Office, M. Douglas Hurd, l'embargo pétrolier pourrait être étendu. Les marchés ont pris la menace à la légère.

A 17 dollars le panier de brut OPEP, les Cassandre du pétrole se sont donc trompés même si le chiffre magique de 21 millions de barils par jour n'a pas été défendu de longue date par Alger. Le pétrolier apparaît hors de portée. Pour s'en rapprocher, M. Ali Laouissine, ministre algérien du pétrole, proposait la semaine dernière de ramener le plafond de production à 22,5 millions de barils/jour (22,98 actuellement). Il n'en est plus question aujourd'hui. La priorité est un « strict respect des décisions de la dernière réunion ». Avec l'espoir que rien ne viendra détruire la fragile équilibre du marché.

JEAN-PIERRE TUQUOI

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## HAVAS RÉSULTATS ANNUELS 1991

Dividende par action + 15,9 %

Le Conseil d'Administration d'Havas, réuni le 16 avril 1992 sous la présidence de M. Pierre Dautier, a examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux de l'exercice 1991. Havas a montré en 1991 une bonne résistance à une conjoncture économique moins favorable. Les comptes consolidés font en ressortir :

- un chiffre d'affaires de 26,5 milliards de francs, en progression de 12 % par rapport à l'exercice précédent. A structure constante, cette progression est de 6,2 %. La part réalisée hors France s'élève à 30 % contre 7 % en 1986 ;
- un résultat courant avant impôts de 1 851 millions de francs, en retrait de 6,4 % par rapport à 1990 ;
- un résultat consolidé part du groupe de 1 083 millions de francs, soit un léger recul de 6,1 % sur l'année précédente et en hausse de 33 millions de francs par rapport aux dernières estimations communiquées le 13 février 1992 ;
- une rentabilité nette des propres moyens de l'exercice de 19,5 % ;
- une trésorerie nette de tout endettement financier égale à 1 939 millions de francs ;
- une couverture des investissements (2 360 millions contre 2 267 millions en 1990) par l'autofinancement et des cessions d'actifs égale à 90 % contre 76 % en 1990.

QUELQUES CHIFFRES CONSOLIDÉS	Millions de francs					
	1991	1990	1989	1988	1987	1986
Chiffre d'affaires	26 497	23 661	18 870	15 796	13 708	11 299
Résultat courant avant impôts	1 851	1 978	1 692	1 160	764	585
Résultat net consolidé	1 475	1 457	1 304	900	620	459
Résultat net part du groupe	1 083	1 154	975	751	551	426
Capacité d'autofinancement	1 151	1 210	1 109	748	342	391
Fonds propres	8 178	6 989	5 811	2 600	1 771	1 815
Actif immobilisé	8 072	6 526	4 567	2 874	1 549	1 338
Investissements	2 360	2 267	1 665	1 381	994	469
Résultat net part du groupe par titre (en francs) Effortif (sociétés intégrées)	28,1	30,1	27,5	22,3	16,4	12,7
	12 462	11 904	11 383	9 407	8 549	7 399

\* capitaux propres en millions minoritaires  
calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de l'exercice

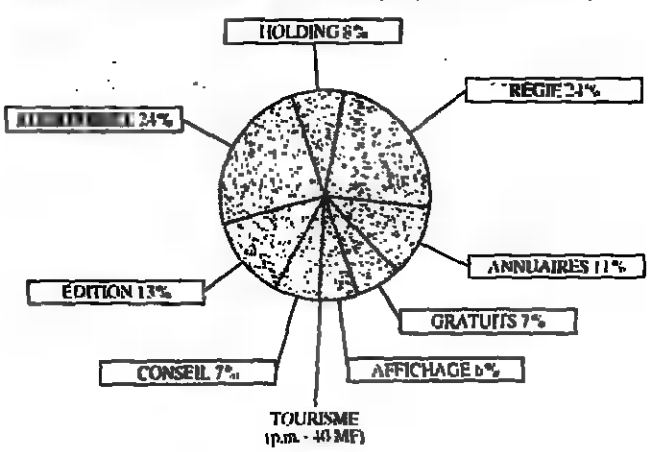
Ainsi en prenant 1986 comme référence, dernière année avant sa privatisation, le chiffre d'affaires du Groupe Havas sociétés consolidées par intégration globale (AHM, ODA, IP, Havas Tourisme principalement) a été multiplié par 2,3. Au total, en incluant au prorata de participations : Eurocom, C.E.P. Communication, le Groupe de la Cité, Canal+, CLT, le résultat opérationnel du Groupe aura été multiplié 5 ans par 3,2, la capacité d'autofinancement par 2,9, les fonds propres par 4,5, les investissements par 5 et les dividendes par 5,8. Au cours des cinq dernières années, 8,7 milliards de francs ont été versés à consolider et à développer le Groupe.

**DIVIDENDE ET ÉVOLUTION BOURSIÈRE**  
Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 18 juin 1992 de porter le montant du dividende net (hors avoir fiscal) de 6,90 francs à 7,95 francs par action. Les actionnaires auront la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions. Malgré l'évolution du titre Havas inférieure au CAC depuis juin 1990, le titre Havas a, depuis sa privatisation en 1987, multiplié par 2,7 (dernier cours coté 505 francs le 16 avril 1992 - cours ajusté de la privatisation 187 francs).

#### PERSPECTIVES

Le ralentissement de la croissance des dépenses publicitaires qui depuis 18 mois affecte le marché français a été largement neutralisé par Havas grâce à ses investissements à l'étranger dans des secteurs à fort développement par des efforts de productivité importants. Le résultat d'Havas 1991 a été constitué à 60 % par des activités publicitaires (Media, Régie, Conseil) à 40 % par des activités de communication et la publicité. Les perspectives de l'exercice 1992 sont plus favorables qu'en 1991. La croissance du chiffre d'affaires des 2 premiers mois de l'exercice 1992 ressort à 10,7 % (à structure courante et constante) répartie entre + 5,8 % en France et + 24,7 % à l'international.

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS : 1 851 millions



En millions de F	1991	1990	1989
Régie	454	281	199
Annuaire	209	261	219
Gratuits	135	179	155
Affichage	119	297	287
Tourisme	(40)	(31)	8
Conseil	128	152	116
Édition	244	259	253
Audiotexte*	443	279	321
Holding	159	201	134
TOTAL	1 851	1 978	1 692
* dont Canal+	368	365	314

#### RENFORCEMENT D'HAVAS DANS COMAREG

En accord avec M. Paul Dini, deuxième actionnaire de Comareg à hauteur de 23 %, Havas, actionnaire contrôlant 62 % de Comareg propose à l'ensemble des actionnaires de cette société d'échanger leurs titres pour des actions Havas, sur la base de 2 actions Comareg pour 1 action Havas. Avenir Havas Media, contrôlé à 56,4 % par Havas, n'apportera pas les actions Comareg qu'elle détient à cette offre. Le groupe Comareg, dont le chiffre d'affaires en 1991 s'est élevé à 1 823 millions de francs, comprend deux activités principales : l'édition de journaux gratuits (Comareg est le numéro 1 français européen de la presse gratuite avec 170 titres diffusés à 15 millions d'exemplaires par semaine) et la distribution publicitaire (2,5 millions de documents distribués en 1991 par sa filiale Delta Diffusion).

Le renforcement d'Havas dans Comareg permettra à cette dernière de développer davantage encore de synergies avec d'autres filiales du Groupe Havas sur le modèle de la filiale commune Ile-de-France AHM et Comareg et de celle créée récemment C.E.P. Communication. Elle permettra de réaliser des opérations de croissance externe sans faire appel au marché financier au niveau de Comareg. Cette opération est soumise aux autorisations du CBV et de la COB et sera présentée à l'approbation des sociétés concernées.



Service Médial Actionnaires 16 CLIFF - Rubrique HAVAS



## Schlumberger

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE 1992 :  
BÉNÉFICE NET EN HAUSSE DE 18 %

La croissance de l'activité pétrolière en Amérique du Nord a entraîné une augmentation de 18 % du bénéfice net de la première période par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Le chiffre d'affaires s'élevait à 1,55 milliard de dollars, en progression de 3 %.

Malgré une baisse de 13 % du nombre d'appareils de forage en activité dans le monde, le chiffre d'affaires des services pétroliers a progressé de 11 % par rapport au premier trimestre de 1991. Le chiffre d'affaires de GECO-PRAXIA, nos services de sismique, a augmenté de 72 %. Les services de Logging et de puits de l'Amérique du Nord ont également fortement contribué à la progression des services pétroliers. La baisse importante par l'activité de nos activités pétrolières en Amérique du Nord a été plus que compensée par les progressions enregistrées dans les autres régions.

Le chiffre d'affaires Mesure et Systèmes est resté à son niveau de 1991. Celui de Schlumberger Industries, notre activité de comp-  
tes de l'électricité, de l'eau ou du gaz, a augmenté de 11 %.

Euan Baird, président-directeur général : « Le premier trimestre 1992 a été très satisfaisant pour l'activité économique de Schlumberger, qui repousse la perspective d'une reprise économique globale et forte, l'impulsion des États-Unis. En conséquence, la demande pétrolière est faible, les compagnies pétrolières, en particulier aux États-Unis, ont annoncé des réductions de leurs programmes d'investissement pour 1992. En revanche, la baisse de production de l'OPEP devrait confirmer l'augmentation de l'activité pétrolière prévue pour cette année. Il en résulte que, pour Schlumberger, l'année 1992 sera une autre année de croissance significative. »

## ÉTRANGER

En raison de la baisse attendue du marché

Le Japon réduira ses exportations  
d'automobiles en Europe

À la suite de discussions à Tokyo entre des responsables de la Commission européenne et du ministère japonais du commerce International et de l'industrie (MITI), le Japon a accepté de réduire ses exportations de voitures en Europe, pour l'année 1992 d'environ 6 %, pour s'adapter à la baisse du marché européen estimé à 1,3 % par la CEE. Selon le porte-parole de la Commission, les exportations d'automobiles japonaises en Europe s'élevaient à 1,26 million de véhicules en 1991. Une baisse de 6 %, si elle était confirmée, signifierait une diminution portant sur soixante-quinze mille véhicules.

Ce chiffre est inférieur à celui qui était attendu par les Européens, lors de leur première réunion avec les Japonais début avril, et qui portait sur une baisse de cent trente mille voitures. Un chiffre qui représente les 3/4 de la baisse du marché escompté par les Européens. En outre, les Japonais implantés en Europe, aug-  
mente leur nombre de quinze mille unités. Ces négociations ont pour objectif de préserver la paix en application de l'accord CEE-Japon sur l'ouverture progressive des frontières aux automobiles japonaises. Cet accord, signé en juillet dernier, doit entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier 1993. A. K.

## EN BREF

Les députés adoptent un projet de loi visant à réduire les délais de paiement. Les députés ont adopté en première lecture, mercredi 22 avril, un projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises, présenté par le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin. Le texte avait déjà été adopté par le Sénat (le Monde du 11 avril). Contre l'avis du gouvernement, les députés ont voté en faveur d'un amendement de M. Thierry Mandon (PS, Essonne) contraignant l'État et les collectivités territoriales à verser leurs subventions et à payer leurs factures dans un délai de soixante jours. Les groupes PS, UDC, UDF et RPR ont voté pour. Les communistes se sont abstenus.

## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

A son ouverture reportée au 15 septembre 1993

Le coût du tunnel sous la Manche  
atteindra 81 milliards de francs

Le coût du tunnel sous la Manche continue son ascension. En 1991, les dépenses nécessaires d'ici le 15 juin 1993, date d'ouverture du tunnel, ont atteint 73,7 milliards de francs. Aujourd'hui, les nouvelles dépenses portent ce total de financement à 81 milliards de francs. Cette augmentation s'explique par le report de la mise en service de l'ouvrage au 15 septembre 1993.

Le besoin de financement – comprenant les frais financiers – était quant à lui de 70,1 milliards de francs en fin 1991. Les dépenses qu'il attendra pour le 15 juin 1993, date d'ouverture du tunnel, sont de 70,1 milliards de francs. La marge de manœuvre se situe donc à 10,9 milliards de francs. Le capital ou le crédit financier complémentaire ne devra intervenir qu'en 1993, et il sera plus possible d'estimer la confiance des banques et les dépenses du groupe au cours des premières années d'exploitation.

Par ailleurs, Eurotunnel a introduit, devant la Chambre de commerce internationale de Bruxelles, un recours contre la décision du panel de pré-arbitrage chargé de régler les différends avec les concessionnaires regroupés au sein de

Transmanche Link. Ce comité d'experts avait donné raison sur le principe aux constructeurs, qui réclament 8 milliards de francs (valeur 1985), et enjoignait au concessionnaire de verser à ce montant 100 millions de francs par an à partir du 30 avril (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

## Négociations

avec les concessionnaires

Pour l'instant, le concessionnaire n'a pas encore obtenu des banques l'autorisation de continuer à débiter ses emprunts – indispensables à la fin du mois de mai – compte tenu de la décision récente du panel. A condition que les prêts soient disponibles, le tunnel devrait entrer en service au plus tard avant le quatrième semestre 1993. Le concessionnaire continue de négocier avec les banques et évoque la possibilité de les régler par une émission d'actions ou d'obligations convertibles. Cette mesure ne pourrait se faire sans l'approbation des actionnaires. Enfin, Eurotunnel est en train de chiffrer les réclamations qu'il entend faire aux gouvernements en titre des multiples modifications demandées par la concessionnaire intergouvernementale chargée de la sécurité.

MARTINE LARONCHE

LIQUIDATION  
BANK OF CREDIT AND COMMERCE INTERNATIONAL

## AVIS AUX CREDITIERS: DECLARATION DES CREANCES

Les Liquidateurs de Bank of Credit and Commerce International ("BCCI SA"), Bank of Credit and Commerce International (Overseas) Limited ("BCCI Overseas"), Credit and Finance Corporation Limited ("CFC") nommés à Luxembourg, en Angleterre, aux îles Caïman, dans l'île de Man et en France, viennent d'envoyer un Formulaire Spécial de Déclaration de Créance ("Proof of Debt") à tous les créanciers éventuels connus.

Toutes les créances doivent être déclarées obligatoirement sur le Formulaire Spécial de Déclaration de Créance ("Proof of Debt") dûment complété, signé et daté, qui devra être retourné avant le 30 juin 1992 au plus tard. Les créances reçues après cette date risquent d'être exclues du paiement du premier dividende. Si vous n'avez pas reçu le Formulaire Spécial de Déclaration de Créance ("Proof of Debt") ou si vous êtes porteur de chèques de voyage de la BCCI, veuillez détacher et renvoyer le talon à l'adresse qui vous sera indiquée parmi les données ci-dessous :

- pour BCCI à Luxembourg, à Boîte Postale 46, Boulevard Royal, L-2040 Luxembourg;
- pour BCCI en Angleterre, en Ecosse, dans l'île de Man, à PO Box 150, 100 Leadenhall Street, London EC3A 3AD, Royaume-Uni;
- pour BCCI à tous autres lieux, soit à PO Box 250 à l'adresse ci-dessus à Londres, soit à l'adresse au Luxembourg;
- pour BCCI Overseas ou CFC, à PO Box 1359, Fort Street, George Town, Grand Cayman, îles Caïman, Antilles Britanniques;
- pour les détenteurs de chèques de voyage de la BCCI, à PO Box 450, 100 Leadenhall Street, London EC3A 3AD, Royaume-Uni.

Si vous n'êtes pas certain de l'adresse qui vous concerne, veuillez vous adresser au Global Creditors Group, PO Box 250, 100 Leadenhall Street, London EC3A 3AD, Royaume-Uni.

Si votre compte est soumis à une restriction quelconque, y compris toute correspondance à votre disposition à la banque ("hold mail"), vous devez fournir manuscrite les instructions et donner aux liquidateurs votre autorisation expresse pour leur permettre de vous envoyer le Formulaire Spécial de Déclaration de Créance ("Proof of Debt").

Ainsi qu'il a été expliqué récemment dans le Bulletin des Accords avec le gouvernement d'Abu Dhabi, des informations supplémentaires et une demande de renonciation seront adressées aux créanciers lorsque ces Accords auront été approuvés dans les juridictions par les autorités compétentes.

Les modalités décrites ci-dessus s'appliquent aux créances à présenter au Luxembourg, en Angleterre, aux îles Caïman, dans l'île de Man et en Ecosse. Les nombreux administrateurs ou séquestres ont été nommés dans d'autres juridictions de sorte que pour les nombreuses créances une collaboration entre les liquidateurs et les administrateurs ou séquestres sera indispensable lors de la procédure d'admission des créances. Dans cette hypothèse, les créanciers peuvent évidemment choisir de consulter les administrateurs ou séquestres locaux.

Cet avis s'applique seulement à BCCI SA, BCCI Overseas et CFC et leurs succursales, sans préjudice des droits des créanciers dans la procédure de redressement judiciaire des succursales de BCCI Overseas en France et à Monaco ouverte par un jugement du 23 juillet 1991 du Tribunal de Commerce de Paris, pour laquelle une publication a déjà été faite.

LES LIQUIDATEURS DE BCCI SA, BCCI OVERSEAS ET CFC.

■ VOUS N'AVEZ PAS RECU UN FORMULAIRE DE DECLARATION DE CREANCE ("PROOF OF DEBT"), VEUILLEZ DETACHER CE TALON ET LE RENVoyer AU LIQUIDATEUR CONCERNE A L'ADRESSE INDIQUEE CI-DESSUS.

Veuillez envoyer un formulaire de déclaration à :

Nom :

Adresse :

Pays :

VEUILLEZ PRECISER LA SOCIETE: BCCI SA/BCCI OVERSEAS/CFC

ET LA SUCCURSALE :

Veuillez indiquer la nature de la créance :

Fournisseur :

Chèques de voyage :

Compte déposant (nombre de comptes) :

Numéro de compte :

Autres Créances (y compris celles des employés) :

Signé :

## Fibres synthétiques

Accord croisé  
entre ICI  
et Du Pont

Les chimistes ICI (Imperial Chemical Industries) et Du Pont annoncent un accord croisé qui prévoit un rachat par le britannique du secteur acrylique de Du Pont aux États-Unis et l'acquisition par l'américain de l'activité nylon d'ICI en Europe.

Cet échange implique un coût positif de 2,5 milliards de francs (2,5 milliards de dollars) à ICI « payable au comptant », qui sera réinvesti dans ses activités ICI. L'acquisition d'un certain nombre d'unités au Texas, au Tennessee, en Virginie et au Delaware, soit un total de 160 millions de francs en 1991 (près de 1,6 milliard de francs). Cette acquisition s'ajoute aux 200 millions de francs investis récemment par ICI dans les acryliques pour augmenter ses capacités.

De son côté, Du Pont reprend des unités de production de nylon au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, dont les ventes représentaient 600 millions de francs en 1991. Cet accord, finalisé en fin 1992, est un exemple de la redistribution des cartes dans ce secteur en Europe.

## ENVIRONNEMENT

Le prix  
du Troisième Millénaire  
à «Tous verts!»  
de Roger Cans

«Tous verts! La surenchère écologique», le troisième livre de Roger Cans, responsable de la rubrique «Environnement» au service «Lecteurs» du Monde, est paru, jeudi 23 avril, le prix 1992 du Troisième Millénaire. Le jury réunit des journalistes scientifiques et est présidé par Alain Drozd, PDG d'International Computer, créateur de ce prix. Appelé jusqu'à présent Prix de la littérature informatique, cette distinction récompensait un ouvrage spécialisé. D'un montant de 10 000 F, il couronne cette année un livre qui, en traitant des enjeux de l'environnement, «fait comprendre les enjeux pour les décennies à venir».

► Calmann-Lévy, 110 F.

**Le Monde**  
PUBLICITE  
FINANCIERE  
Renseignements :  
46-62-72-67

## FINANCES

Renouvellement à la  
des caisses d'épargneM. René Barbéry  
est président  
du directoire du CENCEP

M. René Barbéry a été élu mercredi 22 avril président du conseil de direction du CENCEP (Centre national des caisses d'épargne). M. Barbéry, qui doit recevoir l'agrément du ministre de l'économie et des finances, remplace à ce poste M. Jean-Pierre Tholozan arrivé en fin de mandat. MM. Jean-Jacques Delaport et Hervé Vogel ont été nommés membres du directoire.

M. Barbéry a précisé les grandes lignes de son action : « Mise en place effective de la restructuration des caisses d'épargne, consolidation de la positionnement spécifique dans le monde bancaire, valorisation de ses potentialités commerciales et optimisation de la dynamique du réseau. » L'assemblée générale du CENCEP a d'autre part rendu un hommage au directoire arrivé en fin de mandat pour sa contribution à la transformation du réseau en un groupe financier solide composé de trente et une caisses d'épargne.

MERCREDI 22 AVRIL 1992											
<div> <div>1800</div> <div>1800h</div> </div>											
13	24	28	35	41	45	17					
<div> <div>1992</div> <div>1992</div> </div>											
<div> <div>1992</div> <div>1992</div> </div>											
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72
78	84	90	96	102	108	114	120	126	132	138	144
150	156	162	168	174	180	186	192	198	204	210	216
222	228	234	240	246	252	258	264	270	276	282	288
300	306	312	318	324	330	336	342	348	354	360	366
378	384	390	396	402	408	414	420	426	432	438	444
456	462	468	474	480	486	492	498	504	510	516	522
534	540	546	552	558	564	570	576	582	588	594	600
618	624	630	636	642	648	654	660	666	672	678	684
696	702	708	714	720	726	732	738	744	750	756	762
768	774	780	786	792	798	804	810	816	822	828	834
840	846	852	858	864	870	876	882	888	894	900	906
912	918	924	930	936	942	948	954	960	966	972	978
984	990	996	1002	1008	1014	1020	1026	1032	1038	1044	1050
1056	1062	1068	1074	1080	1086	1092	1098	1104	1110	1116	1122
1128	1134	1140	1146	1152	1158	1164	1170	1176	1182	1188	1194
1200	1206	1212	1218	1224	1230	1236	1242	1248	1254	1260	1266
1272	1278	1284	1290	1296	1302	1308	1314	1320	1326	1332	1338
1344	1350	1356	1362	1368	1374	1380	1386	1392	1398	1404	1410
1416	1422	1428	1434	1440	1446	1452	1458	1464	1470	1476	1482
1488	1494	1500	1506	1512	1518	1524	1530	1536	1542	1548	1554
1560	1566	1572	1578	1584	1590	1596	1602	1608	1614	1620	1626
1632	1638	1644	1650	1656	1662	1668	1674	1680	1686	1692	1698
1704	1710	1716	1722	1728	1734	1740	1746	1752	1758	1764	1770
1776	1782	1788	1794	1800	1806	1812	1818	1824	1830	1836	1842
1848	1854	1860	1866	1872	1878	1884	1890	1896	1902	1908	1914
1920	1926	1932	1938	1944	1950	1956	1962	1968	1974	1980	1986
1992	1998	2004	2010	2016	2022	2028	2034	2040	2046	2052	2058
2064	2070	2076	2082	2088	2094	2100	2106	2112	2118	2124	2130
2136	2142	2148	2154	2160	2166	2172	2178	2184	2190	2196	2202
2208	2214	2220	2226	2232	2238	2244	2250	2256	2262	2268	2274
2280	2286	2292	2298	2304	2310	2316	2322	2328	2334	2340	2346
2352	2358	2364	2370	2376	2382	2388	2394	2400	2406	2412	2418
2424	2430	2436	2442	2448	2454	2460	2466	2472	2478	2484	2490
2496	2502	2508	2514	2520	2526	2532	2538	2544	2550	2556	2562
2568	2574	2580	2586	2592	2598	2604	2610	2616	2622	2628	2634
2640	2646	2652	2658	2664	2670	2676	2682	2688	2694	2700	2706
2712	2718	2724	2730	2736	2742	2748	2754	2760	2766	2772	2778
2784	2790	2796	2802	2808	2814	2820	2826	2832	2838	2844	2850
2856	2862	2868	2874	2880	2886	2892	2898	2904	2910	2916	2922
2928	2934	2940	2946	2952	2958	2964	2970	2976	2982	2988	2994
3000	3006	3012	3018	3024	3030	3036	3042	3048	3054	3060	3066
3072	3078	3084	3090	3096	3102	3108	3114	3120	3126	3132	3138
3144	3150	3156	3162	3168	3174	3180	3186	3192	3198	3204	3210
3216	3222	3228	3234	3240	3246	3252	3258	3264	3270	3276	3282
3288	3294	3300	3306	3312	3318	3324	3330	3336	3342	3348	3354
3360	3366	3372	3378	3384	3390	3396	3402	3408	3414	3420	3426
3432	3438	3444	3450	3456	3462	3468	3474	3480	3486	3492	3498
3504	3510	3516	3522	3528	3534	3540	3546	3552	3558	3564	3570
3576	3582	3588	3594	3600	3606	3612	3618	3624	3630	3636	3642
3648	3654	3660	3666	3672	3678	3684	3690	3696	3702	3708	3714
3720	3726	3732	3738	3744	3750	3756	3762	3768	3774	3780	3786
3792	3798	3804	3810	3816	3822	3828	3834	3840	3846	3852	3858
3864	3870	3876	3882	3888	3894	3900	3906	3912	3918	3924	3930
3936	3942	3948	3954	3960	3966	3972	3978	3984	3990	3996	4002
4008	4014	4020	4026	4032	4038	4044	4050	4056	4062	4068	4074
4080	4086	4092	4098	4104	4110	4116	4122	4128	4134	4140	4146
4152	4158	4164	4170	4176	4182	4188	4194	4200	4206	4212	4218
4224	4230	4236	4242	4248	4254	4260	4266	4272	4278	4284	4290
4296	4302	4308	4314	4320	4326	4332	4338	4344	4350	4356	4362
4368	4374	4380	4386	4392	4398	4404	4410	4416	4422	4428	4434
4440	4446	4452	4458	4464	4470	4476	4482	4488	4494	4500	4506
4512	4518	4524	4530	4536	4542	4548	4554	4560	4566	4572	4578
4584	4590	4596	4602	4608	4614	4620	4626	4632	4638	4644	4650
4656	4662	4668	4674	4680	4686	4692	4698	4704	4710	4716	4722
4728	4734	4740	4746	4752	4758	4764	4770	4776	4782	4788	4794
4800	4806	4812	4818	4824	4830	4836	4842	4848	4854	4860	4866
4872	4878	4884	4890	4896	4902	4908	4914	4920	4926	4932	4938
4944	4950	4956	4962	4968	4974	4980	4986	4992	4998	5004	5010
5016	5022	5028	5034	5040	5046	5052	5058	5064	5070	5076	5082
5088	5094	5100	5106	5112	5118	5124	5130	5136	5142	5148	5154
5160	5166	5172	5178	5184	5190	5196	5202	5208	5214	5220	5226
5232	5238	5244	5250	5256	5262	5268	5274	5280	5286	5292	5298
5304	5310	5316	5322	5328	5334	5340	5346	5352	5358	5364	5370
5376	5382	5388	5394	5400	5406	5412	5418	5424	5430	5436	5442
5448	5454	5460	5466	5472	5478	5484	5490	5496	5502	5508	5514
5520	5526	5532	5538	5544	5550	5556	5562	5568	5574	5580	5586
5592	5598	5604	5610	5616	5622	5628	5634	5640	5646	5652	5658
5664	5670	5676	5682	5688	5694	5700	5706	5712	5718	5724	5730
5736	5742	5748	5754	5760	5766	5772	5778	5784	5790	5796	5802
5808	5814	5820	5826	5832	5838	5844	5850	5856	5862	5868	5874
5880	5886	5892	5898	5904	5910	5916	5922	5928	5934	5940	5946
5952	5958	5964	5970	5976	5982	5988	5994	6000	6006	6012	6018
6024	6030	6036	6042	6048	6054	6060	6066	6072	6078	6084	6090
6096	6102	6108	6114	6120	6126	6132	6138	6144	6150	6156	6162
6168	6174	6180	6186	6192	6198	6204	6210	6216	6222	6228	6234
6240	6246	6252	6258	6264	6270	6276	6282	6288	6294	6300	6306
6312	6318	6324	6330	6336	6342	6348	6354	6360	6366	6372	6378
6384	6390	6396	6402	6408	6414	6420	6426	6432	6438	6444	6450
6456	6462	6468	6474	6480	6486	6492	6498	6504	6510	6516	6522
6528	6534	6540	6546	6552	6558	6564	6570	6576	6582	6588	6594
6600	6606	6612	6618	6624	6630	6636	6642	6648	6654	6660	6666
6672	6678	6684	6690	6696	6702	6708	6714	6720	6726	6732	6738
6744	6750	6756	6762	6768	6774	6780	6786	6792	6798	6804	6810
6816	6822	6828	6834	6840	6846	6852	6858	6864	6870	6876	6882
6888	6894	6900	6906	6912	6918	6924	6930	6936	6942	6948	6954
6960	6966	6972	6978	6984	6990	6996	7002	7008	7014	7020	7026
7032	7038	7044	7050	7056	7062	7068	7074	7080	7086	7092	7098
7104	7110	7116	7122	7128	7134	7140	7146	7152	7158	7164	7170
7176	7182	7188	7194	7200	7206	7212	7218	7224	7230	7236	7242
7248	7254	7260	7266	7272	7278	7284	7290	7296	7302	7308	7314
7320	7326	7332	7338	7344	7350	7356	7362	7368	7374	7380	7386
7392	7398	7404	7410	7416	7422	7428	7434	7440	7446	7452	7458
7464	7470	7476	7482	7488	7494	7500	7506	7512	7518	7524	7530
7536	7542	7548	7554	7560	7566	7572	7578	7584	7590	7596	7602
7608	7614	7620	7626	7632	7638	7644	7650	7656	7662	7668	7674
7680	7686	7692									

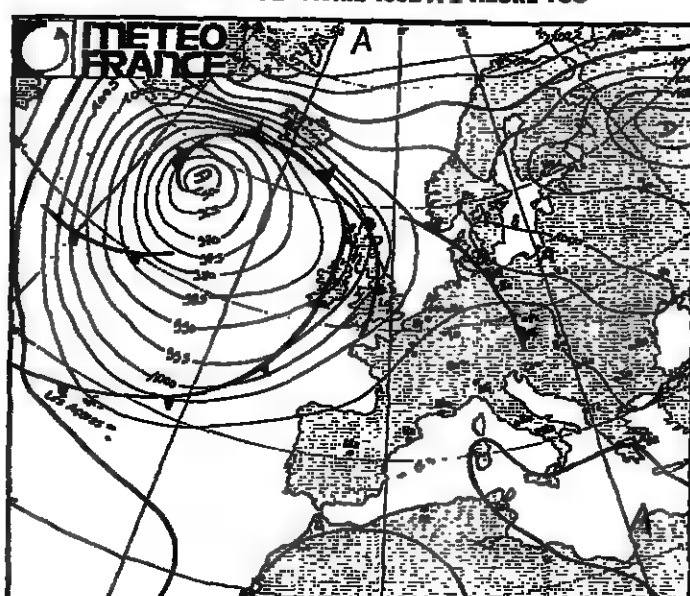
TACOTAC	
DIVERS OPERATIONS DES LOTS A PARIS DIVERS OPERATIONS DES LOTS A PARIS	
LE N° 100 PSE GAGNE 400 000 F	
TOUS LES BILLYS DE TIRAGE SONT	
30 195	40 000 F
0 195	4 000 F
195	400 F
95	40 F
5	10 F
DATE LIMITE DE PAIEMENT DES LOTS : MERCREDI 23 JUIN 1992	
17 <sup>e</sup> TRANCHE TIRAGE DU 23 AVRIL 1992	
en plus les lots de 100 000 F	

حكايا من الفصحى

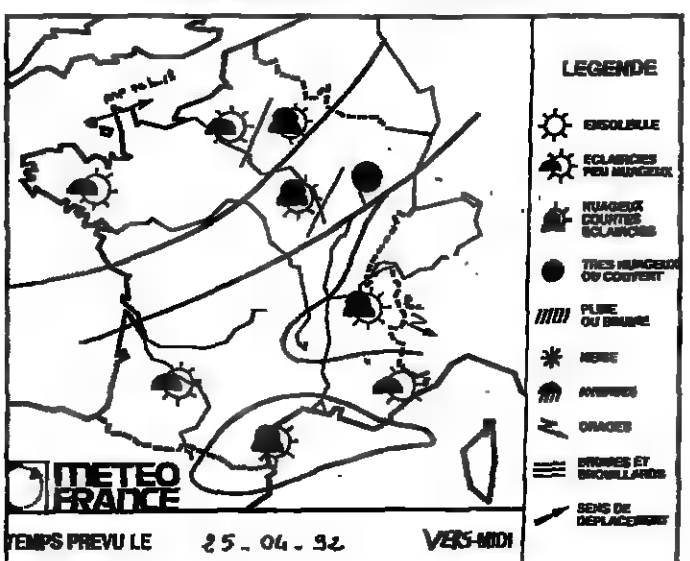


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 AVRIL 1992 A 12 HEURE TUC



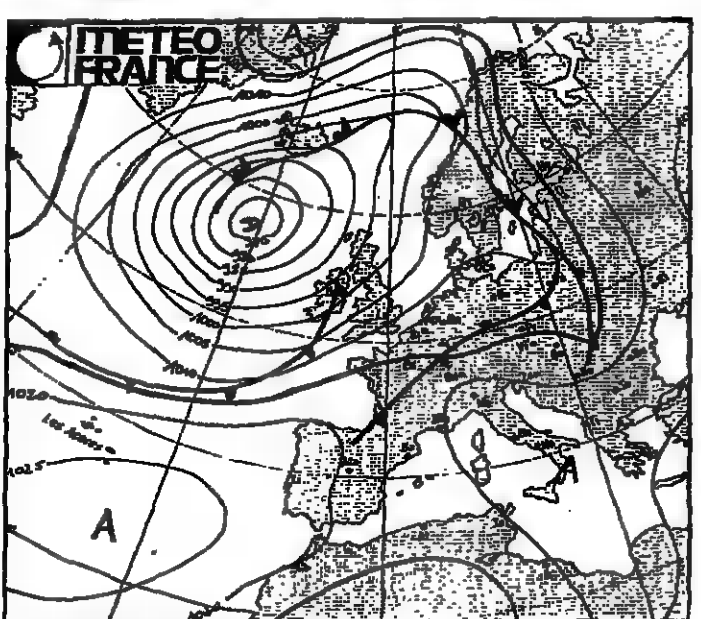
PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 1992



Samedi : nuages au nord, soleil au sud. Le matin, le soleil brille jusqu'au midi sur la moitié sud de la France. Dans le sud-ouest, le ciel sera nuageux avec des éclaircies. Au sud-est, le soleil sera au rendez-vous. Cependant des nuages bas persisteront le matin sur le golfe du Lion. L'après-midi, le soleil fera de belles apparitions de la Bretagne aux Pays de Loire jusqu'aux régions Nord. Des éclaircies à l'Alsace, les nuages seront nombreux

avec de timides éclaircies. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'au Sud-Est et en Corse le soleil brillera largement. Sur les Alpes, le Jura et sur les Pyrénées-Orientales, les nuages persisteront jusqu'en fin de journée. Le vent de sud-ouest se renforcera en Manche, soufflant à 70 km/heure en rafales. Les températures maximales atteindront 17 à 20 degrés au nord et 20 à 25 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL 1992 A 12 HEURES TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 23-4-1992 à 18 heures TUC et le 24-4-1992 à 6 heures TUC			
le 24-4-92			
FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	
ALGER 19 8 D	17 7 D	15 8 D	
BARCELONE 17 8 D	16 8 D	14 8 D	
BORDEAUX 16 8 D	15 8 D	13 8 D	
BREST 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
CANN 16 8 D	15 8 D	13 8 D	
CLERMONT-FR 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
DIJON 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
GENÈVE 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
LILLE 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
LYON 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
MARSEILLE 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
NANCY 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
NANTES 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
NICE 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
PARIS-MONTY 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
PAU 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
PERPIGNAN 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
RENNES 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
STRASBOURG 15 8 D	14 8 D	12 8 D	
ÉTANGER			
ALGER 22 12 N	20 10 N	18 8 N	
AMSTERDAM 12 6 N	10 4 N	8 2 N	
ATHÈNES 14 8 D	12 6 D	10 4 D	
BANGKOK 26 22 D	24 20 D	22 18 D	
BRAKOV 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
BRUXELLES 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
COPENHAGUE 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
DARSA 23 19 D	21 17 D	19 15 D	
GENÈVE 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
ISTANBUL 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
JERUSALEM 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
LE CAIRE 21 17 D	19 15 D	17 13 D	
LISBONNE 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
LONDRES 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
LYON 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
MADRID 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
MARRAKECH 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
MEXICO 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
MILAN 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
MONTREAL 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
MOSCOW 12 6 N	10 4 N	8 2 N	
NAIROBI 26 22 D	24 20 D	22 18 D	
NEW DELHI 26 22 D	24 20 D	22 18 D	
OSLO 12 6 N	10 4 N	8 2 N	
PALMA-DE-MAJ 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
PARIS 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
PRAGUE 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
RIO-DE-JANEIRO 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
ROME 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
SINGAPOUR 26 22 D	24 20 D	22 18 D	
STOCKHOLM 12 6 N	10 4 N	8 2 N	
SYDNEY 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
TOKYO 22 18 D	20 16 D	18 14 D	
TUNIS 21 17 D	19 15 D	17 13 D	
VARSOVIE 17 13 D	15 11 D	13 9 D	
VENISE 15 11 D	13 9 D	11 7 D	
Vienne 15 11 D	13 9 D	11 7 D	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PECHINEY

EXERCICE 1991 : BENEFICE NET CONSOLIDE DE 820 MILLIONS DE FRANCS

### COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés présentés par le Conseil d'Administration réuni le 22 avril 1992 font apparaître un résultat net, part du Groupe, de 820 millions de francs (16,20 francs par action), contre 2.225 millions en 1990 (44 francs par action), hors plus-values sur la cession de l'immeuble du siège social. Avant amortissement des écarts d'acquisition, le résultat s'élève à 1.025 millions (20,30 francs par action), contre 2.415 millions (47,80 francs par action) en 1990. La mauvaise conjoncture économique mondiale et les déséquilibres engendrés par les bouleversements intervenus dans l'ex-URSS ont fortement marqué l'exercice 1991. Pechiney a cependant pu tirer les conséquences de la conjoncture difficile sur les résultats grâce à la solidité de ses positions dans l'emballage et à l'accent mis sur les efforts de réduction des coûts.

Les principales données des comptes consolidés sont les suivantes :			
en millions de francs	1991	1990	
Chiffre d'affaires	74.425	74.480	
dont Département Industriel	66.661	66.452	
Commerce International	7.764	10.117	
Marge opérationnelle	5.119	1.887	
dont Emballage	2.584	2.280	
Aluminium	1.489	2.501	
Composants Industriels	720	99	
Activités Industrielles connexes	190	57	
Commerce International	230	466	
Habillage	(147)	(120)	
Frais financiers nets	2.899	1.586	
Moins : amortissement des écarts d'acquisition	1.025	2.415	
après amortissement des écarts d'acquisition	820	2.225	

\* chiffres 1990 par pôle d'activités retraités : tenir compte de modifications en 1991 dans la répartition des activités.

La marge opérationnelle (5.119 millions) est en recul de 23 %. L'analyse par pôle d'activités fait apparaître une évolution contrastée : l'emballage et la plupart des activités.

La contribution du pôle Emballage (2.584 millions, soit 50 % du total) s'accroît de 13 % d'un exercice à l'autre ; hors incidence des variations de change, la progression est de 9,4 %. Les activités du marché de la boisson ont connu une nouvelle année de croissance soutenue : les ventes de boîtes boisson du Groupe ont augmenté de 6,7 % (hors variations monétaires), dont 5,1 % aux États-Unis et 10,7 % en Europe.

Le pôle Aluminium enregistre la baisse la plus importante : sa contribution à la marge opérationnelle consolidée diminue d'un milliard de francs (de 1.489 millions à 1.025 millions), essentiellement du fait de l'activité amont. Le marché de l'aluminium connaît depuis plus d'un an une situation à prix déprimés qui se reproduit périodiquement, mais dont les effets sont, en 1991, aggravés par un efflux de métal venant des républiques de l'ex-URSS. La transformation de l'aluminium, en revanche, maintient son bon niveau de résultat de l'année précédente.

Le pôle Composants Industriels, l'activité Éléments de turbomoteurs et la contribution à la baisse d'activités conjoncturelles sur le principal marché, celui des éléments de turbomoteurs destinés à l'aviation civile ; toutefois, la demande dans le domaine des turbines industrielles, la croissance de l'activité de

renovation de pièces et l'amélioration continue des procédés ont permis de maintenir une rentabilité satisfaisante (marge opérationnelle : 675 millions, soit 12 % du chiffre d'affaires), mais en baisse par rapport à 1990 (818 millions, 14 % du chiffre d'affaires). Quant au secteur Activités Industrielles connexes, ses résultats ont été fortement affectés par la dégradation des marchés de l'électrometallurgie, du graphite et du silicium, alors que les activités liées à la fabrication du combustible nucléaire ont réalisé une excellente performance. La conjoncture économique mondiale explique également le recul de la contribution du département Commerce International (de 1.011 millions à 270 millions), après deux exercices marqués par un très haut niveau de rentabilité.

### COMPTES DE PECHINEY, SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 820 millions de francs, contre 868 millions en 1990, hors plus-values exceptionnelles. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires le paiement aux porteurs de l'action d'un dividende de 13 F (19,50 F avec l'impôt sur le revenu), contre 11 F de l'exercice précédent. Ce montant comprend le dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 3,50 F.

### ACQUISITION PAR PECHINEY SOCIÉTÉ MÈRE DES ACTIVITÉS ALUMINIUM ET COMMERCE INTERNATIONAL DE PECHINEY INTERNATIONAL

Dans sa séance du 22 avril, le Conseil d'Administration a approuvé le principe de l'acquisition par Pechiney société mère des activités aluminium et commerce international de la filiale Pechiney International ; il a également approuvé les conditions financières de l'opération, après avoir pris connaissance des recommandations de Lazard et Cie, banque conseil de Pechiney chargée de donner une opinion sur la valeur de marché des actifs acquis, indépendamment de la qualité du vendeur. L'acquisition sera réalisée sur la base d'une valeur des actifs fixée à 6051 millions de francs, dont il est déduit le montant des passifs transférés, soit 1001 millions de francs ; le prix de transaction, soit 5050 millions de francs, est intégralement versé à Pechiney International à la date de réalisation de l'opération.

Cette transaction porte sur des activités déjà consolidées dans les comptes du Groupe ; elle ne modifiera donc pas le montant de l'endettement consolidé et aura des incidences récurrentes limitées sur le résultat, principalement liées à la variation de la part des résultats revenant aux actionnaires minoritaires de Pechiney International.

### PERSPECTIVES

L'incertitude sur l'évolution économique mondiale rend les prévisions pour 1992 particulièrement difficiles. Les perspectives de l'emballage sont bonnes et devraient conduire à une nouvelle croissance significative des résultats de l'activité. Il en est de même du Département Industriel. En revanche, la situation de l'Aluminium, des Composants Industriels et des autres activités connexes demeure difficile. Dans ces conditions, la marge opérationnelle du premier semestre devrait être en baisse par rapport à la même période de l'année dernière. La reprise de la consommation d'aluminium aux États-Unis et la hausse récente des cours de ce métal rendent plausible une amélioration sur le second semestre.

## PECHINEY INTERNATIONAL

### RECENTRAGE DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS

Le Conseil d'Administration réuni le 21 avril 1992 a arrêté les comptes de l'exercice 1991 et approuvé le principe et les modalités de la cession à Pechiney des activités Aluminium et Commerce International.

### COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé de Pechiney International (part du Groupe) s'élève à 842 millions de francs (soit 11 francs par action) avant amortissement des écarts d'acquisition, contre 1.150 millions (15 francs par action) en 1990. Après déduction des amortissements, il est de 582 millions de francs (soit 7,60 francs par action), contre 907 millions (12 francs par action) pour l'exercice précédent.

Les principales données des comptes consolidés sont les suivantes :			
en millions de francs	1991	1990	
Chiffre d'affaires	43.220	43.220	
Marge opérationnelle	3.280	1.887	
dont Emballage	2.584	2.280	
Aluminium	1.489	2.501	
Composants Industriels	720	99	
Activités Industrielles connexes	190	57	
Commerce International	230	466	
Habillage	(147)	(120)	
Frais financiers nets	1.707	1.485	
Moins : amortissement des écarts d'acquisition	842	1.150	
après amortissement des écarts d'acquisition	582	907	

L'évolution de la marge opérationnelle (-9 % en francs) recouvre une progression des résultats du secteur Emballage, mais une baisse importante des activités aluminium et commerce international due aux conditions du marché mondial de l'aluminium en 1991. Corrigés des résultats de change, les frais financiers nets sont quasiment stables d'un exercice à l'autre, l'effet de l'augmentation de l'endettement moyen étant compensé par le gain sur les taux d'intérêt. La marge brute d'exploitation (2.689 millions de francs) est en légère progression (+3,4 %).

L'analyse par activité fait ressortir les évolutions suivantes : Les progressions du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle du secteur Emballage sont respectivement de 5,9 % (à 31.436 millions de francs) et de 13,2 % (à 2.586 millions de francs). Elles traduisent une pénétration accrue sur des marchés dont la croissance s'est confirmée malgré la conjoncture économique, ainsi qu'une amélioration de la rentabilité. Les progrès les plus significatifs ont été enregistrés dans le boîtier boisson dont les ventes aux États-Unis et en Europe ont respectivement augmenté, hors incidence des variations monétaires, de 5,1 % et de 10,7 %. Seul, l'activité boîtier Alimentaire Amérique du Nord (12,8 % des ventes) enregistre un recul de ses ventes et de ses résultats ; un vigoureux programme de réduction des coûts et de révision du portefeuille d'activités a été mis en œuvre.

La marge opérationnelle du secteur Éléments de turbomoteurs a représenté 12 % du chiffre d'affaires de cette activité contre 14 % en 1990. Après sept années consécutives de croissance, ce secteur a été contrainct à une baisse d'activité sur son principal marché (éléments de turbomoteurs destinés à l'aviation civile), provoquée par la réaction économique mondiale et la régression du trafic aérien. Les nouveaux progrès enregistrés par Howmet sur le marché des turbines industrielles (25 % des ventes de la société) ont permis de limiter l'incidence de cette situation sur les résultats d'ensemble. Les activités Aluminium et Commerce International, localisées en Australie, au Canada et en Hollande, ont subi les effets de la détérioration du marché de l'aluminium en 1991. Le niveau historiquement très bas atteint par les cours de l'aluminium a entraîné une forte baisse du résultat opérationnel de cette activité qui, après déduction des amortissements, est devenu légèrement négatif.

### COMPTES DE LA SOCIÉTÉ PECHINEY INTERNATIONAL

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 820 millions de francs, contre 482 millions en 1990. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le 21 juin, le maintien à 5 F du dividende net des actions ; il s'y ajoute un montant de 0,39 F par action au titre de l'impôt fiscal et des crédits d'impôt. Le dividende serait mis en paiement à partir du 2 juillet 1992.

### CESSION DES ACTIVITÉS ALUMINIUM ET COMMERCE INTERNATIONAL

Dans sa séance du 21 avril, le Conseil a par ailleurs approuvé le principe d'une cession à Pechiney des activités aluminium et commerce international de Pechiney International aux conditions qui lui ont été proposées par le Comité Spécial, composé de deux administrateurs extérieurs au Groupe Pechiney et lui-même conseillé par Goldman Sachs.

Après que le Conseil d'Administration de Pechiney, réuni le 22 avril, ait également statué, un accord a été conclu prévoyant la cession sur la base d'une valeur des actifs fixée à 5050 millions de francs, dont il est déduit le montant des passifs transférés, soit 1001 millions. Le prix de transaction, ainsi arrêté à 3845 millions, a fait l'objet d'une opinion écrite de Goldman Sachs confirmant que ce prix est équitable pour les actionnaires de Pechiney International.

Pechiney International dispose d'une activité aluminium moderne, performante et de bonne rentabilité moyenne. Les résultats de cette activité étaient néanmoins fortement variables, en fonction des cycles économiques. Or, la croissance régulière de l'emballage demande des investissements dont le financement ne peut dépendre de telles variations. Cette raison, jointe à la nécessité de clarifier l'image de Pechiney International pour les investisseurs, a conduit le Conseil à cette cession. Cette opération entraînera la constitution, en 1992, d'un profit exceptionnel net estimé à 1790 millions de francs dans les comptes consolidés de Pechiney International. Par ailleurs, les comptes pro-forma établis montrent que, si la transaction était intervenue le 1er janvier 1991 aux mêmes conditions de prix et d'utilisation des fonds que celles prévues, le bénéfice net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition aurait été de 1171 millions, soit 15,30 francs par action ; après amortissement, il se serait élevé à 911 millions (11,90 francs par action). Il convient de noter que l'extrapolation de ces données à l'exercice 1992 doit tenir compte du fait que l'encroisement du produit de la cession d'activités d'incidence sur les frais financiers que sur une partie de l'exercice. Il est prévu d'accomplir les formalités préalables au transfert des actifs dans les prochaines semaines, de telle sorte que l'opération puisse être réalisée avant le 30 juin 1992, date à laquelle arrivent à échéance les bons de souscription d'actions émis par Pechiney International en avril 1989.

### PERSPECTIVES

Après réalisation de cette cession, Pechiney International sera à la tête d'un groupe principalement recentré sur l'emballage (près de 85 % du chiffre d'affaires) et position de numéro un mondial, occupant par ailleurs le premier rang mondial dans une activité de haute technologie (composants pour les turbines d'avions et pour les turbines industrielles). Le groupe bénéficiera par ailleurs d'une structure financière lui garantissant les moyens de son développement. Pour l'exercice 1992, les perspectives du secteur emballage demeurent satisfaisantes et les développements attendus sur les trois grands marchés de ce secteur (boissons, alimentaire et cosmétique - pharmacie - hygiène) devraient conduire à une nouvelle progression de l'activité et des résultats. En ce qui concerne le secteur des éléments de turbomoteurs, les conditions de marché devraient rester difficiles dans la principale branche d'activité d'Howmet (aviation civile) ; par contre, la situation devrait rester favorable sur le marché des turbines industrielles.

Ces perspectives ainsi que les effets de la restructuration financière devraient entraîner une forte progression des résultats au deuxième semestre et donc une amélioration sensible sur l'ensemble de l'année.

\* Un document d'information relatif à la cession est disponible sur simple demande adressée au siège de la société.



# VIE DES ENTREPRISES

Recentré sur l'emballage

## Pechiney International doit devenir le moteur du groupe public

En revenant de 2,225 milliards de francs (hors plus-value sur la vente du siège social) à 820 millions, le chiffre d'affaires (part du groupe) de Pechiney a chuté de 63 % l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 74,4 milliards de francs (76,8 milliards en 1990). Une baisse sévère, due pour l'essentiel à l'abandon d'un marché de l'aluminium inondé par les exportations de la nouvelle Communauté (ex-URSS), dont les exportations ont été passées en un an de 230 000 à un million de tonnes (de 4 % à 23 % de la production européenne). Dans l'attente d'une hypothétique reprise de l'activité de la filiale, Pechiney n'a pas salué qu'à la bonne tenue de ses activités d'emballage. Priorité sera donc plus que jamais donnée à ce dernier.

Créée en 1988 pour reprendre les activités d'American Can, Pechiney International, la filiale

spécialisée du public, est devenue, selon l'expression du PDG du groupe, M. Jean Gandois, « la fusée qui propulsera vers le ciel ». Le gouvernement donnait, il y a quelques semaines, son feu vert au recentrage de Pechiney International sur l'emballage en autorisant à céder ses activités « aluminium » et « négoce » à sa maison-mère (le 19 mars). Le conseil d'administration de la filiale a approuvé, mardi 21 avril, le principe de la modalité de cette transaction qui interviendra avant le 30 juin.

La filiale se fera pour un prix de 3,845 milliards de francs, la valeur des actifs nets (6,05 milliards de francs) étant amoindrie du montant des passifs nets (2,2 milliards). Pechiney International, qui a réalisé l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 812 millions de francs (contre 907 millions en 1990), utilisera la

manne pour se désendetter : ses frais financiers se sont élevés à 1,787 milliard de francs en 1991. Depuis les activités cycliques, d'un bilan assaini, Pechiney International devrait être nettement plus attrayant pour les investisseurs.

Pechiney International pourra alors faire appel à la Bourse, dans de bonnes conditions, pour financer son développement. M. Gandois envisage une « augmentation de fonds propres extérieurs » au printemps 1992 « si les marchés s'y prêtent ». Mais il lui faut encore, pour cela, obtenir du gouvernement le droit d'augmenter la participation (aujourd'hui de 73 %) de Pechiney International. Ce devrait, selon lui, être fait dans les prochaines semaines.

P.-A. G.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### NÉGOCIATION

□ Deutsche Aerospace pourrait prendre le contrôle de Fokker. - Le constructeur aéronautique allemand Deutsche Aerospace (DASA) a obtenu un mandat de la part de la Commission européenne pour mener des négociations avec le constructeur néerlandais Fokker « dans le cadre d'une coopération européenne sur les appareils de transport régionaux ». Une des possibilités dans les discussions est le rachat de DASA par Fokker, le rachat par les investisseurs européens du constructeur néerlandais. Cette éventualité ne remet pas en cause l'existence du projet européen d'un avion régional aux Français et Italiens. Les Fokker viendraient compléter le Dornier et l'ATR.

### RÉSULTATS

□ Bénéfice en hausse de 8 % pour Thomson-CSF. - Avec un chiffre d'affaires de 35,1 milliards de francs en 1991, en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent, Thomson-CSF, la filiale du groupe Thomson spécialisée dans l'électronique militaire et professionnelle, a réalisé un bénéfice net de 2,35 milliards de francs, en augmentation de 8 % par rapport à 1990. Le chiffre d'affaires a été porté à 35,1 milliards de francs par la vente de 100 % de la filiale Thomson-CSF Défense.

□ Les commandes atteignent 61,6 milliards de francs, plus de vingt fois d'activités. Pour M. Alain Gomez, PDG de Thomson-CSF, la filiale a réalisé un chiffre d'affaires de 35,1 milliards de francs (contre 33,6 milliards de francs en 1990). La diminution du chiffre d'affaires s'explique par l'intégration de la filiale Thomson-CSF Défense, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 2,35 milliards de francs, contre 1,93 milliard de francs en 1990.

□ Guyenne et Gascogne en nette progression. - Fruits d'un rachat de supermarchés Squali et d'une douzaine d'hypermarchés à l'enseigne Mammouth, dispersés dans le grand Sud-Ouest, la filiale Guyenne et Gascogne a, en 1991, réalisé un chiffre d'affaires de 11 %, comme un chiffre d'affaires qui a atteint 2,28 milliards de francs. Fondée en 1913, cette société, dont le siège est à Bayonne, partage avec Carrefour le capital de la Sogara, qui exploite dix hypermarchés dans la région de Bordeaux.

□ Bouygues : baisse d'activité sur les marchés internationaux en 1991. - Le chiffre d'affaires du groupe Bouygues a atteint 64,34 milliards de francs en 1991, en progression de 13 % par rapport à l'année précédente. Cette progression

internationale de l'activité internationale du groupe de bâtiment et de travaux publics (+43 %). Le chiffre d'affaires (part du groupe) a atteint 635 millions, en progression de 1,4 %. Pour 1992, Bouygues prévoit une activité relativement stagnante (64 milliards de francs de chiffre d'affaires), la cause notamment d'une baisse marquée de l'immobilier (-17 %).

□ Bénéfice de Bolloré Technologies. - Le chiffre d'affaires de Bolloré Technologies a atteint 27,9 milliards de francs en 1991, en hausse de 17,7 % en 1990. Cette progression considérable s'explique par l'intégration, l'an dernier, du groupe maritime Delmas-Vieljeux. Le résultat d'exploitation a atteint 974 millions, les bénéfices nets ont été de 100 millions. La distribution d'énergie a quasiment doublé son bénéfice d'exploitation. A la suite notamment de l'annonce de la filiale par Bruxelles de Delmas-Vieljeux, le chiffre d'affaires a été porté à 27,9 milliards de francs par la vente de 100 % de la filiale Bolloré Technologies.

□ Lourdes pertes pour NCB en 1991. - Le groupe industriel suédois NCB, spécialisé dans le bois et le papier, a enregistré en 1991 un déficit de 178 millions de couronnes suédoises (à peu près autant de francs) contre un bénéfice de 64 millions pour l'exercice précédent. Ces mauvais résultats sont dus en particulier à l'usine de cellulose NCB Valvik en Suède et à la filiale NCB Zellstoff, une unité de production de la filiale allemande Hannover Papier. Le chiffre d'affaires de NCB a atteint en 1991 4,7 milliards de couronnes suédoises, soit une baisse de 4 % par rapport à 1990.

### CONTRAT

□ Marks and Spencer confie son réseau européen de magasins à Transpac (France Télécom). - Transpac, la filiale de France Télécom, vient de remporter deux jolis contrats de transmissions de données pour Marks and Spencer. Selon le communiqué publié, jeudi 23 avril, Transpac fournira à la chaîne de magasins britannique un service de données et de fax unique sur un réseau couvrant toute l'Europe. Le montant de ce contrat, adjugé après appel d'offres international, a été tenu secret. Outre Transpac Network Services, la filiale de Transpac au Royaume-Uni, ATT et IBM ont aussi été présélectionnés. Le contrat est important pour les deux partenaires. Marks and Spencer, qui a un solide programme d'implantations nouvelles sur le continent, entend piloter ses magasins et entrepôts européens à partir de son siège parisien. Transpac enlève une référence sur le marché des British Telecom (le plus déléguement aussi).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# CÉGEP

### RÉSULTATS 1991

Le conseil d'administration, réuni le 8 avril 1992 sous la présidence de Monsieur PICCIOTTO, a arrêté les comptes de CEGEP au 31 décembre 1991 :  
- les revenus bruts du patrimoine (loyers perçus) ont été élevés à 167 millions de francs contre 153 millions de francs en 1990, soit en progression de 9 % ;  
- le résultat net consolidé, après charges financières, résultat exceptionnel et impôts, a atteint 40 millions de francs contre 38,6 millions de francs en 1990, soit en progression de 3,63 %. Ce bénéfice inclut un résultat exceptionnel de 33 millions de francs, correspondant à la vente du centre commercial ULS, contre 12,8 millions de francs en 1990.

Rappel des acquisitions en 1991 :  
- 100 % du centre commercial de LYON-LA-PART-DIEU qui portait le pourcentage de contrôle de CEGEP à 93 % ;  
- 100 % du centre commercial de VILLENEUVE-2-LILLE qui portait le pourcentage de contrôle de CEGEP à 100 % ;  
- 10 % du centre commercial de ROUEN-SAINT-SEVER qui portait ainsi à 60 % le contrôle de CEGEP.

Dividende 1991  
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 1992 la distribution d'un dividende net de 5,25 F par action (augmenté d'un avoir fiscal de 3,25 F).

APPEL AU MARCHÉ FINANCIER  
POUR 310 MILLIONS DE FRANCS  
Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 12 février 1992, CEGEP envisage de réaliser une émission d'un emprunt obligataire remboursable en actions d'un montant de 310 millions de francs.

Cette émission a pour objectif le financement des acquisitions effectuées par CEGEP en 1991 représentant un investissement net de 315 millions de francs.

Les modalités de cette émission, qui devra intervenir en juin prochain, ne sont pas encore définitivement précisées à ce jour. Les actionnaires aient expressément réservé à leur droit préférentiel de souscription, le conseil leur réservera un droit de priorité de souscription pendant les deux premières semaines de l'émission, les obligations souscrites par les actionnaires de CEGEP feront ensuite l'objet d'un placement public.

Après une telle émission, les fonds propres des sociétés CEGEP s'élèveront à 1.100 millions de francs.

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 avril ↑

Petite progression

Le mois boursier de Paris a plutôt bien commencé à la Bourse de Paris qui, dans un marché très calme, était bien orientée. En hausse de 0,48 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 amorçait progressivement ses gains qui atteignent 1,5 % à la fin de la séance.

Pour autant, la faiblesse du volume des transactions dénotait la prudence des investisseurs. L'absence d'un excédent marqué sur le marché a été contrebalancée par le nouveau départ de la masse monétaire allemande qui a permis un peu plus de stabilité des taux. La perspective d'une baisse des rendements allemands a été prise en compte par les investisseurs.

En outre, la décision d'Europac de ne pas faire appel à l'épargne publique avant l'ouverture du tunnel sous la Manche n'a pas entraîné de mouvement particulier sur le marché. L'indice CAC 40 a terminé la séance à 1,5 % en hausse, le marché à 1,3 %.

NEW-YORK, 24 avril ↑

Irégulière

Le marché américain a débuté la semaine en hausse, jeudi 23 avril, à l'issue d'une séance irrégulière marquée par un départ en hausse grâce à des statistiques économiques encourageantes puis un recul de plus de 25 points en début d'après-midi dans le sillage d'une hausse de 3,84 points de l'indice Dow Jones. Le marché a finalement terminé la séance à 348,61 en hausse de 3,84 points, soit un gain de 1,1 %.

Les marchés ont bien réagi à l'ouverture de la séance d'une hausse de 1,6 % des commandes de biens durables en mars aux Etats-Unis ainsi qu'à un recul des dépenses d'allocations-chômage durant la semaine terminée le 10 avril.

VALEURS	Cours de 22 avr	Cours de 23 avr
Alcatel	437,5	440,0
Amal	278	277
ATF	68	68
Banque Paribas	780	751
BNP	468	480
Caisses d'Allocat.	223	223
Carrefour	840	813
CEGEP	306	321
CEP	303	315
CEP	175	175
CEP	255	255
CEP	1110	1125
CEP	280	280
CEP	1180	1218
CEP	185	187
CEP	275	280
CEP	1000	999
CEP	348	348
CEP	1020	1000
CEP	188	197
CEP	120	115
CEP	185	185
CEP	180	180
CEP	110	110
CEP	107	105
CEP	350	350
CEP	172	171
CEP	880	871
CEP	204	204
CEP	91	95

LONDRES, 24 avril ↑

Légère hausse

Le marché britannique a débuté la semaine en hausse, jeudi 23 avril, à l'issue d'une séance irrégulière marquée par un départ en hausse grâce à des statistiques économiques encourageantes puis un recul de plus de 25 points en début d'après-midi dans le sillage d'une hausse de 3,84 points de l'indice Dow Jones. Le marché a finalement terminé la séance à 348,61 en hausse de 3,84 points, soit un gain de 1,1 %.

TOKYO, 24 avril ↑

Consolidation

Après sa forte reprise de jeudi, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en hausse, vendredi 24 avril. L'indice Nikkei a fini en clôture sur une hausse de 140,40 points, soit 0,7 %.

En fait, le Nikkei se contente pour l'instant de fluctuer dans une marge étroite, juste au-dessus de 17 000 points. Les investisseurs sont toujours peu enclins à se lancer sur le marché, explique un opérateur.

VALEURS	Cours de 23 avr	Cours de 24 avr
Alcatel	517	501
Amal	1199	1180
ATF	1270	1280
Banque Paribas	280	280
BNP	1880	1880
Caisses d'Allocat.	1410	1410
Carrefour	1270	1270
CEGEP	4200	4200
CEP	1400	1400

## PARIS :

### Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	437,5	440,0	Amal	1170	1141
Amal Assoc.	278	277	Amal Computer	154	154
BAC	68	68	LPBM	64	64
Banque Paribas	780	751	Locam	74	72
Banque	468	480	Locam	163	165
Banque	223	223	Monsieur	175	175
CAI de R. C. C.	840	813	Paul Riquart	375	380
Carrefour	306	321	Renault	319	380
CEGEP	303	315	Renault	319	380
CEP	175	175	Sabot	80	90
CEP	255	255	Sabot	310	310
CEP	1110	1125	Sage	320	325
CEP	280	280	TFI	485	484
CEP	1180	1218	Thomson	380	381
CEP	185	187	Unilog	255	250
CEP	275	280	Val et Co	111	111
CEP	1000	999	Y. St Laurent	870	870
CEP	348	348			
CEP	1020	1000			
CEP	188	197			
CEP	120	115			
CEP	185	185			
CEP	180	180			
CEP	110	110			
CEP	107	105			
CEP	350	350			
CEP	172	171			
CEP	880	871			
CEP	204	204			
CEP	91	95			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

### MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 23 avril 1992

Nombre de titres estimés : 101 348

COURS	Jun 92	Sept 92	Déc 92
Dernier	107,74	108,84	108,12
Précédent	106,18	106,32	106,48

### Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Jun 92	Sept 92
106	0,32	0,34

### CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1991	2 007,50	1 998,50
Précédent	2 001	2 015,50	2 007,50

### CHANGES

Dollar : 5,5690 F ↓

Vendredi 24 avril, le dollar se replie sur les marchés des changes européens, à la veille de la réunion du G7 à Washington. A Paris, le dollar vert se déprécie fortement en fin de séance à 5,5690 francs contre 5,6185 francs à la veille.

FRANCOFORT 23 avr 24 avr  
Dollar (en DM) 1,488 1,489  
Yen 160 160  
Yen 100 100  
Dollar (en yen) 160 160

MARCHÉ MONÉTAIRE

24 avr 1992 1/16  
New York (2 avr) NP

### BOURSES

PARIS (ANSE, base 100 : 31-12-91)

32 avr 23 avr  
Valeurs françaises 11420 114  
Valeurs étrangères 10430 1047  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
(SBF, base 1000 : 31-12-91)  
Indice CAC 40 11420 114

NEW-YORK (base 100 : 31-12-91)

22 avr 23 avr  
Industrielles 3 336,77 1 141  
Londres (indice Financial Times) 22 avr 23 avr  
100 valeurs 2 607,80 2 609,80  
30 valeurs 2 034,80 2 042,70  
Mines d'or 111,50 111,50  
Fonds d'or 111,50 111,50

FRANCOFORT

22 avr 23 avr  
Dax 1 753,30 1 752,44  
TOKYO  
23 avr 24 avr  
Nikkei 17 000 17 000  
Indice général 1 315 1 314

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$	5,5875	5,5895	5,6695	5,6745
Yen (100)	14,1550	14,1580	14,2195	14,2165
Yen (100)	6,9275	6,9275	6,9235	6,9395
Yen (100)	3,7785	3,7735	3,7795	3,7821
Yen (100)	3,6485	3,6507	3,6574	3,6621
Yen (1000)	4,4970	4,4990	4,4617	4,4664
Yen (100)	9,9850	9,9800	9,9700	9,9821
Yen (100)	5,3731	5,3777	5,3409	5,3506

### TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
(0)	3 7/8	4	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/4
(1)	4 5/8	4 3/4	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/4
(2)	9 7/8	10	10 1/8	10 1/8	9 1/16	9 1/16
Deutschmark	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 11/16
Franc suisse	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 11/16
Libre (1000)	12 1/16	12 5/16	8 7/8	8 7/8	8 9/16	8 11/16
Yen (100)	9 1/16	10 11/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 5/16
Yen (100)	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 5/16
Franc français	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de séance par la Salle des marchés de la BNP.

## Le Monde - RTL

### ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 24 avril  
Jean-Paul Grisvard,  
directeur général  
d'Europe Assistance


Lundi 27 avril  
Alain Coulomb,  
délégué général  
de l'Union hospitalière privée



1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

1998

100



s : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix principal - m : marché auxiliaire











La réforme du code pénal au Sénat

## La droite félicite les socialistes d'admettre l'incrimination pour « terrorisme »

Pour le troisième mois consécutif  
Le commerce extérieur de la France a été excédentaire en mars

La balance commerciale de la France a de nouveau été excédentaire en mars, les exportations ayant atteint 112,3 milliards de francs après un déficit de 1,38 milliard de francs en février. Les importations s'élevaient à 105,48 milliards de francs. Cet excédent de 6,82 milliards de francs se situe au-dessus du déficit de 1,43 milliard de francs du premier trimestre 1992.

Le bon résultat du mois s'explique notamment par la vente de 21 Airbus pour 5,1 milliards de francs pour 2,9 milliards de francs d'appareils importés. Mais le bon résultat enregistré a aussi pour cause une forte progression des exportations, qui augmentent de 2,8 % en un mois et de 9,5 % en un an.

Rejet d'une demande de commutation de peine pour l'affaire Habache. La commission des lois de l'Assemblée nationale a rejeté, jeudi 23 avril, la demande de commutation de peine pour l'affaire Habache, fin janvier, de Georges Habache, député, les présidents des groupes de l'opposition (UDF, RPR et UDC). Le rapporteur, M. François (PS), a souligné les critiques de l'opposition sur le caractère « obscur » de l'affaire Habache et a conclu, car « le gouvernement a exposé les faits à l'occasion d'une séance de la commission des lois ».

Les sénateurs ont adopté en première lecture, jeudi 23 avril, après l'avoir modifié, le projet de loi IV du code pénal, relatif à la répression des crimes et délits de la nation, l'Etat et la paix publique. Ce texte, présenté par M. Michel Vauzelle, garde des Sceaux, avait été adopté par les députés le 8 octobre dernier. Les groupes communiste et socialiste ont voté « contre », tandis que la droite a félicité le gouvernement et les sénateurs socialistes d'accepter aujourd'hui l'incrimination pour « terrorisme », que le PS rejetait en 1986.

La réforme du code pénal, commencée en 1989, entre dans sa dernière ligne droite. Un accord a déjà été trouvé en commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée) à propos du livre I, qui expose les principes généraux du nouveau code. Le livre II, qui traite des atteintes contre les personnes, sera convoqué au cours de l'actuelle session, laquelle devrait permettre d'achever l'examen des livres III (atteintes contre les biens) et IV, sous les deux ensembles. Les deux derniers textes ne font pas l'objet de désaccords profonds entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Au Palais du Luxembourg, au Palais-Bourbon, une atmosphère particulièrement studieuse, bien éloignée des vagues débats de naguère, a présidé, jeudi, à l'examen des dispositions relatives au terrorisme contenues dans le livre IV du projet de code pénal. La droite, jadis « sécuritaire », en a oublié de taxer les « laxistes ». Rapporteur du livre IV après avoir été, comme l'a obligamment rappelé M. Vauzelle, le

rapporteur du projet de loi de 1986 relatif à la lutte contre le terrorisme, M. Paul Masson (RPR, Loiret) a même félicité le gouvernement pour avoir enfin « l'incrimination autonome de terrorisme », laquelle les socialistes s'étaient pourtant opposés en 1986.

M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) a souligné que « la loi » avait été tirée des événements et des faits. M. Charles Lederman (Val-de-Marne) a montré, au nom du groupe communiste, particulièrement acide. Annonçant l'hostilité de son groupe au texte dans son ensemble, il a profité d'une question préalable (posée par la droite) pour rappeler malicieusement au gouvernement les propos définitifs tenus, il y a six ans, par M. Roland Dumas, par M. Michel Sapin et par M. Dreyfus-Schmidt lui-même.

M. Vauzelle a saisi l'occasion offerte par la présence, dans le projet de livre IV, d'une disposition relative à la corruption, pour rappeler les propos tenus, à ce sujet, par M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le garde des Sceaux a réaffirmé la volonté du gouvernement de lutter contre la corruption, « active ou passive », et contre le « trafic d'influence », les « délits de fonction publique » et « la corruption ».

Le garde des Sceaux, qui a ajouté un amendement relatif à la corruption, a réaffirmé la volonté du gouvernement de lutter contre la corruption, « active ou passive », et contre le « trafic d'influence », les « délits de fonction publique » et « la corruption ».

active et le trafic d'influence commis par des particuliers » seront punis de dix ans d'emprisonnement et de 1 million de francs d'amende, au lieu de sept ans de prison et 700 000 F d'amende.

En revanche, au chapitre de l'incrimination, les sénateurs ont approuvé le dispositif prévu pour les maires des communes de moins de trois mille cinq cents habitants. Ceux-ci pourront traiter avec la commune dont ils sont maires pour la fourniture de biens dans la limite de 100 000 F (un plafond indexé sur l'indice des prix) au lieu de 75 000 F, comme en avaient décidé les députés. Les maires pourront acquiescer à un bien appartenant à la commune pour la création ou le développement de leur activité artisanale.

La virulence des réactions au non-lieu prononcé le 13 avril en faveur de Paul Touvier a suscité un débat au sujet d'une disposition introduite dans ce livre à l'Assemblée nationale, qui reprend l'incrimination de l'acte de jeter le « débris » sur un acte ou sur une décision « juridictionnelle ». M. Lederman et Dreyfus-Schmidt ont longuement plaidé pour sa suppression, au nom de la liberté de la presse, mais ils n'ont su convaincre ni la majorité sénatoriale, ni le ministre, qui s'en est remis au vote des sénateurs.

En cours de la séance des articles, le Sénat a renforcé la répression de certains délits, tels que le bigamie, qu'il souhaite rendre passible de trois ans de prison et de 300 000 F d'amende (au lieu d'un an de prison et de 100 000 F d'amende). La majorité sénatoriale a étendu, aussi, l'interdiction du territoire aux étrangers coupables de certaines infractions, ce qui a amené le groupe socialiste à voter contre le texte ainsi modifié.

GILLES PARIS

Après l'avis rendu par la commission des conflits

## L'éclatement de la FEN semble inéluctable

La commission des conflits de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réunie jeudi 23 avril, a adopté, par treize voix contre douze, un avis stipulant que deux des onze syndicats minoritaires de la fédération, appartenant à la tendance Unité et action (proche des communistes), le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP), avaient rompu le lien qui les unissait à la FEN. Le conseil fédéral national, convoqué le 6 mai, devrait en tirer les conséquences.

Après deux heures de débats à huis clos, la commission des conflits de la FEN, présidée par M. Guy Le Gall, a adopté, le 23 avril, un avis qui stipule : « Le SNES, second syndicat de la Fédération, et le SNEP, deux piliers de la principale tendance minoritaire Unité et action (UA), doivent quitter la FEN ».

Si la rupture était consommée, la Fédération socialisante de la FEN ferait deux parts : elle se retrouverait libérée du poids de sa tendance communiste, mais elle perdrait ainsi son principal piliers de la principale tendance minoritaire Unité et action (UA), doivent quitter la FEN.

Le motif avancé par la commission des conflits pour engager une exclusion est « le non-respect des règles de la Fédération ». Et les deux principales instances de

la FEN, le bureau national et le conseil fédéral national sont priés d'enregistrer cette rupture lors de leurs prochaines réunions des 27 avril et 6 mai. La tendance majoritaire dans ces instances, l'éclatement de la fédération enseignante semble inéluctable.

M<sup>me</sup> Martine Le Gall, présidente de la commission des conflits et secrétaire nationale du SN-PEGC, ne le cachait pas jeudi soir. L'avis soumis à l'exécution de la fédération, soulignait-elle, repose sur « des faits, des faits et des prises de position du SNES et du SNEP qui attestent de leur comportement antifédéral ».

Soutenus par l'ensemble des minoritaires de la Fédération, qui ont voté « d'autres chartes », les deux syndicats placent, eux, délibérément le débat sur le terrain du droit. « D'après », soulignent les représentants d'Unité et action, jeudi 23 avril, aucune de ces chartes n'a jamais été engagée ou prononcée par le SNES ou le SNEP. Et ils dénoncent le « putsch » perpétré par la direction de la FEN, avec des dossiers vides.

« Nous sommes déterminés à faire échec par les moyens de notre entreprise », avait prévenu M<sup>me</sup> Monique Vautier, secrétaire générale du SNES, à l'organisation du vote. Un avertissement qui indique clairement que, si l'exclusion était définitivement prononcée le 6 mai, le SNES et le SNEP pourraient entamer un recours en justice « rester dans la FEN ».

CHRISTINE GARIN

### SOMMAIRE

<b>DÉBATS</b>	Pologne : les élections du parlementaire par Georges Mink et Jean-Charles Szwedk ..... 2
<b>ÉTRANGER</b>	Pologne : les remords tardifs du général Jaruzelski ..... 3
	● A Belgrade, M. Milosevic n'a tenu aucune promesse dans les affrontements en Bosnie-Herzégovine ..... 3
	● CEI : le sommet des Etats d'Asie centrale ..... 4
	● Afrique du Sud : le président de Klerk propose l'élection sur suffrage universel d'un Conseil transitoire ..... 5
<b>POLITIQUE</b>	Le réseau de la Cinq est attribué à la chaîne culturelle européenne ..... 7
	● Des contestataires du PC et du PS demandent une renégociation des accords de Maastricht ..... 8
<b>SOCIÉTÉ</b>	Les enseignants et les enseignants accueillent favorablement la « suspension » de la réforme universitaire ..... 9
	● La voile se livre sur les origines de l'univers ..... 10
	● Le naufrage de la science russe : l'Occident à la rescousse ..... 11
<b>CULTURE</b>	Théâtre : « Les Femmes de l'ombre » de Geneviève ..... 12
	● Lettres : le livre de Geneviève Prévost, chroniqueur littéraire de l'Humanité ..... 12
	● Photo : Une Maison Doleau à Gentilly ..... 12
<b>ÉCONOMIE</b>	La monnaie allemande a augmenté de 9,75 % en mars ..... 14
	● Le rapport du PNUD sur le développement humain ..... 14
	● La hausse des prélèvements obligatoires en 1991 ..... 14
	● La FMI fixe des conditions pour la mise en œuvre du fonds de stabilisation du rouble ..... 15
	● Le Japon réduit ses exportations d'automobiles en Europe ..... 16
	● Le coût du tunnel sous la Manche atteindra 81 milliards de francs ..... 16
	● Vie des entreprises ..... 18
<b>SANS VISA</b>	Bordeaux, sang chaud, tête froide ..... 23 à 30
	● La du Barry, la mal-aimée ..... 23
	● Nîmes, véroniques sous capes ..... 24
	● Arménie, les pierres d'alliance ..... 25
	● Table, l'heure des asperges ..... 26
	● Escapes ..... 23 à 30
<b>Services</b>	Abonnements ..... 2
	● Annonces classées ..... 6
	● Carnet ..... 13
	● Jeux ..... 28
	● Loto, Téo-cac ..... 16
	● Marchés financiers ..... 18-19
	● Météorologie ..... 17
	● Philatélie ..... 13
	● Radio-télévision ..... 21
	● Spectacles ..... 20
	● Week-end d'un chineur ..... 13
	● La télématique du Monde : 2615 LEMONDÉ 3816 LM
	● Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »
	● Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1992 a été tiré à 505 247 exemplaires.

### Demain dans le Monde

#### Maastricht : un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing

Dans un entretien au Monde, l'ancien président de la République précise ses critiques contre le projet de révision constitutionnelle qui va être soumis au Parlement avant la ratification des accords de Maastricht et définit les conditions dans lesquelles une large coalition pourrait s'engager sur le sujet avec le gouvernement.

#### Afrique : les exilés du fleuve

Wolof, Toucouleur ou Soninké, ces émigrants sénégalais, partent en masse « faire la France ». Le retour au pays n'est pas toujours rose.

### AFGHANISTAN

#### Accord entre chefs de la résistance pour former un conseil intérimaire

Les chefs moudjahidins afghans ont parvenus à un accord, vendredi 24 avril, sur la composition d'un conseil intérimaire qui prendra en charge l'administration politique et militaire de l'Afghanistan pendant six mois, a-t-on appris de sources rebelles concordantes à Peshawar, au Pakistan. Ce Conseil, composé de cinquante et un membres, serait dirigé par le dirigeant modéré Sibgatullah Mojaddidi, chef de la petite faction du Jabha-Nejat-e-Mili, a indiqué l'Agence islamique de presse (AIP). — (AFP)

#### ÉCHECS : les demi-finales du Tournoi des candidats

#### Short écrase Karpov

Est-ce la fin ? Alors qu'il ne reste que deux parties, Karpov est mené 4,5-3,5 dans sa demi-finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs face à Short. La conclusion est limpide : il perd l'autre, pour pouvoir jouer, au moins, la dernière.

L'ancien champion du monde, depuis longtemps, montré qu'il pouvait se sortir d'un aussi mauvais pas, mais l'échecement qu'il a subi, jeudi 23 avril, dans sa huitième partie contre Short peut rendre pessimistes ses supporters. Dans une espagnole, Karpov a été léniné. Il a perdu à la fois au temps (sa vingt-septième coup, il avait une heure de retard sur Short) et stratégiquement. Le grand-maître anglais a joué « à la Karpov », c'est-à-dire à l'aveugle, au treizième coup devant une menace de mat par Dieu lui-même l'aurait pu parer. Samedi, Karpov, avec les Blancs, n'aura d'autre choix que le gain, de même que Viswanathan, mardi à son point par Timman.

Il n'y a pas que Karpov qui souffre. Karpov a eu une deuxième échec dans le Tournoi de Dortmund. Après Kasparov, Viswanathan qui l'a battu cinquante coups, déjouant la stratégie favorite du champion du monde, l'est-indien, Viswanathan, dans la même sixième ronde, a mordu la poussière pour la première fois face à Barev, qui se retrouve seul en tête à trois rondes de la fin avec quatre points.

### SOMALIE

#### Regain d'inquiétude après l'échec d'une attaque de Mogadiscio par l'ex-président Syad Barre

La décision du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, de demander au Conseil de sécurité l'envoi de cinq cents soldats à Mogadiscio pour superviser la distribution de l'aide humanitaire et le respect du cessez-le-feu (le Monde du 24 avril) a suscité la vive réaction du « président » par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed. Ces soldats ne suffiront pas. Il en faut plus, a-t-il estimé, jeudi 23 avril, dans une déclaration radiodiffusée.

Cette demande internationale au moment où des informations font état d'une tentative avortée de reprise de la capitale par les forces loyales à l'ancien président Syad Barre. Ce dernier, renversé en janvier 1991, avait fui Mogadiscio et s'était réfugié dans le sud de la Somalie. Selon des membres d'organisations humanitaires, contactées à Nairobi, au Kenya, ces troupes auraient été repoussées à 30 kilomètres seulement de Mogadiscio, contraignant le « gouvernement » de M. Ali Mahdi à lancer un appel à la mobilisation générale. — (AFP)

#### LES FEMMES REAGISSENT... LES GRANDS "NON" DE LA DECORATION

NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "griffe" peut doubler le prix et n'ajoute aucune valeur à un tissu. NON... à ce charming coton imprimé, car il est 450 F le mètre, il est prohibitif. NON et NON à ces collections X, Y, Z dont les prix sont vraiment formidables. OUI... à votre intérêt : tous nos tissus en stock, des prix qui éblouissent les collectionneurs. (depuis 50 F le mètre)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

#### M<sup>me</sup> Simone Vell invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

M<sup>me</sup> Simone Vell, ancien ministre, député européen (groupe libéral), sera l'invitée de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 26 avril de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancienne présidente de l'Assemblée européenne de Strasbourg répondra aux questions de Jean-Pierre Langellier, d'André Passeron, de Pierre-Marie Christin, de RTL, le débat dirigé par Jean-Pierre Defrain.

## le nouvel Observateur

### ENQUÊTE SUR LE PARDON

#### Quels crimes peut-on absoudre ?

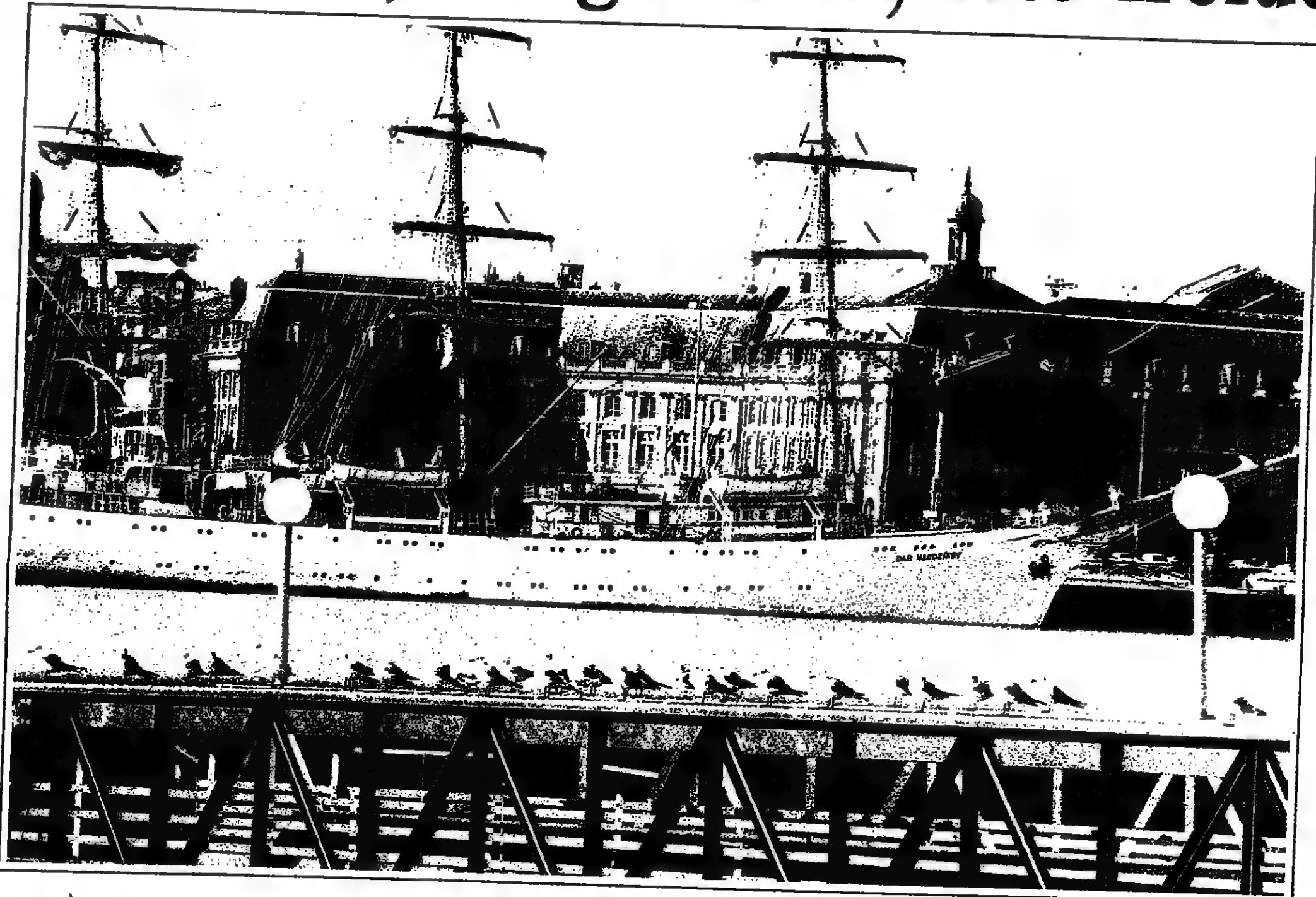
Il ne saurait y avoir de pardon pour tous ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre l'humanité. Mais hors ce mal absolu, quelle société pourrait vivre sans réconciliation ? En témoignage ou en accordant le pardon, Jean-Paul II, Willy Brandt, André Havel, Juan Carlos ont donné l'exemple pour leurs fidèles ou pour leur peuple. Dans la vie ordinaire, émaillée d'innocents plus ou moins graves — de la tromperie à l'agression, de la trahison au meurtre, de l'inceste au terrorisme —, comment assumer la nécessité de se repentir ou d'absoudre ? Le pardon, est-ce l'oubli ou la mémoire ? Elisabeth Schemla a dirigé le dossier. Avec André Chénier, Daniel, Michel Dubce, le père Dudard, Maria Fida Mout et les assassins du son père, le frère de Pol Pot, Francis Xiphi et Simon Wiesenthal.

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



# S A N S V I S A

## Bordeaux, sang chaud, tête froide



Place de la Bourse.

A la veille de son quarante-troisième Mai musical, événement le plus international d'une vie culturelle chargée, atmosphère soufrée dans Bordeaux la convenable : footballeur en chef emprisonné, quais en désuétude. Pourtant, le vieil « esprit chartronnais » insuffle toujours sa rigueur à ce chef-lieu au ton de capitale.

UNE figure de vertu, une silhouette de soi déjà éprouvée ailleurs, mais où donc ? Peut-être à Téhéran, comme si de secrètes coïncidences (il y a le foyer de l'islamisme à La Mecque du vin fin. Les Lettres persanes, déjà, furent conçues par un « président à mortier du parlement de Guyenne... »). Bordeaux ville-qual, cité-salon. Avec les visages des deux âges. Une double vie, une double âme. Une rentable, « Le quartier des Chartrons fourmille de gens qui ont bien rempli leur poche » (lettre d'un Chartronnais à un autre Chartronnais, 1823). En gros, ça a dué de Colbert, parvenu de la « Compagnie privilégiée des marchands bordelais », à de Gaulle dépeçant le gros gosse de la Résistance, Delmas, alias Chaban, dans la métropole girondine ensorcelée par un maire socialo-riche.

Le commerce nourrissant le commerce de l'esprit. Et vice-versa. Voilà la vraie recette de Bordeaux, même si elle n'a pas inspiré la statue sur « cours » ou « allées », préférences ici à boulevard et avenues. Montesquieu, nous rappelle descendant, toujours « viticole », propriétaire dans l'Entre-deux-Mers, se félicitait, sous son bonnet de magistrat - le mortier - de ce que « le climat de l'Esprit des lois en Angleterre y contribue au succès de [son] vin ». Et réciproquement. Téhéran ou pas, Bordeaux est atypique en Hexagone. François Mauriac (1885-1970) nous avait prévenus que son berceau était, à l'instar de Paris, « une vraie capitale » précisant : « Le climat essentiel qui nous attache à la ville et qui est la vie de relations, les Bordelais le goûtent mieux peut-être que les Parisiens (...). A Bordeaux, Proust aurait pu écrire Du côté de Guermantes (1). » Pro-

duit du lieu aussi, le chroniqueur Philippe Julian (1919-1977), petit-fils de l'historien Camille Julian, avait bien cerné les ingrédients du particularisme bordelais : « C'est la seule ville de province qui a l'allure d'une capitale et dont la société présente tous les traits d'une aristocratie se suffisant à elle-même. Moins que que Lyon, plus distinguée que Marseille, plus sérieuse que Lille mais plus réservée que Toulouse, Bordeaux ne s'intéresse que fort peu à ce qui se passe à Paris (2). »

Austère dans son extérieur, épicurienne dans l'intimité - ça, encore, c'est Téhéran - Bordeaux, dès le début des Lumières, a inventé, à partir de ce chape-froid social, un style qui continue de faire florès en France et ailleurs : le « bon genre ». La couleur bordelaise même, qui réussit à être rouge sans tourner au criard, illustre un équilibre d'histoire, d'histoire, à quelques centaines seulement d'immigrés : des protestants d'Angleterre, d'Irlande, de Hollande, de Hanse, qui sous leur francisé acquiescent, ont bien pris garde de ne jamais oublier leurs origines.

Débarqués en Gironde, et à l'entour, sur la rive gauche de la Gironde, pour y négocier et exporter chez leur coreligionnaires les crus que fabriquaient « ment » les emportés d'agriculteurs catholiques du Médoc ou d'Entre-deux-Mers, les Bordelais venus fient souche sur place, tout en mariant le plus souvent entre eux. En ce temps-là le vin n'était que clair - le claret des Britanniques - breuvage pâle, sigolet, léger et vite périssable - mais néanmoins enivrant. La vinification n'avait guère évolué depuis qu'Ausone naquit dans la romaine Burdigala, y gerant sans « double » - déjà - sa « double casquette » de poète latin

et d'exploitant-négociant vinicole. Durant la seconde partie du dix-huitième siècle, les progrès de la chimie (et un peu plus de propriété) permirent enfin de donner au vin corps, couleur et durée. Le premier millésime de très grande qualité fut 1811, « l'année de la comète ». L'irlando-Bordelais Patrick Mitcheil, en inventant la bouteille telle que nous l'utilisons encore aujourd'hui, mérita bien les deux rues bordelaises à son patronyme.

On comprend que jamais homme ne fut plus haï en Gironde que l'Ogre corse, avec son fichu plumeau continental. Les Bourbons, jadis nargués, furent accueillis avec transport : le Gros, l'une des plus belles pièces d'architecture du Musée des beaux-arts (3) resta l'embarcadere de la fin de Louis XVI à Napoléon en 1811, au milieu des pleurs de ses fidèles bordelais. Le retour, l'héritier de la dynastie fut due à Bordeaux. Et cette commune - sans doute le seul de France à avoir conservé une artère - un quel, bien sûr - au nom de Louis XVIII, excellent roi méconnu, sauf à Bordeaux justement.

N'est-ce point son ministre de l'Intérieur, le Bordelais Louis-Joachim Lainé, qui, en 1821, ordonna à l'ingénieur des Ponts et Chaussées Pierre Deschamps de construire, entre Garonne et Chartrons, un entrepôt de 15 000 mètres carrés - « église romane pour marchandises », selon l'expression de Pierre Veillet ? (v. « Guide »). C'est le seul bâtiment « moderne » de la cité capable de rivaliser avec la grandeur de la Bourse des Gabriel ou de l'Opéra de Rouen. Sur cette décennie 1820 où tout redémarrait pour cent ans et plus, Balzac a laissé un roman peu lu, le Contrat

de mariage, imbroglio juridique financier dont sortirent victorieuses deux implacables Hispano-

cinquante ans plus tard grâce à d'autres dames des Chartrons, l'Entrepôt Lainé est, depuis une décennie, l'un des centres d'art contemporain les plus cités à New-York ou à Tokyo.

de notre envoyé spécial Jean-Pierre Péroncel-Hugoz Lire la suite page 26

### AU SOMMAIRE



Arménie, les pierres de l'alliance	p. 30
Le du Barry, trop aimée, mal aimée	p. 15
Nîmes, arènes sous vélum	p. 27
Table, l'heure des asperges	p. 1
Essais (p. 24) ■ Télé (p. 24)	
Jeux (p. 28) ■ Table (p. 29)	

## Islande

La qualité et le choix !  
Découverte de l'Islande  
Circuits accompagnés  
Voyages-aventure  
Circuits-camping  
Combinés Islande-Groenland  
Formules en liberté  
Avion + voiture  
Bus-pass  
Réservation d'hôtels  
Chèque-Hôtels et Auberges

Brochures dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques  
36 rue Tronchet  
75009 Paris  
Tél : 47 42 38 65

## SCANDITOURS

POUR TOUT LE NORD DU MONDE

## Observateur

LE PARO







# La Mal-Aimée

DE liaisons vraiment dangereuses, on ne lui en connaît qu'une, hautement dommageable pour sa réputation, mais tout à fait... son éducation commencée chez des couventines qui n'auront pas su la prévenir à temps de tout ce qu'une femme est en droit d'attendre de l'existence quand, aux sursauts du corps, répond un piquant et vif esprit de galanterie. Jeanne Bécu était encore curieuse de tout au moment où elle tombe sur Jean-Baptiste du Barry, dit « le Roué », homme d'affaires toulousain monté à la capitale pour y faire prospérer des affaires véreuses, Valmont sans état d'âme, « marquis » à la... qui l'entraîne dans... boudoirs pour des leçons particulières de philosophie dont elle tirera édifiée à vie.

Ce n'est pas cet habile proxénète qui osera le mot, mais, il est vrai que les femmes... sont celles qui ne conviennent pas, il y a de peu... qui conviennent admirablement. Qui conviennent énormément. La gentille Jeanne, née d'une étroite entre un moine de la congrégation de l'ordre de Saint-Picpus et sa ravissante mère, allait être de celles-là et servirait la... chassant avec appétit... le giboyeux territoire que lui offraient les mœurs de l'époque. La harpne en moins, le... du pouvoir en plus, elle n'est pas très éloignée de la Nana de Zola qui a fait vœu de les avoir tous et de les contrôler tous à en rabattre de leur morgue et à courber l'échine sous le plaisir. Cette différence près que, là où la fille de Gervaise militait pour la ruine du système en place, la du Barry - plus amie de l'intérieur - va se naufrager et couler avec la société qu'elle avait alarmée et rayée de ses caprices.

Usurpant des places au soleil dont elles ont su tirer de graves et riches... ont toujours été mises en demeure d'avoir des comptes à rendre et de s'expliquer sur la gestion des moments privilégiés que le... leur avait accordés. Les dossiers sont souvent lourds. Même la Pompadour à laquelle on avait mené la vie dure, mais... chroniques finissent par dissenter avec sympathie, n'est pas restée très longtemps à l'abri des verdicts grinçants des, par exemple, que les Goncourt, un grand habit d'historiens, se sont mêlés de lui présenter leur ardoise. Que penser de la du Barry après les fers... fleurdelisés que ces deux mêmes gentilement feront grésiller sur l'épaule ronde et poudrée de la comtesse? Du mal, forcément.

Avant de rencontrer son tourmenteur et sauveur, cette jolie fille - née à Vaucouleurs (affreuse coïncidence) - 1743 - avait donné... la coiffure à Paris, métiers où elle voyait passer du monde et qui convenaient à ses aspirations. Arrive Jean-Baptiste « le Roué », qui, dans une manipulation de joueur de bonneton, lui offre son peu recommandable savoir, une perle et son frère en mariage. Il y a eu par s'émouvoir des talents de la Vénus calligraphique dans ses lacets et souhaite, dans un grand élan de généreuse et profitable bassesse, en faire bénéficier le roi. Un

monarque pour l'heure en petite forme, abîmé dans le remord, et la crainte de tout, ne respirant encore que... le peur de trépasser, gémissant devant les icônes... la marquise défunte, protégé par les exercices de pitié de sa fille, prématurément offerte au carnal, et qui prie jour et nuit pour le salut de son...

La du Barry va entrer chez Louis XV par effraction. Tout le monde entend le fric-frac, sauf le roi, pris... trébuchet d'un sourire... vingt-cinq ans, éclairé d'une science antique et parfumé... souffres inédits. Son sang ne lui qu'un bond... aucuns de... ancêtres, des plus moroses aux plus déprimés, n'avait en... la main... remontant. Au bout d'un an, le... reprenait des couleurs sous des effets de gorge. La dame était dans la place... commençait à y ronronner à l'ombre de panthères qui venaient... se faire dérober les faveurs... souverain déclinant.

Ce roi à femmes, qui avait fait poser sur son... de contrition... son « pavillon de chasse » du Parc-aux-Cerfs... donnait l'impression d'avoir raccroché les gants, jette sa verdure retrouvée - il a cinquante-huit ans - dans des joutes savantes dont il sort imbécilisé de bonheur, cédant à toutes les demandes de la jeune goule, qui finira même par faire tomber la tête de Choiseul, un costaud pourtant, mais dont la politique aux frontières ne pesait pas lourd devant les poussoirs de la favorite.

Cette débauche aux yeux bleus, un peu grise, encore... un peu faubourg, apparaît vite comme invincible, elle qui prend chaque jour des bains... glacés coupés d'amants de passage qui font immédiatement connaître leur bonne fortune, accréditant l'histoire qu'on... de l'arrivée d'une vamp... dans les salons de la cour.

A-t-elle conscience qu'elle est le dernier météore de son espèce à emprunter la voie laide et royale que les nouveaux arrivés qui s'approchent vont bientôt mettre en liquidation judiciaire? Elle... qu'elle est en train de faire la fermeture? En tout cas, rien n'indique dans son train de vie - dans son train à vivre - qu'elle... un quelconque souci de placer chimiquement... de l'Etat... dépense comme elle se dispense... énergie et... C'est le moment qui compte, pas... bruits qu'on galvaude. Une philosophe. Si la Pompadour avait fait front à la cabale et supporté avec cran les « poissonnades » dont elle passait pour être l'héroïne, chansons ordinaires qu'on entonnait après boire dans les tavernes libertaires, elle, cette... l'âme simple... de linotte, emploiera toute... innocence à ignorer l'ampleur des dégâts qu'elle commettait. A royaume en capilotade, situation désespérément... breuse. On glissait sur des pentes

Elle plaira trop aux hommes... son siècle pour ne pas avoir décliné à son temps : la du Barry, fantôme poudré archivé avec précaution dans les chroniques scandaleuses... la fin d'un dix-huitième siècle livré à l'abandon... captif de ses excès. Au Musée de Marly-le-Roi... exposition ouvre le procès en réhabilitation de la dernière favorite de cour.



Pajou, buste de M<sup>me</sup> du Barry, 1773. Marbre, Paris, Musée du Louvre.

très... Mais le droit divin... encore tous... droits, si rics, pendant... cinq années que dans le règne de l'ultime favorite, ne pourra faire dériver le roi de France... de la guimauve... retrouvée.

Trop n'est jamais assez pour un homme qui a repris... à la... Dans sa propriété à Louveciennes,... un jeune

architecte qu'elle protège, Claude-Nicolas Ledoux, elle encombre le... tout un appareillage artistique qui maintient Louis XV en éveil... lui permet de croire à sa virilité reconquise et à la chance qu'est... sienné d'être tombé sous la... d'une... étourdie, légère et... façons sinon qu'elle... déployait... convaincantes pour qu'il... ne reproche pas d'avoir, une nuit de

plus, déserté Versailles au profit des bras de Jeanne. Jeanne... Tous les témoignages concordent. Le libertinage passait vite, avec elle, à... performance... toute misérable... en cause... plaisirs acquis... tempérament. Une époque aussi qu'elle fréquentait la tête ailleurs, de biais

pourrait-on dire, par une inconscience joyeuse et vive qui la protège des déresses et des... du temps. Quel... encore... allaient être publiées les Liaisons, dont Laclos viendra lui lire quelques bonnes familles. Qu'a-t-elle bien pu penser des affres dans lesquelles... de Merteuil plongeait et... plonger son vicomte embobiné? « Pour vous autres hommes, les défilés ne sont que des succès de... Dans... partie si inégale, votre fortune est de ne pas perdre, à votre malheur... ne pas gagner. » Pour elle qui, sans coup férir, avait tout obtenu... gagné, cet aimable bavardage ne pouvait... que pour... relèves de l'amour courtois, encore que l'auteur lui paraissait séduisant, si sérieux, militaire, embarqué... de tant de subtilité.

Il lui avait fallu pourtant se mettre au goût du jour et apprendre à faire entrer le gentry... Sous l'œil rond et ombragé du... que toujours transi, les satyres et les enlèvements consentants, les... endormies et les... disparaissent progressivement de ses appartements pour laisser la place à des choses de facture plus classique. Trop peut-être. Les Quatre âges de l'amour, de Fragonard, furent ainsi recalés, jugés... trop lestes, dans une demeure... ils se seraient... retrouvés chez eux. Mais on ne lui en tenait pas rigueur, et ses

déshabillés, aussi célèbres que le rondour de ses seins, la... largement... pardonnée. Car, sur ce chapitre, elle ne se trompait pas. Avec la Coco Chanel de l'époque en appui, la célèbre Rose Bertin, la... régnait sur la mode. Là, elle savait de quoi elle parlait. Il fallait des bijoux pour accompagner ces parures, et là... ne s'égareait que... ment dans la mauvaise... Une croqueuse de diamants à ne

confier à aucun nabab, à aucun prince... Et puis le roi vint à mourir. De... petite vérole, en mai 1774. Le bannissement fut immédiat, fulgurant... le coup... avait été fêlé. Elle partit pour Rueil, puis on la... à l'abbaye de Pont-aux-Dames et se retrouva à Saint-Vrain. Le chagrin fut léger, le deuil court, les sanctions modestes.

Elle... plus désirable que jamais... lui... encore permis. Sa vie reprit son envol. On la convoitait, elle se donnait; un... trompait, elle s'étonnait. Un... pur. La... des... s'allongea :... Sey... Cossé-Brissac, Roben-Chabot... D'autres... rangés avec plus de discrétion dans... d'alcôve d'une... d'exception outillée d'un naturel optimiste et d'une infidélité généreuse.

Il fallait à... histoire un... qui fût digne de la morale qui... avait présidé le... Il arriva, insidieux, dangereux et soudain mortel. Ses bijoux... de guerre - lui... le soir du 17 janvier 1791, reliques de l'amour courtois, encore que l'auteur lui paraissait séduisant, si sérieux, militaire, embarqué... de tant de subtilité. Démarches, formalités, hommes de loi, voyages : la du Barry se retrouvait trop... en Angleterre pour ne pas éveiller l'attention. On soupçonnait son soupçon, la... en trahison, la... accusée d'intelligence avec l'ennemi... devant le tribunal révolutionnaire, qui... qu'une bouche de son cas.

Sur l'échafaud, Samson, bourreau mais pas de bois, laissera imperceptiblement traîner la... de la guillotine pour voir se débattre encore un peu ce corps pris... un... monter vers le ciel un grand cri sans pudeur, cri d'une vie qu'on abrégeait... qui... demandait pourquoi.

Jean-Pierre Quénin

« M<sup>me</sup> du Barry, de Versailles à Louveciennes », exposition présentée au Musée de Marly-le-Roi-Louvenceaux, par de Marly, jusqu'au 29 juin. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf lundi et mardi. Tél. 39-89-08-28. Le catalogue... l'exposition est édité par Flammarion : 192 pages, 170 illustrations dont 100 en couleurs, 250 F.

**SIP VOYAGES**  
**ERRATUM**  
Dans le magazine « TERRES D'ÉTÉ » du 27 daté 28 mars 1992, il fallait lire dans la page « Gens de Voyages » concernant SIP VOYAGES, 21-23, rue Croixbarbe, 75013 PARIS. Tél. : 45-35-07-08.

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**  
à partir de 5 910 F\*  
- PARIS/ORLANDO/PARIS  
- Une voiture de location en kilométrage illimité.  
- Une location de villa.  
\* Prix basé sur 4 personnes minimum.  
**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-94-02-24.

**Le Monde**  
PUBLIcITÉ TOURISME-GASTRONOMIE  
46-62-73-75

**NATURES**  
VOYAGES EN TERRES PRÉCIEUSES

**ITINÉRAIRES TRAMÉS DE PROFESSIONNALISME, D'AMOUR DE LIEUX CACHÉS ET SUPERBES, DE CONNAISSANCE PATIENTE DE TERRAIN ET DE PASSION POUR CES ESPACES SUBLIMES...**

Brochure simple demande

Demande de brochure Natures :

NOM : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TAPEZ 3615 DESERTS

ou

**Natures**  
111 rue Quincampoix  
75004 PARIS  
Tél. (1) 48.04.88.40  
Fax (1) 48.04.33.57

**Islande**  
Conditions Exceptionnelles

Week-End à Reykjavik  
**3.430 F**  
4 jours / 3 nuits

Circuit Islande du Sud  
**5.600 F**  
8 jours

Vol A/R + transfert  
3 repas en hôtel 1ère catégorie  
Petits déjeuners  
Chambre double

Vol A/R + transfert  
Lunch chambre double  
Petits déjeuners  
Circuit en bus avec guide  
Visites

Dernier départ le 7 mai 1992

Dernier départ le 26 mai 1992

Votre agent de voyages ou ICELANDAIR, 3, boulevard des Capucines - 75002 PARIS  
Tél. (1) 47.42.52.26

Code minitel : 9615 OTISLAND









## Nîmes, véroniques sous cape

Le mistral est désormais interdit de séjour dans les arènes de Nîmes, protégées à la mauvaise saison par tout un appareillage aussi complexe qu'efficace. Les corridos s'y déroulent désormais indoor. Explications.

C'ÉTAIT vers la fin mars, à la télévision. La Suisse maîtrisait l'équipe de France de tennis en quart de finale de la Coupe Davis. Le spectacle était déprimant pour les rétinés chauvines, alors on détailla mieux le décor. Derrière les joueurs qui moulinaient un peu laborieusement se dessinait, à la caméra, un monde très étrange de volutes et de mâtures, d'immenses surfaces de toile blanche qui paraissaient se superposer, par-delà les rampes de projecteurs, sous un ciel de tissu clair.

On était indoor, comme l'on dit dans le sport, en intérieur, bien à l'abri. Mais le jour perceait cette salle des déboires nationaux par un large sillon cylindrique de vitres ou de plexiglas. Et, en fond de scène, comme l'on dit au théâtre, aussi loin que pouvait aller l'œil, apparaissaient distinctement les arches sombres de pierres antiques, les arènes noires de lourds gradins, les ombres inquiétantes d'une bonne poignée de siècles d'histoire. Le choc de ces deux décors, de ces deux mondes était envoûtant, bien plus que le match, quelque chose de léger dans le modernisme de l'habillage de voile, entouré, encadré dans la muraille éternelle des arènes.

Bien sûr, la partie se jouait à Nîmes, dans les arènes romaines qui, à la belle saison, se passionnent pour l'agonie de taureaux braves. En passant, on se demandait pourquoi les Français, qui, en ce tour de la Coupe Davis, avaient le choix du terrain, s'étaient décidés à livrer combat dans cette fosse, car il est toujours question de la mort dans les arènes. Mais l'occasion était donnée aux téléspectateurs, et ce fut bonne idée, d'une balade dans l'un des monuments fantomatiques les plus intrigants de l'architecture contemporaine. Jean Bousquet, maire de Nîmes depuis 1983, avait eu l'idée de faire recouvrir les arènes pour que les habitants de la cité romaine puissent en jouir l'hiver. Les inondations d'octobre 1988 avaient empêché qu'on célèbre ce prodige d'invention et de technologie. L'inauguration était restée plus intime que prévu, après les campagnes de presse sur cette première mondiale de la jonction entre le sud, ensoleillé, et le nord, trop venté, en un seul espace de spectacles : une messe de minuit, le 24 décembre de cette même année sinistrée. Le recouvrement, entre la toile et la pierre.

Les architectes de la bulle des arènes, un pool emmené par Nico-

las Michelin et Finn Geipel, membres des agences franco-allemandes LAB FAC, s'étaient taillé une jolie réputation après cette performance. On l'avait tout de même un peu perdue de vue, un « grand projet » chassant l'autre, en cette fin de siècle soucieuse de laisser des traces de son passage sur terre. Les arènes revisitées avaient été rendues aux Nimois. Et, à la télé, on vit plus souvent Bercy ou le Zénith. Aussi cette fineste Coupe Davis était-elle bienvenue pour retourner dans Nîmes, qu'on savait chaleureuse à la Pentecôte, pour les bronzes de ses publics de fêria, mais plutôt austère par temps de mistral, ce vent de la Réforme, et aller voir comment la ville et sa citadelle ovale, rongée par les ans, s'étaient acclimatées à cet appareillage sous grand voile.

Où, surprise, l'événement international du milieu des années 80 ne connaît pas, sur place, de banalisation. Les Nimois aiment leur nouvel équipement, simplement troublés de mêler en leurs plaisirs les souvenirs d'enfance des corridos à la lumière oblique des fins d'après-midi et les spectacles variés, concerts, ballets... qui les font traverser la vieille ville médiévale après 20 heures, l'hiver. Quelques chanteurs ont connu, sous la bulle, depuis quatre ans, de beaux succès. Francis Cabrel, Jean-Jacques Goldman, ceux qui savent que se produire en ce cylindre, bûché ou non, réclame le dépassement de son art. Jean-Marc Soulas, le directeur des arènes, supervise une programmation qui a étendu la saison de cinq à onze mois. Il gère des chiffres qui feraient pâlir des villes, ou des salles, plus urbaines. Sept mille personnes sous la cloche de voile, huit mille, douze mille pour la Coupe Davis, autant pour la première fêria-carnaval à ciel clos.

« Cette modification a un peu surpris, au début, les aficionados », explique Jean-Marc Soulas. Puis tout le monde s'est dit que mieux valait une course de taureaux sans les climats des vingt-quatre mille spectateurs des beaux jours que, comme avant, pas de course du tout. Depuis, ces arènes du troisième type couvrent à l'année, offrant à Nîmes un championnat du monde de boxe, des conventions d'entreprise ou des banquets d'anniversaire. Depuis, le centre historique, tout autour des arènes, s'est mis à vivre à la morte saison, oubliant son hibernation dans les ruelles habitées à ne distraire que le vent. La bulle a dopé la ville, en tout cas, en cet angle voué aux chevaux et aux taureaux, composé de deux arènes plutôt moroses qui viennent buter, pour l'esquiver, sur l'imposante masse de pierres sombres. Des hôtels se sont dressés, les quartiers piétonniers se sont animés, les prix des vieux immeubles qui s'abritaient contre l'arc de cercle romain se sont mis à monter.

Nîmes s'est bien habituée. Même les plus râleurs ont dû taire leurs critiques préventives. La double bulle de toile gonflable ne se voit pas à l'extérieur. Seulement du ciel, mais personne n'y vit, en cette cité qui aime raser ses murs et admet volontiers, par discipline et goût personnel, ne pas monter ses

immeubles plus haut que la norme romaine. Même les responsables tatillonnent des Monuments historiques, qui s'étaient beaucoup défilés du projet initial, l'avaient retardé, risquant de manquer une chance, après cinquante ans de pénurie financière pour l'entretien du vieux cirque, de retrouver la lumière des subventions.

Il y avait eu forte querelle lorsque Jean Bousquet avait voulu, avec ses ingénieurs, couvrir les vieilles arènes. Les conservateurs avaient craint pour leurs pierres, alors qu'un simple promenade dans les galeries et les vomitoires montre assez d'outillages de ciment ordonnés, hier, par les mêmes Monuments historiques. Des historiens avaient voulu un velum, comme au temps des Romains, tendus sur des pieux par dessus le fait. Les ingénieurs de Jean Bousquet avaient eux-mêmes fait la preuve que cette théorie présentait trop d'inconvénients : jamais une toile circulaire n'aurait pu couvrir la piste des arènes. Quelques gradins, sans plus, comme au temps du Colisée. Même l'été, les pluies auraient aggravé le handicap hygrométrique de cette fosse profonde qui garde ses eaux, malgré d'ingénieux systèmes d'évacuation remontant au premier siècle de notre ère, et fragilisent ses fondations, depuis la nuit des temps modernes, par l'humidité de ses coursives.

C'était miracle que les arènes soient encore de ce temps, presque à l'état, et qu'à la chute de l'Empire romain les habitants n'en aient pas fait une carrière de pierres à usage urbain. Miracle que sous la domination des Wisigoths, à la fin du V<sup>e</sup> siècle, l'amphithéâtre des jeux et des plaisirs soit devenu forteresse, qu'un ordre, même, fut ici créé plus tard, celui des Chevaliers des arènes, qui ont niché sous les galeries deux étages et des commerces pour le peuple. Enfin, que les arènes soient prises comme lieu de promenade et de culte tauro-machique.

C'était coup de chance, et tous les intervenants, municipalité et administration, techniciens et aficionados, ont, un temps, craint que la moindre initiative ne vienne troubler l'ancestral compromis avec ce témoignage du passé. Les deux architectes, Michelin et Geipel, ont repoussé ces peurs avec une proposition insensée : dresser un habitacle moderne, chauffé, hermétique, bien sonorisé et éclairé, capable de contenir près de dix mille personnes normalement assises, en certaines configurations, sans s'appuyer sur l'édifice romain. Construire un monument qui repose « sur une mine de crayon », comme le dit l'écrivain Christian Liger, adjoint à la culture, qui recule aux extrêmes limites les lois de la pesanteur, en tout cas des fondations, pour une bulle de plusieurs tonnes et une forêt de pylônes.

Mieux qu'une réussite esthétique, la structure de toile est un défi aux lois de la tension, de l'hydraulique et de la résistance des métaux. En théorie, l'idée est des plus simples, proche des règles de la tente de cirque. Les deux toiles sont tractées depuis le sol par des bras armés jus-

qu'à une circonférence métallique, elle-même appuyée sur une trentaine de poteaux, le tout prenant appui, en quelques rivets, sur les parties non romaines de la galerie équestre, aux deux tiers de la profondeur des arènes. Oui, l'idée est simple, mais cette idée-là, testée dans les meilleurs laboratoires du monde, confirmée par les plus gros ordinateurs, demeurera sans doute unique au monde.

Chaque année, les pays d'arènes, ceux des corridos et de l'opéra, l'Espagne et l'Italie surtout, reviennent à Nîmes comprendre ce tour de force, espérant l'adapter à leurs propres besoins. Devant l'ampleur de la tâche entreprise, répétée deux fois l'an, au montage et au démontage, ces visiteurs affichent des prévisions à la baisse. Trouver l'idée d'un velum, l'été, pour se protéger de la pluie leur suffirait. La toile de Nîmes fait peur aux meilleurs techniciens. Le changement de configuration, le passage du nord au sud, réclame vingt et un jours d'opération. Chaque année, les équipes gagnent quelques jours, mais en respectant un inviolable plan de charge : « six cents pages de check-list millimétrique », note Patrick Scheuer, l'ingénieur en chef de la ville de Nîmes.

Pour qu'une telle charge garde le pied d'argile requis, pour que rien de romain ne soit mis à contribution dans le décor et au sol, il est nécessaire que chaque élément supporte le moins de poids possible. Le même, toujours le même, sans le moindre écart, en centimètres ou en kilos. L'opération devient donc une règle commandée depuis un pupitre qui surveille et corrige sans cesse la répartition du moindre mouvement. Même le vent, la toile gonflée, est sans cesse contenu, l'ensemble lâchant du mou ou tirant « au près » à la levée de la brise.

Pour cette idée folle, qui sera un jour enseignée dans toutes les écoles d'ingénieurs, les Nimois sont devenus, en quelques années, des spécialistes mondiaux des tensions, des vérins, des alliages et de la toile. Les grandes entreprises internationales ayant déclaré forfait devant la difficulté, Jean Bousquet, les deux jeunes architectes et Patrick Scheuer ont persuadé un groupement d'entreprises locales d'assurer lui-même le lancement de ce navire au grément si léger.

Des camions à plate-forme viennent se ranger devant les arènes, chargés de containers bourrés de pièces répétitives. Nîmes suit alors que l'ouvrage de Meccano, comme un point de dentelle compliqué, reprend, et que l'on change de saison. Les camions peuvent décharger par le toril, là où, au printemps, les chevaux peinent, éternés par l'odeur de la bête, et où les taureaux gémirent, en maudissant les hommes, leurs derniers instants de quiétude. Lorsque monte la toile, que se gonfle la lentille et que se tendent les câbles, juste, tout juste ce qu'il faut, c'est encore affaire de passes, et de capes.

Les touristes ont, eux aussi, pris l'habitude de venir assister à cette course technologique, admirant l'harmonie obligatoire du travail des bras armés. On visite les arènes

au démontage, comme on accourrait à une répétition de ballet. On s'étonne de l'astuce de cette histoire entre une ville et l'attraction terrestre. Sous les arcades, on a dressé des bureaux, des niches de chauffeur : rien de tout cela ne touche la pierre. Tout peut s'enlever, autonome, simple occupant respectueux, écologique, de l'amphithéâtre romain.

À l'automne, rassasiés de grand air, après les fins d'après-midi de corridos, les Nimois reviendront surveiller le remontage. Ils iront au spectacle, attendant, comme aux courses, que leur cœur balance entre l'homme et le taureau, que le chanteur, le danseur soit sublime, ou vaincu. L'hiver, à en croire les

Nimois, les arènes, réduites à leur bulle claire, font un doux bruit de cliquetis. Mais, surtout, la toile amplifie les sons, joue avec eux, les détaille et les distingue. Alors, gare, lors de la fêria-carnaval, aux maladroits ! « La coupole rend plus présents tous les bruits de la corrida », explique Christian Liger. Les cris, le pas des chevaux, le bruit que font les rasateurs en arrachant la cocarde aux taureaux, dans les courses libres. Même la bronca, sous la tente, avec des arènes remplies à moitié, est un spectacle très impressionnant. »

de notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

## TONY CARTANO



## American Boulevard

"Le Cartano, un guide savoureux et indispensable."

Michel Brandaun "Le Monde"

"Cartano... nous fait traverser en touristes le pays de Washington D.C. jusqu'à Los Angeles, avec un merveilleux détour par le Sud de William Faulkner."

Jacques-Pierre Annette "Libération"

"Rythme cavalier, échos de musique folk, travellings cinématographiques et clins d'œil littéraires."

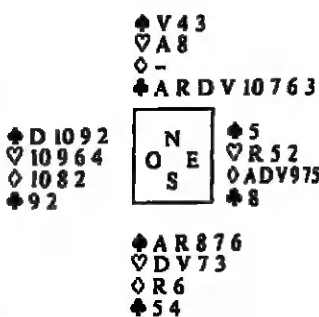
Michèle Gazier "Télérama"

JULLIARD



SANS VISA  
JEUXBridge  
n° 1482LUTTE CONTRE  
UN GRAND BARRAGE

Il est impossible de lutter contre un grand barrage sans prendre certains risques, et cette donne d'un Championnat de France par paires de l'année dernière est un exemple typique.



Ann. : N. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X	Tardy	Y	Bardy
2	4	5	6 SA!
pass	pass	pass	pass

(2 Trèfles : ouverture artificielle et forcing pour un tour)

Estimant que Nord avait probablement chiqué à Carreau, Ouest prit la courageuse décision de ne pas entamer Carreau, et, effectivement, il aurait procuré au déclarant la douzième levée s'il avait attaqué cette couleur. L'entame à Pique paraissait exister et il choisit curieusement Trèfle plutôt que Cœur. Comment Bardy en Sud a-t-il gagné le PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense?

Réponse :

Il y avait plusieurs possibilités de succès : la Dame de Pique échoue ou, seconde, l'impasse au Roi de Cœur (s'il était en Ouest) ou enfin un squeeze à Carreau et Cœur avec le Roi de Cœur en Est (hypothèse la plus probable).

En tout cas Tardy, commençant par trier l'As de Pique et les huit Trèfles en comptant soigneusement les défenses adverses.

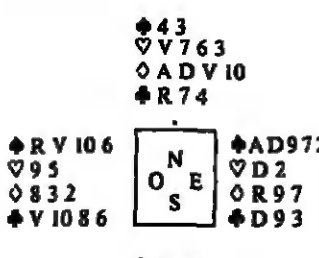
Après le dernier Trèfle, voici la situation au moment où Sud joue le deuxième Pique (le 4) du mort :

♠V4V43 ♥A8 ♦ARDV10763 ♣5

Est avait prévu le triste sort qui lui était réservé. Il jeta le 5 de Cœur sans broncher. Sud fit le Roi de Pique, puis il joua la Dame de Cœur sur laquelle Ouest fournit le 9 de Cœur. Fallait-il faire l'impasse? Finalement, Bardy mit l'As, sur lequel tomba le Roi de Cœur.

UN COURAGEUX  
STRATAGÈME

Il faut souvent du sang-froid pour essayer certains stratagèmes, et, on a cru longtemps que c'était l'apanage des hommes. Mais les championnes aujourd'hui prouvent qu'elles sont capables de faire preuve d'une rare astuce dans ce domaine, comme le montre cette donne du Festival des Jeux de 1989 à Cannes.



Ann. : O. don. N-S vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Buchel	Chailoux	Zuccar	Lebahen
2	contre	pass	3V
pass	pass	pass	pass

Ouest a entamé le Valet de Pique pris par l'As d'Est qui a immédiatement contre-attaqué le 3 de Trèfle, car il y avait certainement urgence à faire au moins une levée à Trèfle avant que les Carreaux n'aient été libérés. La déclarante a pris avec le Roi de Trèfle du mort, puis elle a donné deux coups d'atout (As et Roi) et a fait l'impasse au Roi de Carreau.

Comment Hélène Zuccarelli en Est a-t-elle joué pour que Sud ne fasse que neuf levées au contrat de TROIS CŒURS?

Note sur les enchères :

On remarquera la « prudence » de Sud qui n'ose pas dire « 2 Cœurs » sur « 1 Pique », car une levée de chute contrôlée vulnérable serait un zéro. En revanche, on constatera que Nord a fait un courageux contre d'appel, car il était certain que, s'il laissait jouer « 2 Piques », ce serait forcément mauvais.

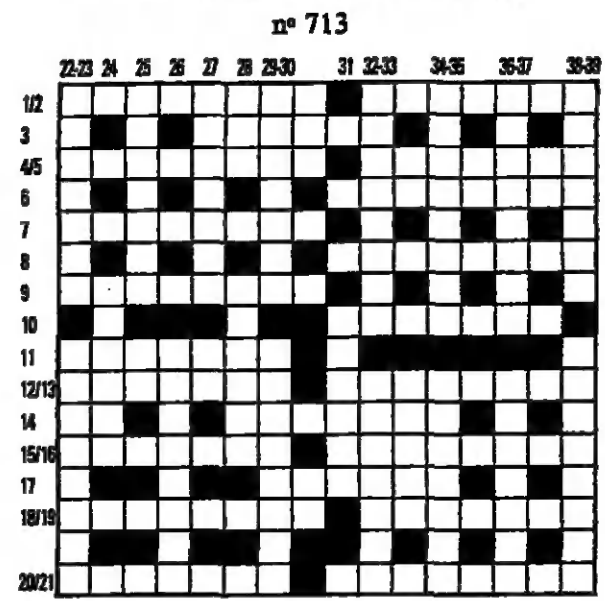
Changement d'adresse

Voici la nouvelle adresse de la Lettre du Bridge, le magazine bi-mensuel de Guy Dupont et Michel Lebel :

24, rue Saint-Amand, 75015 Paris. Tél. : 45-33-33-66.

Prix de l'abonnement annuel : 320 F.

Philippe Brugnol

Anacroisés  
n° 713

## HORIZONTEMENT

1. EPNORTU. - 2. EILURS (+ 1).
3. ELINUU. - 4. BEEDOST. - 5. ELINOY.
6. AAEILNSU.
7. AAEQRTTU (+ 1). - 8. BEELNNY.
9. AAEERST (+ 10). - 10. EEPRLU.
11. AACISTU (+ 1). - 12. EELNOT (+ 1).
13. EELORVY.
14. ABCORS.
15. ABEENPY.
16. ABEERTT.
17. ABEENPY.
18. ELINOYU.
19. DEELSU (+ 1).
20. AAEISTU.
21. AAEENPY (+ 2).

## VERTICALEMENT

22. EFLORRU. - 23. ACEINRTU (+ 1).
24. AAEENPY. - 25. AAEENPY (+ 1).
26. CNOOPSSU.
27. ELLOQUU.
28. EELRU.
29. AAEENPY (+ 2).
30. EELLSST.
31. AAEENPY (+ 2).
32. EELLRUY.
33. ABEERTT (+ 1).
34. DELNOPY.
35. EELORVY.
36. EELORVY.
37. AAEENPY.
38. EELINOR.
39. CEEENRS.

## SOLUTION DU N° 712

1. BOULISTE. - 2. ADDITIF.
3. RISORUS. - 4. ISERANES (ARSENES RENAISSANCE RENAISSANCE).

## SENAIRES. - 5. ESSORER. - 6. UREMIQUE. - 7. GAUSSES (GUESSER).

8. QUESACO (COSAQUE).
9. GUETTER. - 10. ADEXTREE (EXTRADEE).
11. ANALOGON (EXTRADEE).
12. HANDICAP.
13. ENTREMET. - 14. VAQUERO (REVOQUA).
15. BOUVETE.
16. EXPULSE. - 17. RISBERME.
18. LEZARDEE. - 19. MERGUEZ.
20. BRIDGEUR. - 21. OISEAU.
22. MAUVENE. - 23. ENTASSEZ.
24. LORISIDE, singe au corps grêle.
25. ENVEUSE (VEINEUSE).
26. SINUEUX. - 27. TUERENT (TENTURE).
28. NATREME, taux insignifiant du sodium (AIMERENT MENERAIT).
29. PROXENE, antiq. gr. : alchimiste étranger.
30. AREIQUE. - 31. NIMBUS. - 32. DISQUE. - 33. PASOLE, fève ou haricot.
34. DESUETE.
35. OBSTRIOL, hormone de femme sécrétée.
36. AEROGARE.
37. TESTIT (TESTAT TETAIS).
38. RENOTES.

## SOLUTION DU N° 712

1. BOULISTE. - 2. ADDITIF.
3. RISORUS. - 4. ISERANES (ARSENES RENAISSANCE RENAISSANCE).

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Scrabble (R)  
n° 395LE COCHET  
ET LE SOURICEAU

Le New York Times du dimanche 12 avril (plus de 2 kilos, tous cahiers confondus) a consacré quatre colonnes à un événement survenu au Palais des Nations unies la veille. La dictée-Pivot, me direz-vous? Nullement : il s'agissait d'une « force » enfermée dans une fourgonnette et qui menaçait, telle une saï, d'effectuer un auto-accident. Ignoré à New-York, le coq gaulois a aussi laissé des plumes à l'Audimat : 4,1 points d'audience pour la dictée contre 8,6 à la Rous de la fortune, 6,7 pour la correction contre 21,4 à Mickey (source : Médiamétrie). Mais pour les 260 concurrents, venus de pays francophones ou non, ce fut grandiose. Voyons si vous savez, vous aussi, à la Rite en répondant à certains des tests destinés aux « aqeo » (nous avons remplacé les mots difficiles par leur notation phonétique type Officiel du Scrabble).

Un [boult] habité par un [tétrahir] - Sur un terrain jonché de

[senl] où croissaient des [grémil], des [pail] chantaient sur des roches [sist], loin des [fardil] - Voici votre menu : [ehôd], [écl-sa-ch], [takô], [brém], [syba], [jérém], [zit-on], [oksiera], [r-an-syl] - Un [éfor loi] et un [prêtre] ayant passé [lami] se promenaient le long des [an-d-in] dans un zoo. Nos amis y avaient vu des [var-an] et des [s-in-k] et ramassé des [dédé] froissés qui y traînaient là - des [kôrifé] vêtus de [kit-on] bleus chantaient des [trén] et étudiaient les [zizybét] - Des [bél-sa-dé] - Des [lârtad] et des [sist] - Des [ar-an-gé] et des vases [mur-in].

Six concurrents, dont le scrabbleur suisse Jeanine Stettler, n'ont fait aucune faute dans la dictée. M. Bruno Dewaele, de Hazebruck, vainqueur toutes catégories, a également fait un sans-faute dans les tests. Enfin, des concurrents ont chuté sur carres, qu'ils ont écrit « quares », graphie ancienne disparue du PLI en 1981 (solution des tests en fin d'article).

Michel Charlemagne

Scrabble Club de Menton, maison des loisirs ou résidence du Louve. Tournois mardi, mercredi et vendredi à 14 h 30.

Unissez un cache afin de ne voir que le premier tirage. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PEN.
1	ABENOOU	EBOUA	H 4	16
2	NU-AILRR	RURBAIN (a)	5 E	36
3	L-AAEIRS	SALERA	L 2	76
4	HEERISS	HERISSES	2 H	76
5	AAADEGT	DATAGE	1 C	42
6	A-NNMOSU	MOSAN (b)	2 B	27
7	NU-EFFIT	SUIFFENT	O 2	95
8	JMUTUUX	TOUX	N 7	39
9	JMU-KOR ?	MOU (i) K	... D	47
10	R-EEEDV	EMBREVE	D 8	28
11	ADENQVZ	AVEZ	... A	111
12	ELMTU ?	MUTUELL(e)	F 8	62
13	EEOPRST	ROUSPETER (c)	11 D	94
14	AEILNOS	MONIALES	B 2	61
15	CEELICOT	HIC	A 6	43
16	DEQTN-CNN	CONE	3 A	23
17	DOTN-IGV	DRY	L 10	26
18	QTNIG-HL	LI	M 9	20
19	QTNIG-HDP	QUID	7 G	21
				943

(a) Qui concerne les banquiers, (b) ou SAUMONS, (c) ou ESTROPE, J. 8, 36. L. 1. P. 802. 2. C. 802. 3. P. 802. 4. P. 802. 5. P. 802. 6. P. 802. 7. P. 802. 8. P. 802. 9. P. 802. 10. P. 802. 11. P. 802. 12. P. 802. 13. P. 802. 14. P. 802. 15. P. 802. 16. P. 802. 17. P. 802. 18. P. 802. 19. P. 802. 20. P. 802. 21. P. 802. 22. P. 802. 23. P. 802. 24. P. 802. 25. P. 802. 26. P. 802. 27. P. 802. 28. P. 802. 29. P. 802. 30. P. 802. 31. P. 802. 32. P. 802. 33. P. 802. 34. P. 802. 35. P. 802. 36. P. 802. 37. P. 802. 38. P. 802. 39. P. 802. 40. P. 802. 41. P. 802. 42. P. 802. 43. P. 802. 44. P. 802. 45. P. 802. 46. P. 802. 47. P. 802. 48. P. 802. 49. P. 802. 50. P. 802. 51. P. 802. 52. P. 802. 53. P. 802. 54. P. 802. 55. P. 802. 56. P. 802. 57. P. 802. 58. P. 802. 59. P. 802. 60. P. 802. 61. P. 802. 62. P. 802. 63. P. 802. 64. P. 802. 65. P. 802. 66. P. 802. 67. P. 802. 68. P. 802. 69. P. 802. 70. P. 802. 71. P. 802. 72. P. 802. 73. P. 802. 74. P. 802. 75. P. 802. 76. P. 802. 77. P. 802. 78. P. 802. 79. P. 802. 80. P. 802. 81. P. 802. 82. P. 802. 83. P. 802. 84. P. 802. 85. P. 802. 86. P. 802. 87. P. 802. 88. P. 802. 89. P. 802. 90. P. 802. 91. P. 802. 92. P. 802. 93. P. 802. 94. P. 802. 95. P. 802. 96. P. 802. 97. P. 802. 98. P. 802. 99. P. 802. 100. P. 802. 101. P. 802. 102. P. 802. 103. P. 802. 104. P. 802. 105. P. 802. 106. P. 802. 107. P. 802. 108. P. 802. 109. P. 802. 110. P. 802. 111. P. 802. 112. P. 802. 113. P. 802. 114. P. 802. 115. P. 802. 116. P. 802. 117. P. 802. 118. P. 802. 119. P. 802. 120. P. 802. 121. P. 802. 122. P. 802. 123. P. 802. 124. P. 802. 125. P. 802. 126. P. 802. 127. P. 802. 128. P. 802. 129. P. 802. 130. P. 802. 131. P. 802. 132. P. 802. 133. P. 802. 134. P. 802. 135. P. 802. 136. P. 802. 137. P. 802. 138. P. 802. 139. P. 802. 140. P. 802. 141. P. 802. 142. P. 802. 143. P. 802. 144. P. 802. 145. P. 802. 146. P. 802. 147. P. 802. 148. P. 802. 149. P. 802. 150. P. 802. 151. P. 802. 152. P. 802. 153. P. 802. 154. P. 802. 155. P. 802. 156. P. 802. 157. P. 802. 158. P. 802. 159. P. 802. 160. P. 802. 161. P. 802. 162. P. 802. 163. P. 802. 164. P. 802. 165. P. 802. 166. P. 802. 167. P. 802. 168. P. 802. 169. P. 802. 170. P. 802. 171. P. 802. 172. P. 802. 173. P. 802. 174. P. 802. 175. P. 802. 176. P. 802. 177. P. 802. 178. P. 802. 179. P. 802. 180. P. 802. 181. P. 802. 182. P. 802. 183. P. 802. 184. P. 802. 185. P. 802. 186. P. 802. 187. P. 802. 188. P. 802. 189. P. 802. 190. P. 802. 191. P. 802. 192. P. 802. 193. P. 802. 194. P. 802. 195. P. 802. 196. P. 802. 197. P. 802. 198. P. 802. 199. P. 802. 200. P. 802. 201. P. 802. 202. P. 802. 203. P. 802. 204. P. 802. 205. P. 802. 206. P. 802. 207. P. 802. 208. P. 802. 209. P. 802. 210. P. 802. 211. P. 802. 212. P. 802. 213. P. 802. 214. P. 802. 215. P. 802. 216. P. 802. 217. P. 802. 218. P. 802. 219. P. 802. 220. P. 802. 221. P. 802. 222. P. 802. 223. P. 802. 224. P. 802. 225. P. 802. 226. P. 802. 227. P. 802. 228. P. 802. 229. P. 802. 230. P. 802. 231. P. 802. 232. P. 802. 233. P. 802. 234. P. 802. 235. P. 802. 236. P. 802. 237. P. 802. 238. P. 802. 239. P. 802. 240. P. 802. 241. P. 802. 242. P. 802. 243. P. 802. 244. P. 802. 245. P. 802. 246. P. 802. 247. P. 802. 248. P. 802. 249. P. 802. 250. P. 802. 251. P. 802. 252. P. 802. 253. P. 802. 254. P. 802. 255. P. 802. 256. P. 802. 257. P. 802. 258. P. 802. 259. P. 802. 260. P. 802. 261. P. 802. 262. P. 802. 263. P. 802. 264. P. 802. 265. P. 802. 266. P. 802. 267. P. 802. 268. P. 802. 269. P. 802. 270. P. 802. 271. P. 802. 272. P. 802. 273. P. 802. 274. P. 802. 275. P. 802. 276. P. 802. 277. P. 802. 278. P. 802. 279. P. 802. 280. P. 802. 281. P. 802. 282. P. 802. 283. P. 802. 284. P. 802. 285. P. 802. 286. P. 802. 287. P. 802. 288. P. 802. 289. P. 802. 290. P. 802. 291. P. 802. 292. P. 802. 293. P. 802. 294. P. 802. 295. P. 802. 296. P. 802. 297. P. 802. 298. P. 802. 299. P. 802. 300. P. 802. 301. P. 802. 302. P. 802. 303. P. 802. 304. P. 802. 305. P. 802. 306. P. 802. 307. P. 802. 308. P. 802. 309. P. 802. 310. P. 802. 311. P. 802. 312. P. 802. 313. P. 802. 314. P. 802. 315. P. 802. 316. P. 802. 317. P. 802. 318. P. 802. 319. P. 802. 320. P. 802. 321. P. 802. 322. P. 802. 323. P. 802. 324. P. 802. 325. P. 802. 326. P. 802. 327. P. 802. 328. P. 802. 329. P. 802. 330. P. 802. 331. P. 802. 332. P. 802. 333. P. 802. 334. P. 802. 335. P. 802. 336. P. 802. 337. P. 802. 338. P. 802. 339. P. 802. 340. P. 802. 341. P. 802. 342. P. 802. 343. P. 802. 344. P. 802. 345. P. 802. 346. P. 802. 347. P. 802. 348. P. 802. 349. P. 802. 350. P. 802. 351. P. 802. 352. P. 802. 353. P. 802. 354. P. 802. 355. P. 802. 356. P. 802. 357. P. 802. 358. P. 802. 359. P. 802. 360. P. 802. 361. P. 802. 362. P. 802. 363. P. 802. 364. P. 802. 365. P. 802. 366. P. 802. 367. P. 802. 368. P. 802. 369. P. 802. 370. P. 802. 371. P. 802. 372. P. 802. 373. P. 802. 374. P. 802. 375. P. 802. 376. P. 802. 377. P. 802. 378. P. 802. 379. P. 802. 380. P. 802. 381. P. 802. 382. P. 802. 383. P. 802. 384. P. 802. 385. P. 802. 386. P. 802. 387. P. 802. 388. P. 802. 389. P. 802. 390. P. 802. 391. P. 802. 392. P. 802. 393. P. 802. 394. P. 802. 395. P. 802. 396. P. 802. 397. P. 802. 398. P. 802. 399. P. 802. 400. P. 802. 401. P. 802. 402. P. 802. 403. P. 802. 404. P. 802. 405. P. 802. 406. P. 802. 407. P. 802. 408. P. 802. 409. P. 802. 410. P. 802. 411. P. 802. 412. P. 802. 413. P. 802. 414. P. 802. 415. P. 802. 416. P. 802. 417. P. 802. 418. P. 802. 419. P. 802. 420. P. 802. 421. P. 802. 422. P. 802. 423. P. 802. 424. P. 802. 425. P. 802. 426. P. 802. 427. P. 802. 428. P. 802. 429. P. 802. 430. P. 802. 431. P. 802. 432. P. 802. 433. P. 802. 434. P. 802. 435. P. 802. 436. P. 802. 437. P. 802. 438. P. 802. 439. P. 802. 440. P. 802. 441. P. 802. 442. P. 802. 443. P. 802. 444. P. 802. 445. P. 802. 446. P. 802. 447. P. 802. 448. P. 802. 449. P. 802. 450. P. 802. 451. P. 802. 452. P. 802. 453. P. 802. 454. P. 802. 455. P. 802. 456. P. 802. 457. P. 802. 458. P. 802. 459. P. 802. 460. P. 802. 461. P. 802. 462. P. 802. 463. P. 802. 464. P. 802. 465. P. 802. 466. P. 802. 467. P. 802. 468. P. 802. 469. P. 802. 470. P. 802. 471. P. 802. 472. P. 802. 473. P. 802. 474. P. 802. 475. P. 802. 476. P. 802. 477. P. 802. 478. P. 802. 479. P. 802. 480. P. 802. 481. P. 802. 482. P. 802. 483. P. 802. 484. P. 802. 485. P. 802. 486. P. 802. 487. P. 802. 488. P. 802. 489. P. 802. 490. P. 802. 491. P. 802. 492. P. 802. 493. P. 802. 494. P. 802. 495. P. 802. 496. P. 802. 497. P. 802. 498. P. 802. 499. P. 802. 500. P. 802. 501. P. 802. 502. P. 802. 503. P. 802. 504. P. 802. 505. P. 802. 506. P. 802. 507. P. 802. 508. P. 802. 509. P. 802. 510. P. 802. 511. P. 802. 512. P. 802. 513. P. 802. 514. P. 802. 515. P. 802. 516. P. 802. 517. P. 802. 518. P. 802. 519. P. 802. 520. P. 802. 521. P. 802. 522. P. 802. 523. P. 802. 524. P. 802. 525. P. 802. 526. P. 802. 527. P. 802. 528. P. 802. 529. P. 802. 530. P. 802. 531. P. 802. 532. P. 802. 533. P. 802. 534. P. 802. 535. P. 802. 536. P. 802. 537. P. 802. 538



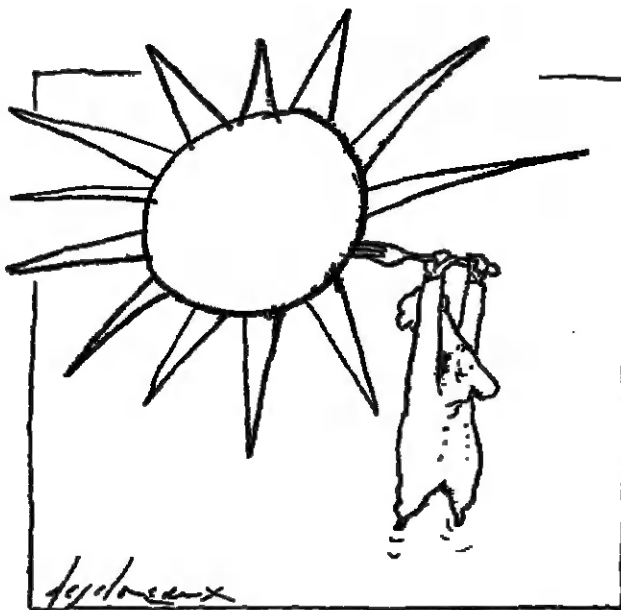
TABLE

# Ombres et soleil

L'AN dernier, le marasme, ici, avait été mis sur le compte de la guerre du Golfe. En ce début d'année, il semble pire encore dans l'hôtellerie et la restauration azuréennes. Comme si l'hiver au soleil (mais y a-t-il toujours autant de soleil ?) n'était plus ce qu'il était pour les fortunés du début du siècle, une attraction : la promenade des Anglais ne mérite plus son nom !

Les « multies », comme on dit dans l'hôtellerie, chutent. Les restaurants ferment. On a vu la célèbre *Bonne Auberge* d'Antibes agoniser (elle va faire place, dit-on, à une pizzeria !); le *Massoury* de Villefranche-sur-Mer est fermé. A Nice, où Jacques Maximin, on le sait, a dû céder place à une « antenne » de *Flo*, du resto intéressante. Antoine a définitivement fermé, mis la clé sous la porte, et d'autres restaurants devraient, dit-on, en faire autant. A Beaulieu, sur quatre restaurants du port, deux ont baissé rideau.

L'*Hôtel Frisia* a fermé son restaurant, les travaux prévus à *La Réserve* sont reportés à une date ultérieure, et l'on attend toujours la réouverture bénéfique du Casino. A Saint-Jean-Cap-Ferrat, *Les Hirondelles* ont à nouveau replié leurs ailes, etc. C'est peut-être pour cela que nos ombreuses sont les maisons fermant l'hiver. Ainsi que me l'écrit André Rochat, propriétaire du merveilleux *Château Eza d'Eze-Village* : « Nous sommes condamnés à mourir et à renaitre au moins une fois l'an ! » Lui vient de renaitre avec un nouveau chef, André Signoret (il n'y perd point) et reste, avec *La Chèvre d'Or* (qui vient de changer de propriétaire mais garde son personnel) un des hauts lieux, à tous points de vue, de la Côte. Car il ne faut pas exagérer, les bonnes maisons et les grands cuisiniers ont toujours leurs fidèles. Alain Ducasse, au *Louis XV* de Monte-Carlo (dont on dit qu'il prendrait la supervi-



sion de tous les restaurants de l'Hôtel de Paris) ; Jacques Chibois au *Gray d'Albion* de Cannes (mais on répète souvent qu'il doit s'en aller) ; Jacques Maximin en son *Diamant rose* de La Colle-sur-Loup ; Vergé en son *Moulin de Mougins* ; Outhier (ou, plus exactement, le chef Stéphane Raimbault, dont il est

conseiller) à La Napoule ; Jean Crépin à *La Voile d'Or* et Jean-Jacques Jouteau au *Provençal* de Saint-Jean-Cap-Ferrat ; l'assautier, chez lui, à Saint-Martin-du-Var ; Dominique Le Stanc au *Négresco*, ce monument d'éternité, flambeau nicois du beau, bon et bien-vivre ; Georges Romano, qui vient d'arriver aux

# sur la Côte

Vieux Murs d'Antibes, et quelques autres (1).

Mais l'événement, en cette année 1992, le « soleil » de l'Azur, c'est le centenaire du *Métropole* de Beaulieu. Une carte postale de l'époque montre cette grande villa à l'italienne, blanche devant la mer bleue, et indiquant : « Confort moderne, plein midi, ascenseur, téléphone, omnibus à tous les trains. » Ce qu'elle ne dit point, c'est que ce sont les mêmes propriétaires et, depuis des années, le même directeur, M. Jean Badrutt. Et quasi le même personnel, le chef Pierre Estival en tête. Pour fêter cet anniversaire, sera, de mai à octobre, proposé un menu-carte du centenaire.

Débutant par un champagne cocktail « Adam » ou « Eve » créé par J.-P. Contault et David Grimont (les deux barman qui viennent de remporter le challenge inter-palace Côte d'Azur de l'Association des barman de France), il se poursuit avec un choix d'entrées, poissons,

viandes, desserts (sans oublier le sorbet des grands repas), parmi lesquels des plats d'autrichiens, du potage Germain aux œufs Toupinel, des filets de sole Marguery au turbot d'Antin, du tournedos Rossini au poulet du Père Lathuille, en passant par la côte de veau Foyot et le rognon Beaugé, jusqu'à la pêche Melba et aux crêpes Suzette (crêpes, on le sait, à Monte-Carlo).

La Reynière

(1) Mais il y a aussi de bons « bistrots » à Beaulieu. Telle, dans une rue piétonne de Nice, *La Cave nicoise*, où je me suis rigolée de sardines à la niçoise avant un lapin aux olives et un dessert (98 F), arrosé d'un côtes-de-provence Domaine de Raquel (68 F). *La Cave nicoise*, 3, rue Masséna à Nice, tél. : 93-87-99-24. Tous les jours, à Nice, encore, un petit « resto-bar », le *Lylo* (44, bd Rizzo, tél. : 93-89-62-19), avec des plats du jour (45 F) et une spécialité de loup en croûte de sel. Sans oublier la cave superbe (en accord avec les admirables fromages) du *Gourmet terrain* (7, av. Santa-Flor, tél. : 93-84-90-78. Fermé dimanche soir et lundi).

Saison

# Asperges

PLANTE vivace, l'*Asparagus officinalis* a une souche, appelée griffe, produisant des bourgeons charnus, les turions, qui sont ces délicieuses asperges, signe et promesse du printemps sur nos tables, légume noble – blanc, vert et violet – que ne dédaignent pas de peindre Edouard Manet. La plante, à maturité, produit de hautes tiges gracieuses garnies d'un fin feuillage qui retient le gel ou la rosée, et ornées de baies rouges qui instruisent les enfants, car cela ne se mange pas. En Sologne, à la pleine saison de la récolte, en mai-juin, les écoliers participent autrefois à la cueillette avec le reste de la famille.

Si l'on utilise des paniers rectangulaires de bois, encore faut-il savoir manier avec délicatesse la griffe de fer, semblable à celle du sabotier, pour pénétrer le sol mouleux et léger rassemblé en buttes sablonneuses et ne pas blesser le précieux légume ni entamer la racine. L'asperge aime le sol du Langue-d'Or-Roussillon (60 % des 40 000 tonnes annuelles de la production française y sont cultivées), mais aussi celui des Landes, de la vallée du Rhône et de la Sologne, où sont produites de magnifiques variétés. On connaît l'asperge d'Argenteuil, la précoce, la tardive et l'admirable blanche améliorée. Il existe aussi l'asperge verte de Saint-Ouen, plus facile à cultiver et appréciée des amateurs. Ce ne sont plus que des lieux-dits : la banlieue n'a eu raison des aspergeraies. Ce légume connaît un cycle long : l'aspergeraie ne produit qu'après trois ans et dure – au mieux – une décennie. Fumure, buttage et désherbage – outre la cueillette manuelle – en font un produit coûteux en main-d'œuvre, rappelle très justement Maguelonne Toussaint-Samat (1).

Mais blanches, violettes ou vertes, les asperges appartiennent

à une unique variété ; leur couleur dépend seulement des modes de culture et des techniques de protection de la lumière : par buttage et paillage pour les blanches ; à l'air libre, qui favorise la synthèse chlorophyllienne, pour les vertes.

Comme chaque nuit, les asperges se plient délicatement, car il convient de ne pas les casser. Cuites dans très peu d'eau, elles se mangent à toutes les sauces avec les doigts chez les Verdun, délicatement du bout de la fourchette et à l'aide du couteau chez les Guermantes. Ceux-ci se privent des bienfaites « fibres », tant prises aujourd'hui par les diététiciens et qui constituent la tige de l'asperge. Mais la passion humaine sait privilégier certains accommodements. Fontenelle, l'illustre académicien, peignait les asperges à l'huile. Ayant conquis quelque ecclésiastique de ses amis à déjeuner et qui ne concevait de les manger qu'accompagnées de sauce blanche, il eut la surprise de le voir rendre le dernier soupir à sa table et de rejoindre ainsi « la pluralité des mondes » habités. Fontenelle alors de se précipiter à la cuisine et d'y ordonner : « Thérèse, toutes les asperges à l'huile, bien entendu ! » Ce bel exemple de tolérance nous permet d'évoquer les variétés de sauces usitées : moutarde, hollandaise, béarnaise, mayonnaise, ou bien encore crème aigrelette, vinaigrette ou simplement huile d'olive. Sans oublier la préparation « en petits pois », c'est-à-dire en bâtonnets de 1 centimètre et liés, selon Jules Gouffé (1867), avec un roux clair. Mais l'abbé avait rendu l'âme, comme dit Suetone, en moins de temps qu'il n'en faut pour cuire les asperges : *Velociter quam asparagi coquantur*.

Quelques minutes de cuisson suffisent pour faire s'épanouir la saveur et le parfum de cet immi-

table légume, dont s'enchantait Louis XIV. Dans le potager du Roy, à Versailles, J.-B. de la Quintinie produisait des asperges dès décembre, pour le souverain. Poil-de-Carotte, plus modeste, s'étonnait – comme tous les enfants – de l'odeur sui generis que produit le liquide effluant, lorsqu'après déjeuner on arrose l'herbe du jardin. C'est l'aspergine, cristallisée en prismes droits, qui produit cette odeur. Les pointes d'asperges se servent en haute cuisine, en beignets, salades plus ou moins folles, en feuillets ou bien en dans. Chez *Condit* (72, rue Lapérouse, Paris 16<sup>e</sup>, Tél. : 47-27-74-67), Michel Ravier les accommode délicatement à la « Milanese » : ce sont de vraies vertes enrobées de licherettes de jambon de Parme, couvertes de parmesan et gratinées. La sauce d'accompagnement est soit une huile d'olive extra, soit une crème à l'échalote, rehaussée de vinaigre balsamique. Tradition italienne encore, chez *Paolo Petrini* (9, rue d'Arpentigny (16<sup>e</sup>), Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 42-60-56-22) où l'on prépare à la demande un fameux risotto aux pointes d'asperges.

D'aucuns n'ont pu résister à la servir en purée ! De quoi faire frémir les mines du bon Jacques Ménétre, qui en voulait la simple cuisson en deux temps, queues d'abord, puis un bouillon frémissant pour les têtes. Riche en vitamines, dépurative, l'asperge semble l'idéal des régimes amaigrissants. A condition d'en choisir la sauce ! Diurétique, laxative, l'asperge est connue des Anciens. Caton, dans *De Rustica*, Plinius et Juvénal ne tarissent pas d'éloges. Rabelais, le bon curé de Meudon, recommande comme eux, pour activer la pousse de ce légume, l'engrais de cornes de bœuf : « En peu de mois, vous en verrez naître les meilleures asperges du monde. Allez moi dire que les cornes de vous autres,

messieurs les cocus, aient vertus telles et propriétés tant mirifiques. » Dit-il Panurge.

Ces franchises plaisanteries gauloises devaient ravir les contemporains d'Henri III qui, selon les liqueurs, en faisait servir à ses mignons. A quelle sauce ? L'histoire ne le dit pas, mais Brillat-Savarin, dans le style parfois de « l'écolier limousin » préconise comme « éprouvettes gastronomiques » les plus sèches, un cent d'asperges, en primeurs, sauce à l'osmazôme !

Le *Départ des fruits et légumes du cœur de Paris*, le 28 février 1969, tel un « songe d'une nuit d'hiver » est une sculpture poignante de l'anglais Raymond Mason que l'on peut voir, comme une écharde, au char de Saint-Eustache. Y figure, bien sûr, l'asperge. *Départ* provisoire s'il en est. Guetter la première asperge de France sur nos marchés parisiens, n'est-ce point un remède digne de Plinius, Celse et Galien ? La première asperge de printemps, pour ses vertus euphoriques et apéritives, c'est un simple bonheur.

Jean-Claude Ribaut

(1) Histoire naturelle et morale de la nourriture, Bonnes 1987.

» Belle sélection dans les grandes épicerias : Fauchon, Ménétre, Bon Marché et beaucoup d'autres. A signaler un arrivage régulier d'asperges des Landes chez Vigneau-Desmarais.

Producteurs : le choix de Jean-Louis Belmès : – Blanches de Sologne : Ets Bourdier 41250 Bracieux (04-46-41-38). – Blanches des Landes : GIE Land'Asperges 40260 Castets (05-83-41-71).

– Vertes provençales : Groupe-ment de producteurs du Vaucluse 84300 Cavaillon (09-78-31-11).

# VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

### Côtes-d'Armor

BRETAGNE  
**CHATEAU-HÔTEL DE COATGUELEN \*\*\***  
Situé dans un parc de 100 ha avec piscine, tennis et golf, 17 chambres de charme et une cuisine imaginative. Dégustation et gastronomie dans les Côtes-d'Armor 22290 Plozévet. Tél. : 96-22-31-24.

### Côte d'Azur

NICE  
**HÔTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. : 93-88-39-66.  
Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

### Montagne

05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Été-hiver, plus haute comm. d'Europe.  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade. Meublés, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pecc. complète, séj. libres.  
**HÔTEL LE VILLARD**, tél. : 92-45-82-08  
et **HÔTEL LE BEAUREGARD** tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

### Paris

SORBONNE  
**HÔTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bain, w.c. Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F. FAX : 46-34-24-30. Tél. : 43-54-92-55.

### Provence

DROME PROVENÇALE  
Dans les oliviers, très calme, site exceptionnel. Chambres et appartements av. jacuzzi. Terras, TV, tél. dir., minicul., pisc. 1/2 pens. à la niçoise avant un lapin aux olives et un dessert (98 F), arrosé d'un côtes-de-provence Domaine de Raquel (68 F). *La Cave nicoise*, 3, rue Masséna à Nice, tél. : 93-87-99-24. Tous les jours, à Nice, encore, un petit « resto-bar », le *Lylo* (44, bd Rizzo, tél. : 93-89-62-19), avec des plats du jour (45 F) et une spécialité de loup en croûte de sel. Sans oublier la cave superbe (en accord avec les admirables fromages) du *Gourmet terrain* (7, av. Santa-Flor, tél. : 93-84-90-78. Fermé dimanche soir et lundi).

### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\***  
LOOS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

### Italie

VENISE  
**HÔTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\***  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721  
et son Restaurant  
nouvelle ambiance « bohème »  
**TAVERNA LA FENICE**  
Tél. : (41) 52-32-856 Fax. 52-32-866.

### TOURISME

Home d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude près frontière suisse)

### PRINTEMPS - ÉTÉ

Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme XVI<sup>e</sup> s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chbres avec s. de bain w.c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants. Idéal en cas 1<sup>er</sup> séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, minit. échecs, fabrication du pain. 2 080 F semaine/enfant. Tél. : (16) 81-38-12-51.

# GASTRONOMIE

**ALLIGATORS BAR AMÉRICAIN**  
Restaurant : cuisine italienne. Diner avec orchestre de jazz de 21 h à 2 h du matin.  
Réservation : 02 93 11 27 28 av. du Maine (15<sup>e</sup>)

**DRAGONS ÉLYSÉES**  
Décor futuriste : 150 places  
Spécialités chinoises & thaïlandaises 7 jours sur 7 jusqu'à 23 h 30.  
11, rue de Berri (8<sup>e</sup>)  
Tél. : 42-89-85-10

**La Taverne Bretonne**  
En Avril...  
**HUITRES À VOLONTÉ 100 F**  
Finos de Claire, Cruesets de Bretagne P.E.  
24 Bd des Italiens, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47.70.16.64

# week-end escargot

A emporter avec vous, les meilleurs de Paris préparés devant vous. Vous pouvez aussi les congeler pour en avoir d'avance.  
**MAISON DE L'ESCARGOT**  
sauf lundi, tous les jours jusqu'à 20 heures, le dimanche 9 h à 15 h. 79, rue Fondary (XV<sup>e</sup>) 45.75.31.09.

Le Monde ÉDITIONS  
**AUTOUR D'UN PLAT**  
Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

MILANO MARITTIMA (Adriatique 1-)  
\*\*\*  
**HOTEL BELLEVUE BEACH**  
Tradition et hospitalité  
Situé au milieu de la verdure des pinèdes, directement sur la mer, avec un grand jardin, piscine, tennis, club de golf, etc. Déjeuner menu dans le jardin ou à la plage, club pour les enfants, activités sportives et culturelles, minibus pour les excursions, bus-à-volée, cabanons, etc. et à la plage privée avec cuisine et bar. Descriptions pour nos offres spéciales.  
HOTEL BELLEVUE BEACH, 300 Tonnare, 50125 MILANO MARITTIMA, ITALIE - Tél. 1028-549802 - Fax 1028-549803

# Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ**  
à la propriété des Almannes Dubois P/F 51480 Venteuil (près d'Épernay). Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-46.  
Vin vieilli en foudre de chêne. Tarif sur demande.  
Cuvée du Réducteur : médaille d'argent Montréal 1986.  
\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. \*

**CHAMPAGNES SANGER & VAUSECOURT**  
Lycée Viticole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visite des caves sur rendez-vous.



# Arménie, les pierres d'alliance

Entre le Caucase et l'Euphrate, des milliers de monuments, églises, monastères, forteresses, témoignent d'une culture ancienne, née dans l'antique royaume d'Arménie, qui avait fait sienne la foi chrétienne dès le quatrième siècle. Réparti sur des territoires qui appartiennent aujourd'hui à la Turquie, à l'ex-URSS et à l'Iran, ce patrimoine est menacé, estime l'historien Patrick Donabédian (1), qui lance un appel à la coopération internationale.

« On a souvent considéré l'architecture arménienne comme une avant-garde pré-romane ? Quelle est sa place dans l'histoire ? »

P. Donabédian. — Avant d'aborder, au début du quatrième siècle, le tournant décisif de la christianisation, qui lui donne son identité, l'architecture arménienne, héritière d'un fonds très ancien marqué par la civilisation d'Ougarit, avait déjà eu des contacts féconds avec les grandes cultures de l'Orient (Assyrie, Perse) comme de l'Occident (Grèce, Rome). Confrontés très tôt à la nécessité de servir la religion chrétienne, les bâtisseurs arméniens ont tenté un audacieux croisement des savoirs de l'un et l'autre mondes ; ils ont élaboré des synthèses originales, et précoces, anticipant souvent des solutions adoptées plus tard par l'Europe romane.

L'architecture arménienne catéchisée à ses débuts des liens de parenté avec les écoles voisines du nord de la Syrie et de Géorgie. Mais de Byzance, elle resta distante, à la fois pour préserver l'église arménienne de l'hégémonie de Constantinople et pour des raisons techniques : elle bâtissait en pierre des édifices austères, modérément agrémentés de bas-reliefs, tandis qu'à Byzance l'on recourait à la brique pour édifier des églises pittoresques, richement peintes.

« Quels sont les caractères dominants de cet art de bâtir ? »

— Les milliers d'édifices arméniens encore partiellement préservés entre l'Euphrate et le Caucase attestent qu'ils avaient été conçus pour résister. L'architecture était soumise à des impératifs de deux sortes. L'idéologie, premièrement, exigeait que l'on associe le symbole du royaume des cieux, c'est-à-dire l'hémisphère de la coupole coiffée d'une pyramide ou d'un cône, à la croix, solidement ancrée dans le sol. La nature, deuxièmement, fournissait les constructeurs en pierres volcaniques colorées et faciles à tailler, mais exigeait que l'on tienne toujours compte du risque sismique.

« Quelles ont été les techniques employées ? »

— Les constructeurs arméniens ont mis au point et pratiqué la technique du blocage : une sorte de béton fait de chaux et d'éclats de pierre, coulé entre deux parements de blocs de pierre soigneusement taillés. Les formes équilibrées privilégiées par les plans, proches du carré, étaient aussi destinées à offrir une plus grande résistance aux secousses sismiques. Mais cela n'empêchait pas un élan, une verticalité soulignée par des piliers fasciculés et de fines arcatures qui ont fait évoquer par certains commentateurs, à propos de la cathédrale d'Ani, par exemple, bâtie autour de l'an 1000, une « prémonition de l'art gothique ».

« Quel rôle a joué l'architecture religieuse arménienne à l'égard de l'Occident ? »

— Un rôle précurseur, certainement par la chronologie. Une filiation directe des chrétiens d'Orient vers l'Occident, peut-être pas. Il



La cathédrale d'Ani, en Turquie, près de la frontière arménienne, après le tremblement de terre de 1988.

semble que des solutions élaborées à partir des mêmes héritages, pour les mêmes buts et sous les mêmes influences se manifestent un peu plus tard dans l'Europe médiévale. Donc, deux évolutions parallèles plutôt, décalées dans le temps.

« Malgré une histoire extrêmement mouvementée, de brèves périodes de prospérité et de calme alternant avec les guerres, les invasions, on remarque une exceptionnelle continuité de l'art de bâtir. Comment l'expliquez-vous ? »

— L'architecture est, avec l'enluminure des manuscrits, une manifestation majeure du génie artistique propre à ce peuple. Le patrimoine est considérable, des milliers de monuments, avec une palette chronologique immense qui s'étend sur un millénaire et demi, depuis le quatrième siècle jusqu'à la période moderne. En apparence, le style n'évolue pas beaucoup ; mais en réalité on observe une grande diversité dans laquelle des influences se manifestent : l'architecture chrétienne d'Arménie se distingue même par une particulière ouverture aux échanges avec les arts musulmans, notamment du temps des Seldjoukides, aux douzième et au treizième siècles. Mais elle reste fidèle à un idéal esthétique et se soumet aux contraintes que nous évoquons plus haut.

« L'Arménie, l'Iran et la Turquie possèdent sur leurs territoires respectifs des éléments nombreux du patrimoine architectural arménien. Quel est leur état de conservation et quelle a été l'attitude des autorités de ces différents États à l'égard de ces témoignages culturels ? »

— En République d'Arménie, la densité du patrimoine, essentiellement constitué d'églises paroissiales et de monastères isolés dans la montagne, est telle qu'elle est difficile à imaginer : plus de quatre mille monuments majeurs avaient été repérés. Jusqu'à la crise économique des années 90-91, la situation n'était pas mauvaise. Après les destructions du régime stalinien, qui avaient duré jusque dans les années 30-40, de nombreuses campagnes de travaux ont été lancées, après la guerre, sur un grand nombre de monuments : on est même

allé dans certains cas jusqu'à la reconstruction, car la population désirait fortement voir ses monuments reconstruits.

« On peut distinguer deux périodes : la période bureaucratique, jusque vers 1975. Ensuite — j'étais moi-même en Arménie — on a vu se former un mouvement de masse. Des groupes de sauvegarde se sont créés dans les instituts de recherche, au Matenadaran, la grande bibliothèque de conservation des archives et des manuscrits, dans les grandes entreprises et ont protesté publiquement contre les mauvaises restaurations ou l'état d'abandon de certains monuments : alors le gouvernement a été contraint d'agir. Une administration nouvelle a été créée, avec rang de ministère, dotée de moyens importants.

« C'était une véritable initiative populaire ? »

— Oui, c'était un cas exceptionnel à cette époque-là, de pression populaire qui parvient à faire aboutir une revendication. Les restaurations ont repris : des monastères dans le nord du pays, Makaravank, Maknats, des églises autour du lac Sevan, l'église paroissiale de Garni. Avant 1975, le temple antique de Garni, seul exemple d'architecture hellénistique sur le territoire de l'ex-URSS, avait fait l'objet d'une restauration-reconstruction, après l'inventaire exhaustif des pierres, l'étude des vestiges, un travail très sérieux sous la direction de feu Alexandre Sahinian, l'un des meilleurs archéologues de l'époque.

« Le monastère de Ghéghard semblait également en bon état ? »

— Oui, mais il appartenait à l'Eglise, qui a assuré un entretien constant, seule manière de sauvegarder véritablement les édifices.

« Quelle est la situation actuelle ? »

— Depuis deux ans, depuis la crise, les moyens considérablement réduits ne permettent plus de faire face aux immenses besoins : les chantiers sont arrêtés, les architectes des monuments historiques et les tailleurs de pierre sont sans emploi. L'argent n'a plus de valeur ; l'Arménie manque de tout, même de bois pour les échafaudages ; sous l'effet du blocus, elle est privée de moyens énergétiques, au point que

l'on parle de rouvrir la seule centrale nucléaire du pays, pourtant très dangereuse.

« Or, la situation physique des monuments s'est aggravée. Outre l'entretien régulier qui serait nécessaire, il faudrait réparer les dégâts consécutifs au tremblement de terre du 7 décembre 1988 : tout le nord du pays a été touché, dans les zones proches de l'épicentre, les monuments ont été rayés de la carte, mais on a constaté des dommages dans des secteurs plus éloignés : le très beau monastère de Marmashen, datant des dixième et onzième siècles, a souffert ; il y a une grave fissure dans la coupole.

« Quelles sont les urgences ? Dans un pays en proie à d'autres maux plus vitaux encore, pensez-vous qu'il y ait place pour ce genre de sauvetage ? »

— Je ne crois pas qu'on puisse, parce que la situation est dramatique dans d'autres domaines, dire qu'on ne peut pas agir dans celui-ci. Il y a en Occident des administrations séparées vouées à agir dans des secteurs différents.

« La coopération existe : après le séisme, une liste des dommages a été établie. L'Italie, qui est l'un des pays avec la France et les États-Unis les plus engagés dans l'étude et les recherches de ses universitaires sur ces sujets, a choisi deux missions ont été envoyées, des analyses commandées, des projets préparés, des machines expédiées. Le chantier de l'église de Talin, du septième siècle, dont il fallait renforcer les structures, a fait l'objet d'une intervention italienne ponctuelle. L'Allemagne, ou plus exactement le Land de Hesse, parait un autre monument, une forteresse du dixième siècle, Amberl. La France, pour le moment, n'a rien entrepris de comparable. Des architectes des monuments historiques arméniens ont été reçus en stage à l'école de Chaillot, mais on pourrait espérer que cette coopération devienne permanente et surtout s'élargisse.

« Quelle est la situation en Iran ? »

— Il y a eu de longue date des initiatives privées et venant d'organisations arméniennes, comme les chantiers de jeunesse de l'association Terre et culture, qui ont trouvé un accueil favorable en Iran. Le

patrimoine est constitué essentiellement par des monastères, Saint-Thadée, lieu de pèlerinage annuel pour les Arméniens d'Iran, Saint-Etienne, l'église de Tzor-Tzor, dans le nord-ouest du pays, et par les quartiers édifiés et habités par des communautés arméniennes à partir du dix-septième siècle, comme celui de la Nouvelle Djoulfa, à Ispahan. L'attitude des autorités iraniennes n'a pas été modifiée par la révolution islamique, et il s'agit d'une situation d'autant plus intéressante qu'elle est l'exemple d'un engagement actif des autorités d'un pays musulman dans la restauration de monuments chrétiens arméniens. En retour, un accord vient d'être signé pour la restauration de la mosquée iranienne d'Erevan et les Arméniens font appel à des architectes iraniens.

« Que sait-on de l'état de conservation des monuments dans l'est de la Turquie ? »

— Après la première guerre mondiale et le génocide des populations arméniennes, et jusque dans les années 50, ces régions étaient pratiquement inaccessibles. Il faut rendre hommage au travail considérable et aux résultats des missions effectuées après 1988 par les archéologues français, M. et M<sup>me</sup> Thierry qui ont retrouvé, et même découvert un grand nombre de monuments ; ils ont constitué ainsi un répertoire des vestiges encore visibles, dans des régions vidées de leurs habitants d'origine, et où le patrimoine, essentiellement lié au culte, était laissé à l'abandon.

« Les grands sites visités sont aujourd'hui peu nombreux, on connaît surtout l'église d'Aghtamar, sur le lac de Van (pour la première fois, le ministère turc de la culture a publié en 1990 une brochure sur ce monument prestigieux), et les vestiges de la cité médiévale d'Ani. Mais leur intérêt pour les touristes étrangers est grand et pourrait être, parmi d'autres, un motif de mobilisation pour les autorités. Or les effets du tremblement de terre de 1988 se sont fait sentir aussi de ce côté-là de la frontière, en Turquie : l'angle nord-ouest de la cathédrale d'Ani, construite il y a mille ans, chef-d'œuvre de l'architecture arménienne Trdat auquel on doit également la restauration de Sainte-Sophie de Constantinople, s'est effondré, comme ont pu le constater durant l'été 1991 les visiteurs

étrangers à nouveau autorisés, après une longue interdiction, à prendre des photos sur le site.

« Les fouilles menées à Ani à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, avaient correspondu à une véritable découverte du site : un éperon rocheux, entre deux canyons assez profonds, où avait été bâtie la capitale du royaume byzantin aux dixième et onzième siècles. Elle possédait encore une partie de sa double ligne de remparts, les éléments d'un habitat rupestre et des vestiges de ses nombreuses églises. Interrompues après la guerre de 1914, les recherches n'ont jamais pu être reprises (des travaux de dégagement ont eu lieu depuis 1988) et l'accès même du site a longtemps été interdit aux étrangers car les autorités turques avaient déclaré ce secteur proche de la frontière avec l'URSS, zone militaire.

« Quels sont les éléments nouveaux dans la situation politique et les relations entre ces différents États ? »

— L'un des éléments qui nous poussent à agir est bien évidemment la situation politique nouvelle : les relations entre la République d'Arménie, qui est indépendante depuis le référendum de septembre 1991, et la Turquie sont en train de changer. Même si elles n'ont pas été suivies d'effets pour l'instant, on a noté les déclarations de bonne volonté de l'ambassadeur turc à Moscou qui, en avril 1991, à deux reprises, lors d'une visite à Erevan, et au cours d'un entretien avec le catholique, chef religieux des Arméniens, à Echmiadzine, a exprimé l'intention de la Turquie de prendre soin des monuments arméniens et d'entreprendre les travaux de restauration nécessaires. Ce serait une faute de laisser passer une opportunité qui se présente pour la première fois.

« Quel peut être le rôle de l'UNESCO ? »

— Aucun de ces monuments n'est inscrit sur la liste du patrimoine mondial car la demande ne peut venir que du pays qui les possède. Il faut établir la liste des monuments qui nécessitent une aide d'urgence, faire sauter les barrières institutionnelles, et faire admettre l'idée de missions scientifiques internationales. Et même d'une coopération avec les équipes d'architectes arméniens, qui sont parfaitement formés et compétents, sous l'égide d'institutions internationales, avec l'appui de financements étrangers.

« Le World Monuments Fund, basé à New-York, a fait une proposition en ce sens au gouvernement turc, pour participer à des campagnes de sauvetage si des architectes arméniens étaient associés aux études et aux travaux, mais il n'y a pas eu de réponse jusqu'à présent. La College Art Association, de New-York également, qui rassemble treize mille personnes, a écrit, en février dernier, au premier ministre turc, M. Demirel, pour l'alerter sur la nécessité d'intervenir pour sauver Ani.

« Je crois que le moment est venu : dans les milieux dirigeants turcs, les consciences sont mûres, les déclarations le montrent. Si l'on accepte l'idée que les monuments arméniens de Turquie font partie du patrimoine mondial, il faut les entretenir et le pays peut faire appel à la communauté internationale. La main est tendue du côté arménien. Une certaine attente s'exprime du côté américain. Tout le monde a intérêt à une politique d'échange et de coopération. »

Propos recueillis par Michèle Champenois

(1) Historien de l'art, diplômé des facultés de Nanterre et de Leningrad, auteur de deux thèses de doctorat sur l'art de l'Arménie médiévale, coauteur avec Jean-Michel Thierry de l'ouvrage intitulé *Les Arts arméniens* (éditions Citadelles), Patrick Donabédian enseigne à l'Ecole nationale des langues orientales. Issu d'une famille d'origine arménienne établie à Marseille, il a étudié l'histoire de l'art à l'université d'Erevan et répertorié de nombreux monuments de l'Arménie soviétique, où il a vécu plusieurs années. Il préside une association, le Centre d'étude et de conservation des monuments historiques arméniens.